



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Canadian Theses Service

Services des thèses canadiennes

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

## CANADIAN THESES

## THÈSES CANADIENNES

### NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION  
HAS BEEN MICROFILMED  
EXACTLY AS RECEIVED**

### AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ  
MICROFILMÉE TELLE QUE  
NOUS L'AVONS REÇUE**

La Revue Dominicaine  
des années 1930

Une version de la pensée sociale

par

Richard Martin

Thèse présentée à l'École des Études  
Supérieures en vue de l'obtention  
d'une Maîtrise ès Arts (Histoire)

Université d'Ottawa

Ottawa, Canada, 1983



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
UNIVERSITY OF OTTAWA

---

A mes parents. .

Nous tenons à remercier M. Pierre Savard, professeur titulaire au département d'histoire de l'Université d'Ottawa pour avoir accepté de diriger notre recherche et nous avoir prodigué de nombreux et judicieux conseils. Nous lui savons gré de la confiance qu'il nous a témoignée tout au cours de ce travail.

Nous voulons également exprimer toute notre reconnaissance envers les Pères Dominicains d'Ottawa, de Montréal et de Saint-Hyacinthe pour leur collaboration désintéressée ainsi qu'au Centre de recherche en civilisation canadienne-française pour les subventions qu'il nous a généreusement accordées.

Enfin, nous remercions toutes les personnes qui ont collaboré d'une façon ou d'une autre à la réalisation de ce travail.

## TABLE DES MATIERES

### INTRODUCTION

#### CHAPITRE I: UNE REVUE D'INTELLECTUELS CATHOLIQUES.....1

D'une revue doctrinale à une revue engagée dans le social, 5; Pour raffermir l'élite intellectuelle catholique, 22; Une revue contrôlée par des clercs, 32.

#### CHAPITRE II: SOCIETE ET CULTURE EN CRISE.....37

Crise de la société, 37: communisme, 38; capitalisme, 45; crise du foyer, 47; Crise de la culture, 53: crise religieuse, 57; question juive, 66; l'américanisation, 79.

#### CHAPITRE III: PROPOSITIONS POUR UN NOUVEL ORDRE CHRETIEN.....105

Pour une solution intégralement chrétienne, 106; L'ordre social chrétien, 112; Un nouvel ordre culturel, 120; pour une rénovation de la culture, 121; un nationalisme chrétien, 127; Stratégie d'une reconquête, 131: l'éducation, 132; l'orientation professionnelle, 138; l'organisation des forces chrétiennes: l'Action catholique, 151; le scoutisme, 156.

#### CONCLUSION.....165

#### ANNEXE I.....172

#### BIBLIOGRAPHIE.....174

## INTRODUCTION

Bien que l'intérêt porté au climat idéologique du Québec des années 1930 existe depuis longtemps, son analyse, par contre, ne remonte guère à plus d'une quinzaine d'années. En effet, il faut attendre le tournant des décennies 1960-1970 pour voir apparaître maintes études sur ce sujet. Depuis cette époque, l'attention des chercheurs s'est portée sur la presse laïque en général et plus particulièrement sur les quotidiens politiques et idéologiques. Ainsi, peut-on trouver plusieurs études sur des journaux comme la Nation, le Devoir ou encore, sur le Fasciste canadien et l'Action catholique<sup>1</sup>. Aux côtés des quotidiens, on retrouve également quelques études de périodiques dont la Relève. Symbole de la première grande rupture idéologique avec le discours officiel de son époque, la Relève est, sans aucun doute, la publication qui a reçu le plus d'attention, aux côtés de Cité libre, au cours de la dernière décennie<sup>2</sup>. Si un tel choix,

---

1. Richard Jones, L'idéologie de l'Action catholique 1917-1939, Histoire et Sociologie de la culture, no 9, PUL, Québec, 1974, 364 p. Quant aux autres journaux, on en retrouve une étude dans Idéologies au Canada français 1930-1939, sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy, Histoire et Sociologie de la culture, no 11, PUL, Québec, 1978, 361 p. Denis Monière, dans Le développement des idéologies au Québec, Québec-Amérique, Ottawa, 1977, 381 p., accorde également une attention particulière à ces diverses publications.

2. La première étude d'importance sur la Relève fut celle de Jean-Charles Falardeau, "La Génération de la Relève", dans Recherches sociographiques, vol. VI, no 2, 1965, p. 123-133. Il y a également les deux études de A.J. Bélanger, L'apolitisme des idéologies québécoises: le grand tournant 1934-1936, Histoire et Sociologie de la culture, no 7, PUL, Québec, 1974, 392 p., et Ruptures et constantes, Coll. Sciences de l'homme et humanisme, no 8, Hurtubise HMH, Montréal, 1977, 219. Il y a également Jacques Pelletier, "la Relève: une idéologie des années 1930", dans Cahiers de l'Université du Québec, 1972, no 30, p. 69-139. Finalement, cette revue est mentionné dans la plupart des ouvrages généraux sur les idéologies et sur l'histoire de la période.

comme le fait justement remarquer Yves Frenette, a eu pour effet "d'exagérer le caractère traditionnel et religieux de la société québécoise de cette époque"<sup>3</sup>, il a eu également deux autres conséquences qui méritent d'être précisées.

Dans un premier temps, cette situation a eu pour effet de laisser pratiquement inexploré le vaste champ de la presse religieuse du Québec. En effet, de toute la littérature religieuse de la première moitié du XXe siècle, seuls les écrits de l'Ecole sociale populaire ont fait l'objet d'une attention soutenue, et encore faut-il préciser que cet intérêt ne se manifeste guère que depuis la deuxième moitié des années 1970. Depuis dix ans, outre les ouvrages généraux, on ne compte que cinq études spécialisées sur la presse religieuse du XXe siècle et toutes portent sur la propagande de l'Ecole sociale populaire<sup>4</sup>. Si chacune de ces études touche à des aspects différents de l'Ecole sociale populaire, il demeure néanmoins, dans un deuxième temps, qu'elles ont toutes en commun la tendance de présenter celle-ci non seulement comme le principal

- 
3. Yves Frenette, "Les éditoriaux de la Presse, 1934-1936: une défense de la démocratie libérale", dans R.H.A.F., vol. 33, no 3, décembre 1979, p. 451-462.
  4. F.J. Frigon, "Catholicism and Crisis: L'Ecole sociale populaire and the Depression in Québec, 1930-1940", dans Revue de l'Université d'Ottawa, vol. 45, 1975, p. 54-70.; Jean-Claude Saint-Amant, "L'Ecole sociale populaire et le syndicalisme catholique, 1911-1949", thèse de Maîtrise, Université Laval, 1976, 99 p.; Saint-Amant écrira également un article intitulé "La propagande de l'Ecole sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique, 1911-1949", dans R.H.A.F., vol. 32, no 4, septembre 1978, p. 202-228; G. Raymond Laliberté, "Dix-huit ans de corporatisme militant, l'Ecole sociale populaire de Montréal, 1933-1950", dans Recherches sociographiques, vol. XXI, no 1-2, 1980, p. 55-96; Gilles Routhier, "L'ordre du monde, capitalisme et communisme dans la doctrine sociale de l'Ecole sociale populaire, 1930-1936", dans Recherches sociographiques, vol. XXII, no 1, 1981, p. 7-47; Richard Arès, s.j., "Le Père Joseph-Papin Archambault, s.j. et l'Ecole sociale populaire - témoignage -", dans R.H.A.F., vol. 35, no 4, mars 1982, p. 563-587.

mais aussi comme l'unique définisseur et diffuseur religieux du catholicisme social\* québécois en réponse à la crise économique aux côtés des Evêques. De plus, comme cette image fut reprise par l'ensemble des ouvrages généraux traitant de la période, cette situation est venue renforcer l'hypothèse de la formulation d'un discours religieux unique à l'égard de la crise économique tant dans sa nature que dans ses causes et ses remèdes, et qui fut unanimement approuvé et véhiculé par tous les membres du clergé tant séculier que régulier.

Ces quelques remarques initiales sur l'historiographie des idéologies des années 1930 indiquent le sens de l'étude proposée ici. Ainsi, notre recherche sur la Revue Dominicaine vise, d'abord, à combler un vide dans l'étude de la presse religieuse au Québec. La Revue Dominicaine, qui fut un des moyens d'expression les plus importants de la communauté des Dominicains du Canada français, était un mensuel qui visait à rejoindre essentiellement les milieux francophones cultivés, bourgeois et urbains du Québec. Né sous le nom le Rosaire en 1895 mais rebaptisée la Revue Dominicaine en 1915, ce périodique religieux a longtemps figuré au chapitre des publications les plus prestigieuses du Québec d'avant la Révolution tranquille. La qualité de sa présentation et de ses articles lui a valu, après la Deuxième Guerre Mondiale, de devenir une des revues distribuées par les ambassades canadiennes et d'être considérée par les membres de l'Organisation des Nations Unies réunis à Genève en 1949

---

\* L'expression catholicisme social doit être ici entendue non dans le sens étroit de l'historiographie française qui le limite aux catholiques qui s'occupent des questions ouvrières, mais dans son sens plus large de la restauration sociale telle qu'inspirée par la doctrine sociale de l'Eglise.

comme "la plus belle revue d'inspiration catholique jamais vue"<sup>5</sup>. Après 67 ans d'existence, la communauté des Dominicains lui substitua un nouveau mensuel qui, par son appellation, cherchait à refléter plus exactement le nouveau caractère de la société québécoise des années 1960. En 1962, la Revue Dominicaine devient la revue Maintenant.

Témoin particulier de l'évolution du Québec contemporain, la Revue Dominicaine constitue, à plus d'un égard, un matériau privilégié d'analyse. Sauf pour l'étude d'histoire de la poésie québécoise de Jacques Blais intitulée De l'ordre à l'aventure<sup>6</sup>, la Revue Dominicaine semble cependant être restée inconnue des chercheurs<sup>7</sup>.

Ensuite, notre recherche vise à nuancer une certaine image d'homogénéité idéologique du discours religieux du Québec de la Dépression. Jusqu'à maintenant, l'historiographie canadienne a résumé la réaction catholique à la crise économique à l'expression d'une pensée sociale essentiellement conservatrice et fortement éclairée par les encycliques papales. Nuançant continuellement leur argumentation entre la défense du capitalisme et la condamnation de ses abus, les catholiques sociaux ont perçu la crise économique comme une crise morale mais doublée d'une crise nationale. Pour eux, le Québec est assiégé par une légion

5. "La Revue Dominicaine", dans Revue Dominicaine (à l'avenir R.D.), janvier 1951, vol. 57, tome 1, p. 55-56.
6. Jacques Blais, De l'ordre à l'aventure, PUL, Québec, 1975, 410 p. Dans cet ouvrage, Blais n'étudie la R.D. que dans son apport à la littérature québécoise.
7. Pierre Savard faisait justement remarquer, à cet effet, cette lacune dans son compte rendu de l'ouvrage de Gérard Boismenu, Laurent Mailhot, Jacques Robillard, Le Québec en texte, 1940-1980, Boréal Express, Montréal, 1980, 574 p., dans R.H.A.F., vol. 35, no 2, septembre 1981, p. 274.

d'ennemis extérieurs, plus particulièrement le communisme, les Anglais et les Juifs, et qui cherchent à faire disparaître le caractère catholique et français de la province ainsi que sa vocation agricole. Fortement teintée d'une vision nationale de conservation, essentiellement tournée vers le passé, la réaction catholique à la crise se résume à la formulation d'un discours centré sur la résistance aux changements et à la défense des droits acquis. Les principaux leitmotivs de ce discours sont: il faut humaniser le capitalisme, freiner les effets de l'industrialisation, maintenir la vocation agricole du Québec, et enfin, opposer un nationalisme de survivance à l'influence étrangère grandissante. Globalement, c'est un discours religieux qui apparaît essentiellement attardé par rapport aux réalités et aux transformations structurelles du Québec des années 1930.

Notre propos n'est pas de contester cette interprétation mais plutôt de préciser quelques hypothèses sur le fonctionnement du catholicisme social au cours de la Dépression en tentant de nuancer l'idée qu'un seul discours religieux a trouvé expression à cette époque. L'hypothèse d'une pluralité d'idéologies au sein de l'Eglise québécoise existe déjà depuis un certain temps. En effet, Jacques Grandmaison écrivait un article en ce sens en novembre 1969 dans Relations. Intitulé "L'Eglise et les idéologies au Québec", l'auteur y distingue les diverses idéologies profanes et religieuses du Québec. Parmi les diverses idéologies religieuses du Québec, Grandmaison en mentionne cinq: une idéologie de chrétienté, une idéologie missionnaire, une idéologie de ressourcement, une idéologie de l'adaptation, et finalement, une idéologie de la communauté de base. De toutes ces idéologies, c'est l'idéologie de l'adaptation que nous avons retenue pour les fins de notre recherche et

à partir de laquelle nous avons articulé certaines de nos réflexions. Telle que définie par Grandmaison, cette idéologie est un discours qui vise à "adapter l'Eglise à la vie moderne et à la rendre présente au monde"<sup>8</sup>. En d'autres termes, cela signifie l'abandon de traditions désuètes et de structures périmées pour hâter l'adaptation de l'Eglise à la société urbaine et à ses conditions nouvelles de vie. Malheureusement, Grandmaison ne précise jamais à quelle(s) époque(s) une telle idéologie apparaît au sein de l'Eglise québécoise. Or, partant de la définition ci-haut indiquée, nous sommes d'avis qu'une telle idéologie s'est manifestée au cours de la décennie 1930-1940 et qu'elle s'est traduite, à l'intérieur du catholicisme social québécois, par la formulation d'un discours original aux principales caractéristiques suivantes:

D'abord, que c'est bien un discours religieux: ce discours trouve son expression la plus cohérente dans les pages de la Revue Dominicaine et malgré la collaboration de certains intellectuels laïques québécois, sa formulation demeure avant tout le produit d'une équipe constituée de Pères dominicains.

Ensuite, que c'est un discours conjoncturel: se rattachant aux efforts du clergé québécois pour opposer une solution au malaise social contemporain, ce discours demeure essentiellement un produit de la crise.

Ensuite, que c'est un discours aux allures progressistes en ce sens qu'il vise à se situer en marge d'un discours religieux et rationaliste plus conservateur et intransigeant et qu'il appelle à une réconciliation de la société canadienne-française avec le monde moderne. De plus, contestant l'approche qui résume les malaises contemporains de la société

---

8. Jacques Grandmaison, "L'Eglise et les idéologies au Québec", dans Relations, no 343, novembre 1969, p. 296.

québécoise à des pressions extérieures et qui érige l'idéalisation d'un passé sécurisant dans un Québec politiquement autonome en guise de solution, le groupe de la Revue Dominicaine, en retour, s'attachera à définir sa propre vision de la crise et de ses remèdes. En ce sens, le discours de la Revue Dominicaine se fonde donc sur un refus.

Enfin, c'est un discours d'importation: c'est-à-dire qu'il est le produit d'un emprunt à la pensée sociale de Quadragesimo Anno et à celle des milieux intellectuels catholiques français du milieu des années 1930.

La démarche que nous avons adoptée repose sur une analyse essentiellement qualitative d'un corpus de textes bien déterminés et publiés entre 1931 et 1940 inclusivement. Si nous avons choisi l'année 1931 comme borne de départ, c'est non seulement parce qu'à ce moment la crise économique est bien installée au Québec et que les signes d'inquiétude chez l'élite clérico-professionnelle et intellectuelle deviennent plus apparents, mais surtout parce que celle-ci représente la date de la réaction officielle de l'Église catholique à la crise. Lorsque Pie XI publie en mai 1931 son encyclique Quadragesimo Anno, il ne se contente plus de définir les conditions des relations patrons-ouvriers comme le faisait Rerum Novarum quarante ans plus tôt. Comportant une vision plus large de la société, Quadragesimo Anno se veut une réponse à la crise économique par le biais de la "restauration sociale". C'est donc un document qui appelle à l'action. Renouelant le catholicisme social par l'appel à une collaboration plus étroite entre les laïques et la hiérarchie catholique, Quadragesimo Anno devenait ainsi le nouveau point de référence qui devait inspirer toute l'action des apôtres du catholicisme social au Québec. Quant au choix de 1940 comme point d'arrivée, il s'explique par le fait que cette année marque à la fois la fin de la crise économique et celle

du mandat du Père M.A. Lamarche, o.p. au poste de directeur de la Revue Dominicaine. Enfin, nous avons concentré nos efforts sur la décennie de 1930-1940 parce que ces années marquent le début de l'intervention de la Revue Dominicaine dans le social et le moment au cours de ses 67 ans d'existence où cette intervention est la plus prononcée. Sous la direction du Père Marcel-Marie Desmarais, o.p., 1941-1944, la revue revient plus à des préoccupations d'ordre doctrinal alors que sous la direction du Père Antonin Lamarche, o.p., 1945-1961, la Revue Dominicaine se présente comme une "Revue de culture à base religieuse avec reflet sur la vie, les lettres et les arts"<sup>9</sup>.

Finalement, et afin d'éprouver ces quelques hypothèses lapidaires, nous nous interrogerons successivement sur la nature de la Revue Dominicaine et sur les conditions qui l'ont amenée à intervenir dans le social, sur sa vision de la crise économique et, enfin, sur les remèdes qu'elle entend appliquer de même que la stratégie qu'elle entend privilégier pour arriver à ses fins.

---

9. Le Directeur, "La Revue Dominicaine", dans R.D., janvier 1948, tome 1, p. 49.

## CHAPITRE I

### Une revue d'intellectuels catholiques

Lorsqu'on s'attarde à la littérature à caractère social des années 1930, il est facile de conclure que le climat qui domine au Québec, à ce moment en est un d'inquiétude et d'insécurité. Ceci devient encore plus manifeste lorsqu'on s'attarde au discours de l'élite traditionnelle. Composée avant tout de religieux, de membres de la bourgeoisie professionnelle et d'intellectuels laïques, cette dernière établit un diagnostic essentiellement conservateur de la crise qui se fonde sur deux préoccupations majeures. Dans un premier temps, l'élite est inquiète pour l'avenir du projet de société qu'elle a cherchée à construire et à préserver depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et, dans un deuxième temps, elle craint, par voie de conséquence, pour le maintien de son statut social. Préoccupé par la survivance nationale, c'est un discours qui globalement reflète les angoisses d'une classe qui se sent assiégée par des ennemis extérieurs attachés, selon elle, à faire disparaître le caractère catholique, français et rural de la société québécoise<sup>1</sup>.

Dans le même esprit, les solutions qu'elle oppose aux problèmes nés de la crise sont généralement conservatrices. Inscrites dans une volonté manifeste de continuité avec l'ordre établi, ces dernières témoignent habituellement d'une méfiance, parfois exagérée, envers tout projet qui risque de bouleverser l'ordre traditionnel ou qui suscite des rapprochements trop brusque avec la modernité.

---

1. Richard Jones, "De la terre à l'usine", dans Histoire du Québec, Ed. Edisem Inc., Saint-Hyacinthe, 1977, p. 424-430.

Malgré le caractère dominant de ce discours à la fois social et national au cours de la Dépression, il est important d'indiquer par contre qu'il ne fut pas l'objet d'une unanimité au sein de la société québécoise ainsi qu'à l'intérieur de l'élite traditionnelle. Avec le recul, on s'aperçoit que c'est une représentation qui fut contestée par divers éléments de la société et qui a donné lieu, en réalité, à diverses versions, quelques fois divergentes sur certains points, entre ses principaux porte-paroles. Fernand Dumont écrit justement à cet effet:

L'Action nationale, le Programme de restauration sociale, les brochures de l'École sociale populaire, les idées de Philippe Hamel, de Lionel Groulx ou d'Arthur Laurendeau n'étaient sûrement pas l'écho de l'ensemble de la bourgeoisie professionnelle ou de la bourgeoisie des affaires des années 30<sup>2</sup>.

Les porte-paroles du discours dominant se résument, de façon générale, à deux groupes. Le premier, que nous appellerons des catholiques sociaux, est composé des évêques, des membres de l'École sociale populaire, des syndicalistes catholiques et de tous ceux qui, fidèles à la doctrine sociale de l'Église, sont d'abord préoccupés par la restauration sociale tout en demeurant attentif à la question de la survivance du Canada français. Comme nous avons déjà exposé l'essentiel de leur pensée sociale et nationale, nous nous contenterons de rappeler ici qu'ils ont une vision d'abord morale de la crise et le communisme constitue, à leurs yeux, la plus grave menace à la société. Dans cet esprit, ils s'opposent farouchement au CCF et expriment leurs sympathies pour les Franco, Mussolini et Salazar. Enfin, le corporatisme et la

2. Fernand Dumont, "La première révolution tranquille", dans Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy, Idéologies au Canada français 1930-1939, Histoire et Sociologie de la culture, n° 11, PUL, Québec, 1978, p. 14.

colonisation leur apparaissent les meilleurs remèdes pour corriger les maux de la crise économique.

La colonisation figure également à la liste des solutions à opposer aux malaises contemporains suggérées par le groupe que nous appellerons des nationalistes. Mais ceux-ci, tels les membres de L'Action nationale et de la Nation, ou les membres des Jeunes--Canada, des Jeunesses patriotiques et de l'Action libérale nationale, sont d'abord préoccupés par l'autonomie provinciale. Ainsi, aux côtés des communistes, le gouvernement fédéral leur apparaît comme l'un des principaux responsables des maux de la société québécoise. En conséquence, certains souhaitent la création d'un Etat catholique et français sur les rives du Saint-Laurent tandis que d'autres vont jusqu'à revendiquer la séparation du Québec. C'est un discours qui, de plus, se charge d'une xénophobie acerbe envers les anglophones et les Juifs. Enfin, c'est un discours qui, comme dans le cas précédent, tend à replier le Québec sur lui-même et à idéaliser un retour à un passé sécurisant.

Quant à ceux qui s'inscrivent en réaction à cette double variante d'un même discours dominant, on retrouve des publications comme l'hebdomadaire le Jour et la revue les Idées qui renouent avec une vieille tradition libérales et bien entendu, la Relève. Produit d'une jeunesse bourgeoise inquiète de son avenir, la Relève se présente avec le recul du temps comme un mensuel qui s'est inscrit en rupture avec son environnement idéologique. Formulant un jugement critique sur sa société, la Relève rejette le repli que sous-entend les options corporatistes et nationalistes pour se propulser "hors de l'aire québécoise afin d'atteindre l'homme

universel<sup>3</sup>." Elle se veut un éclatement au monde en ce sens qu'elle se définit d'abord en fonction du monde et non plus d'après les frontières nationales<sup>4</sup>. Inspirée par la problématique sociale "personnaliste" d'Emmanuel Mounier, la Relève rejette toute solution collective comme antidote à la crise pour valoriser plutôt la formule de la "révolution spirituelle" au niveau de l'individu.

Finalement, parallèles aux discours dominants et de rupture qui s'élaborent au sein d'une même classe sociale, prend forme d'autres discours, plus politiques cette fois, mais qui demeurent par contre assez marginalisés.

Un premier courant, d'extrême-droite, gravite essentiellement autour d'un seul homme, Adrien Arcand. Fondateur du Parti National Social Chrétien, en 1934, il commence l'année suivante la publication du Fasciste canadien qui, dès ses débuts, devient presque exclusivement un organe de propagande antisémite. A l'opposé, on retrouve un courant de gauche centré cette fois autour du journal Clarté. Bien que ce dernier cherche à se présenter comme un journal "au service de l'ouvrier"<sup>5</sup>. Clarté se définit d'abord comme un journal d'opposition<sup>6</sup>, c'est-à-dire qu'il se présente comme un critique sévère de Duplessis, des fascistes et des nationalistes, plus particulièrement Groulx. Dans cet esprit, les membres de Clarté rejette la vocation agriculturiste du Québec pour

3. André-J. Bélanger, "les idéologies et leur désert politique", dans Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy, op. cit., p. 36.

4. André-J. Bélanger, Ruptures et constantes, Hurtubise HMH, Montréal, 1977, p. 15.

5. Clarté, 30 octobre 1937, p. 1.

6. Marcel Fournier, "'Clarté' ou le rêve d'un Front populaire", dans Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy, op. cit., p. 277.

affirmer plutôt sa nature et son avenir industriels. Soucieux de démontrer l'exploitation de la classe ouvrière, le journal Clarté appelle, en retour, à la création d'un véritable Front populaire au Québec. Toutefois, c'est un projet qui ne devait resté que sur papier car dans un Québec fortement anticommuniste ses chances de réussites étaient pour-ainsi dire pratiquement nulles<sup>7</sup>.

C'est donc à cet univers idéologique complexe où les idées se chevauchent et se confrontent que la Revue Dominicaine tente d'apporter une contribution originale. Toutefois, c'est une intervention qui exigeait une profonde transformation de sa part.

1. D'une revue doctrinale à une revue engagée dans le social.

Au début des années 1930, le directeur de la Revue Dominicaine est le Père Marcolin-Antonio Lamarche, o.p. Appelé familièrement "le gros Père"<sup>8</sup> par les autres membres de la communauté, le Père Lamarche est apparu à ses contemporains comme un homme très actif, cultivé, attentif à toutes les manifestations de la pensée, surtout canadienne-française, qui avait en horreur l'à peu près. Prédicateur et professeur à la Faculté de Philosophie de l'Université de Montréal de 1922 à 1936, le Père Lamarche est surtout connu comme orateur et écrivain. Considéré par plusieurs de son époque comme l'un des meilleurs orateurs canadiens, le Père Lamarche fut invité pendant près de 25 ans à presque toutes les grandes fêtes religieuses et nationales<sup>9</sup>. Olivar Asselin, fondateur en 1934 du quotidien montréalais l'Ordre et ami personnel du Père Lamarche,

7. Ibid., p. 289.

8. Gérard Paré, o.p., Biographie du Père Lamarche, Editions du Lévrier, Montréal, 1950, p. 10.

9. Antonin Lamarche, o.p., M.A. Lamarche, Collection Classiques canadiens, Ed. Fides, Montréal, 1962, p. 8.

écrivira que ce dernier est "notre meilleur écrivain et notre plus grand orateur"<sup>10</sup>.

L'oeuvre littéraire du Père Lamarche est imposante. Regroupée, sa production manuscrite compte 15 volumes et ses imprimés comprennent 11 livres et plus de 600 articles dans la Revue Dominicaine, sans compter un nombre considérable de recensions<sup>11</sup>. Mgr Paquet dira: "Par l'autorité de son nom, par l'influence de ses écrits, par le rayonnement de la revue qu'il dirige, le Révérend Père Lamarche doit être considéré comme l'un des maîtres de la pensée canadienne"<sup>12</sup>. Défenseur de la pensée de l'Eglise, le Père Lamarche manifeste une sensibilité remarquable à l'égard des nouvelles forces génératrices de changement, qu'elles soient sur le plan culturel ou social. Séraphin Marion écrit que le Père Lamarche est un de ceux qui scrutent des horizons inconnus et qui cherchent "à la lumière des principes anciens, des formules nouvelles pour la solution de difficultés propres à la vie sociale, nationale ou internationale du XXe siècle"<sup>13</sup>. Esprit tourné vers le présent, le Père Lamarche, de continuer Marion, "ne craint pas de contredire parfois — tout comme son émule et confrère, le R.P. Forest — certaines traditions qui ont fait leur temps et ne méritent plus, de la part des Canadiens français du XXe siècle, que l'hommage d'un souvenir"<sup>14</sup>.

---

10. Ibid., p. 5.

11. Ibid., p. 16.

12. Ibid., p. 6.

13. Séraphin Marion, En feuilletant nos écrivains: étude de littérature canadienne, Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 1931, p. 48.

14. Ibid., p. 49.

Travailleur infatigable et exigeant pour lui-même, le Père Lamarche avait en aversion "l'exagération et le vague"<sup>15</sup>. Ce souci de perfection dans la forme et le style, il l'exigeait de tous et plus particulièrement de ceux qui collaboraient à la Revue Dominicaine préférant déplaire à un collaborateur en lui retournant son article plutôt que de blesser ou d'indisposer ses lecteurs<sup>16</sup>.

Sans contredit, la Revue Dominicaine représente l'oeuvre la plus importante du Père Lamarche. Il a, tout compte fait, vieilli avec elle. Rédacteur au Rosaire à partir de 1907, il en devient le directeur en 1915, année même où ce mensuel adopte le nouveau titre de Revue Dominicaine. Sous son impulsion, la revue ne cessera jamais de s'améliorer, tant dans la forme et le style que dans sa présentation extérieure. Au moment où il en abandonne la direction à la fin de 1940 pour devenir le nouveau Prieur du Monastère des Dominicains à Québec, la revue est considérée comme l'un des périodiques les plus appréciés des gens cultivés, au Canada et à l'étranger<sup>17</sup>. De l'avis du Père Paré, o.p., le Père Lamarche "s'était pour ainsi dire identifié avec elle"<sup>18</sup>. Tous les commentaires de l'époque que nous avons pu retrouver sur la Revue Dominicaine confirment la grande influence qu'a eue le Père Lamarche sur le développement et l'orientation de ce mensuel catholique. Même s'il en abandonne la direction en 1940, le Père Lamarche continue jusqu'à sa mort, en 1950, de collaborer à la Revue Dominicaine.

---

15. Gérard Paré, o.p., op. cit., p. 11.

16. La Direction, "Le T.R. Père M.A. Lamarche, o.p.", R.D., avril 1950, tome 1, p. 98.

17. Gérard Paré, o.p., op. cit., p. 9.

18. Loc. cit.

En 1931, la Revue Dominicaine présente à maints égards peu de différence avec les premiers numéros de 1915, si ce n'est qu'elle compte 64 pages par numéro au lieu de 32. Pour le reste, l'administration et l'impression sont toujours centralisées à Saint-Hyacinthe, mais la rédaction est rendue au Couvent Notre-Dame de Grâce à Montréal. De plus, la revue ne publie que 11 numéros par année<sup>19</sup>, sous un format pratique de 8" X 5½", et chacun d'eux se divise en trois sections. La première, sans titre précis, comprend les textes qui forment le fond de la revue. Aux côtés des articles doctrinaux, des études de philosophie et de théologie, on retrouve des articles sur la littérature, l'histoire ou la sociologie mais en autant "que la religion ou la morale y soit concernée"<sup>20</sup>. Cet espace est réservé, en définitive, aux textes, qui selon la conception de M.A. Lamarche, sont "l'expression de l'actualité permanente"<sup>21</sup>. Son nombre appréciable de pages en traduit d'ailleurs assez bien l'importance. Habituellement, la section des articles de fond couvre un peu plus de la moitié de chaque numéro. Les deux autres sections relèvent plutôt de "l'actualité transitoire"<sup>22</sup>.

La section "Le sens des Faits" permet aux collaborateurs de la revue d'expliquer et d'évaluer, selon le cas, le sens de divers événements d'actualité qui relèvent habituellement de l'apologétique ou qui touchent à un problème social particulier. Cette section comprend également une

---

19. Les mois de juillet et d'août sont regroupés dans un seul numéro.

20. Couverture intérieure, R.D., 1925.

21. La Direction, "Le T.R. Père M.A. Lamarche, o.p.", op. cit., p. 202.

22. loc. cit.

chronique intitulée "Dans l'Eglise et dans l'Ordre" dans laquelle sont rapportées les manifestations religieuses et les activités d'importance des membres du clergé canadien et de l'Ordre des Dominicains<sup>23</sup>. Enfin, la troisième section de chacun des numéros de 1931 est consacré aux recensions de volumes. Intitulée "L'Esprit des Livres", cette section couvre un peu moins du quart de chaque numéro. Intéressée surtout par les ouvrages de niveau intellectuel élevé, la Revue Dominicaine accorde son attention à la signification et à la valeur littéraire et morale de l'ouvrage recensé. Malgré les importantes transformations qui se produisent au cours des années que nous étudions, ces trois divisions demeurent jusqu'en 1961.

Les changements entrepris par la direction de la revue après 1931 sont de quatre niveaux et s'inscrivent dans une suite chronologique précise. Le premier a lieu en 1932, année où l'on assiste à un déplacement des opérations relatives à la production de la Revue Dominicaine. Désormais, la revue cesse d'être imprimée à Saint-Hyacinthe pour l'être par la nouvelle imprimerie du Couvent Notre-Dame de Grâce. Ce nouvel atelier ne fonctionnera qu'au seul bénéfice des publications dominicaines et sera sous la direction du Père Thomas-Marie Lamarche, o.p., au cours

---

23. Cette chronique constituait en 1915 la 3<sup>ème</sup> section de la revue. Elle fut intégrée au "Sens des Faits" au cours des années 1920.

des années 1930<sup>24</sup>. Cette tendance à la centralisation continue en 1933 alors que l'administration de la revue, jusque-là à Saint-Hyacinthe, se déplace dans de nouveaux locaux du Couvent Notre-Dame de Grâce. Cette centralisation à Montréal de la rédaction, de l'impression et de l'administration consacre, en fait, le caractère urbain que possédait déjà la revue à Saint-Hyacinthe.

Le second changement d'importance est la création d'un Conseil de Rédaction en 1933<sup>25</sup>. Jusque-là, il semble que le Père Lamarche ait été le principal animateur de la Revue Dominicaine et le seul maître d'oeuvre de l'élaboration de chacun des numéros. Toutefois, à partir de 1933, la situation change et, suite à une décision du Père André Bibaud, o.p., Provincial de l'Ordre des Dominicains, le Conseil de Rédaction se compose

---

24. Par le passé, la Revue Dominicaine de même que les autres publications dominicaines étaient imprimées au Courrier de Saint-Hyacinthe, journal hebdomadaire régional de propriété privée. L'origine de l'imprimerie de la communauté dominicaine de Montréal remonte à 1930 alors que le curé Perras, dominicain à NDG, a pour ambition d'avoir un journal paroissial. Ce nouveau projet coïncide avec le désir d'un certain M. Lussier, imprimeur de Montréal, de se départir de son équipement à cause des difficultés financières qu'il subit depuis le début de la Dépression. C'est donc dans ce contexte que naît en décembre 1931 l'Oeuvre de presse dominicaine, laquelle comprend, en plus de l'imprimerie, les Editions du Lévrier réservée à la publication de volumes, le Bulletin paroissial et enfin, les revues Le Rosaire et la Revue Dominicaine et des brochures de tout genre. Lorsque la communauté religieuse achète l'équipement de M. Lussier, elle l'engage à titre de responsable de l'imprimerie. Il reste au service de la communauté jusqu'en 1939 où il enseigne surtout le métier d'imprimeur à certains Frères dominicains. Tout se passe sous la direction du Père Thomas-M. Lamarche, o.p. Six personnes travaillent à l'imprimerie: 3 religieux et 3 laïques. En cas de surcharge de travail, l'imprimerie engage 1 à 2 employés de plus. A ses débuts, l'imprimerie fonctionne uniquement avec des machines manuelles. Ce n'est qu'en 1935 que l'imprimerie de NDG s'équipe d'une presse à cylindre automatique achetée à Lowell, près de Boston. Ref., Fr. Dupré, o.p., témoignage oral.

25. Fra Dominico, "Dans l'Ordre", R.D., septembre 1933, p. 501.

des six personnalités dominicaines suivantes: M.A. Lamarche, qui garde le poste de directeur, le Père M.C. Forest, doyen de la Faculté de Philosophie de l'Université de Montréal, le Père Benoît Mailloux, Régent des Etudes Dominicaines, le Père Raymond Voyer, professeur au Collège dominicain d'Ottawa et à l'Université de Montréal, le Père T.M. Lamarche, directeur de l'Oeuvre de presse dominicaine et le Père Albert Saint-Pierre, professeur d'histoire sainte à Ottawa. Jusqu'en 1940 inclusivement, la Revue Dominicaine reste un produit de cette équipe sur laquelle, cependant, le Père M.A. Lamarche semble avoir gardé toute son autorité.

La troisième innovation d'importance, quant à elle, touche à l'apparence de la revue. Préoccupé de plaire aux goûts de son public et à rentabiliser la revue, le Père Lamarche procède, à deux reprises, à des transformations radicales de la présentation de la Revue Dominicaine entre 1934 et 1936. L'année 1934 introduit, à cet effet, deux changements d'importance. D'abord, la revue est publiée sous un format plus petit qu'auparavant, de 7" X 4½", et sur un papier différent. Cependant, chaque numéro a toujours 64 pages et comprend les trois sections décrites plus haut. La revue compte encore 11 numéros pour l'ensemble de l'année, mais elle est désormais publiée en deux tomes au lieu d'un seul<sup>26</sup>.

Les lecteurs ont à peine le temps de s'habituer à ce nouveau format, qu'il change de nouveau deux ans plus tard. Cette fois les changements sont de taille. D'abord, la Revue Dominicaine abandonne son petit format pour s'imposer avec une nouvelle présentation de 9½" X 7". Ensuite, tous

---

26. Le premier comprend les mois de janvier à juin alors que le second comprend ceux de juillet-août à décembre. L'apparition des 2 tomes fut rendue nécessaire à cause de l'épaisseur du nouveau papier utilisé. Ref., Fr. Dupré, o.p., témoignage oral.

les textes sont publiés sur un nouveau papier glacé plus rigide que l'ancien. Enfin, une nouvelle couverture colorée, montrant l'écusson de l'Ordre, complète les principales innovations morphologiques qui donnent à la revue un caractère très luxueux et inégalé par toutes les autres publications mensuelles du Québec des années 1930. D'ailleurs, les innovations matérielles de 1936 semblent avoir été appréciées par plusieurs lecteurs. Témoins, ces quelques extraits d'une lettre, reproduits dans la revue, de deux avocats:

Révérend et cher Père,

Nous venons, un peu tard il est vrai, vous témoigner notre plus vive appréciation des progrès réalisés dans votre Revue Dominicaine. Le nouveau format imposé à votre revue en fait une oeuvre d'art en même temps qu'un véritable bouquin: nous la rangeons aux côtés des autres volumes de notre bibliothèque, où elle figure avec avantage<sup>27</sup>.

Outre les innovations notées ci-dessus, la revue demeure, pour le reste, semblable aux numéros de 1934. Chacun compte 64 pages, et les 11 numéros annuels sont encore répartis en deux tomes.

Enfin, le dernier changement d'importance à survenir au cours de la décennie porte sur l'orientation générale de la revue. Certes, l'orientation première et fondamentale reste toujours la même, puisque la direction en réaffirme régulièrement le caractère doctrinal. Toutefois, ce

---

27. Criticus, "Quelques Fleurs", R.D., mai 1936, tome 1, p. 321.

qui change au cours de ces années, c'est qu'elle cesse d'être la seule. Tout au cours de la première moitié de la décennie, la revue élargit continuellement son discours aux questions sociales pour s'imposer graduellement comme un périodique engagé dans un "programme de vulgarisation, de propagande et de défense dans le domaine religieux et social"<sup>28</sup>.

Rétrospectivement, ces trois dernières innovations nous apparaissent issues d'un projet global qui s'est développé progressivement selon une logique bien précise qui peut se résumer ainsi: à partir d'une volonté de participer au projet de restauration sociale que le clergé québécois entend opposer à la crise économique, se serait graduellement imposée chez la Revue Dominicaine la nécessité d'exercer une action sur le laïcat. Malgré leur qualité exceptionnelle, les articles de la revue ne répondaient plus aux nouvelles questions que se posaient les chrétiens du début de la crise. Dès lors, il lui était nécessaire d'actualiser son discours, il lui fallait "sortir de ce qu'on appelle la spiritualité pour s'engager dans le concret"<sup>29</sup>. Et cela, le directeur l'aura bien compris quand il écrit que la Revue Dominicaine est un

Organe de pensée religieuse et sociale, avec un regard sur tout ce qui relève de la critique catholique: manifestations de tout genre, théologie, philosophie, elle doit parler aux hommes de ce temps des choses de leur temps<sup>30</sup>.

28. Criticus, "Notre Revue", R.D., février 1938, tome 1, p. 100.

29. La formule est du Père M.D. Chenu, o.p., cité par Y. Tranvouez, "La Fondation et les débuts de La Vie Intellectuelle, (1928-1929)", dans Archives de Sciences sociales des Religions, vol. 42, 21<sup>ème</sup> année, juillet-décembre 1976, Paris, p. 60.

30. M.A. Lamarche, o.p., "Notre Revue Dominicaine", R.D., février 1937, tome 1, p. 59.

Cependant, l'ampleur d'une telle entreprise dépassait les ressources et les forces d'un seul homme. C'est pourquoi serait né le Conseil de Rédaction<sup>31</sup>. Toutefois, les autres motivations sous-jacentes à la création de ce conseil en 1933 qui marque le premier geste concret de la volonté de la Revue Dominicaine d'intervenir dans le social, ne se comprennent que par une analyse du contexte conjoncturel très particulier de cette année.

D'abord, depuis 1931, le Canada vit sa période la plus sombre de la crise économique et 1933 en marque le point le plus aigu. Ensuite, c'est au début de cette année que le clergé québécois se lance dans une offensive sociale en se mettant à la remorque de l'Ecole sociale populaire et de son programme de restauration sociale qui entend proposer "un véritable projet spécifique de structuration globale du Québec"<sup>32</sup> par la voie du corporatisme social. C'est à cette vaste mobilisation des effectifs religieux dans l'offensive cléricale contre la crise économique, qu'il faut rattacher à la fois l'actualisation du discours de la Revue Dominicaine et l'élaboration de son projet social.

En 1934, deux phénomènes reflètent avec force la nouvelle tendance du discours de la revue. Le premier, et sans conteste le plus important, est l'introduction d'enquêtes annuelles sur un sujet donné. Introduites en 1934, ces enquêtes durent jusqu'en 1941 inclusivement. Pour M.A. Lamarche, ces enquêtes sont "des études de longue haleine sur les

31. C'est dans le même esprit que le Fr. Dupré nous confiait que le Conseil de Rédaction avait premièrement été créé pour augmenter la diffusion et la diversité des articles de la Revue Dominicaine.

32. G. Raymond Laliberté, "Dix-huit ans de corporatisme militant", op. cit., p. 56.

différents aspects d'un problème d'actualité. Ce mode favorise la division du travail, suggère aux écrivains l'approfondissement et la recherche, inspire au lecteur une confiance motivée<sup>33</sup>. Bien que chaque enquête traite d'un sujet différent par rapport à l'autre, les thèmes de l'éducation et de la jeunesse, surtout vers la fin de la décennie, recevront le plus d'attention de la part de la revue. Ces enquêtes se révéleront, pour Beaulieu et Hamelin, de véritables études de civilisation et de sociologie<sup>34</sup>.

Le deuxième indice de l'actualisation du discours de la Revue Dominicaine est l'abandon de la chronique "Dans l'Eglise et dans l'Ordre" qui figurait dans la section "Le Sens des Faits". Le fait de laisser tomber cette chronique signifie non seulement l'abandon d'un service d'informations religieuses mais davantage une réévaluation des priorités. Pour la revue, l'actualisation signifie se tourner vers le monde profane et s'adresser de préférence au laïc. Ceci est manifeste en 1934 lorsque le Père Lamarche écrit:

notre revue demeure ce qu'elle était, une revue religieuse doctrinale. Elle se propose néanmoins de pousser plus au large dans le domaine intellectuel, étant donné que son public se recrute en majeure partie dans les rangs du laïc<sup>35</sup>.

---

33. M.A. Lamarche, o.p., "Nouvelle étape", R.D., janvier 1934, tome 1, p. 46.

34. André Beaulieu, Jean Hamelin, La presse québécoise des origines à nos jours tome III 1880-1895; PUL, Québec, 1977, p. 360.

35. M.A. Lamarche, o.p., "Nouvelle étape", op. cit., p. 45.

On sent ici une nette volonté de répondre davantage aux préoccupations des laïques et de discuter des choses qui les intéressent.

A ce titre, la Revue Dominicaine était, pour le père Lamarche, une oeuvre d'apostolat d'autant plus qu'en s'engageant dans le monde profane qui vit, par surcroît, une crise, il devenait de plus en plus essentiel d'apporter le point de vue de la pensée catholique sur les événements contemporains. C'est dans cet esprit qu'apparaît en 1936 une nouvelle rubrique dans la section "Le Sens des Faits". Par cette nouvelle rubrique intitulée "Projections", la Revue Dominicaine

se propose d'apprécier en bref des événements, des situations de fait ou des personnages auxquels il serait difficile, faute de temps ou d'espace, d'accorder toute l'attention qu'ils méritent. Utilisant le projecteur et non le phare tournant, elle veut éclairer du moins un angle de ces objets qui peuvent offrir de l'amplitude par eux-mêmes<sup>36</sup>.

Ainsi, apporter le point de vue de la pensée catholique sur des événements du profane c'est, pour la revue, avant tout tenter d'orienter l'opinion du lecteur. Présenter une pensée officielle qui se veut éclairée par la doctrine pontificale, tel est le but de "Projections" et de la nouvelle rubrique "les Belles Citations" qui apparaît en 1938 également dans la section "Le Sens des Faits". Malgré son titre, cette nouvelle rubrique ne constitue pas une anthologie pouvant offrir au lecteur un stimulant littéraire, en réalité, Criticus entend plutôt "mettre à profit, pour éclairer tel ou tel problème en vedette, les déclarations des personnages eux-mêmes en vedette et dont l'autorité

---

36. N.D.L.R., "Projections", R.D., février 1936, tome 1, p. 111. Cette rubrique existe jusqu'en 1943. Elle est sous la responsabilité de Criticus, que nous soupçonnons d'être le directeur M.A. Lamarche.

fait foi dans tout milieu non-préjugé"<sup>37</sup>.

L'ouverture vers le profane ira en s'accroissant au cours de la seconde moitié de la décennie 1930-1940. Toutefois, dès le milieu de la décennie, elle se traduira par le désir de la Revue Dominicaine d'exercer une action sur le monde contemporain en crise. Ainsi, comme le spécifie le directeur,

C'est à une oeuvre de réfection sociale que la Revue Dominicaine désire apporter sa part, une part qui peut être considérable, pour peu que le grand public s'y intéresse. Si elle revêt aujourd'hui cette toilette coûteuse, ce n'est pas pour dire aux passants devant l'étagère: Regardez-moi, mais: Lisez-moi!"<sup>38</sup>

L'expression "réfection sociale" n'est en fait que la dénomination raffinée de son programme de restauration sociale qu'elle entend diffuser aux côtés de celui de l'Ecole sociale populaire. Bien que le contenu des deux programmes diffère sur plusieurs points, les deux visent, en retour, le même objectif: proposer une solution aux problèmes nés de la crise des années 1930 et à la menace de nouveaux systèmes de pensée qui viennent surtout de l'extérieur. La vision de la crise par la Revue Dominicaine et les remèdes qu'elle entend y apporter font l'objet des prochains chapitres.

---

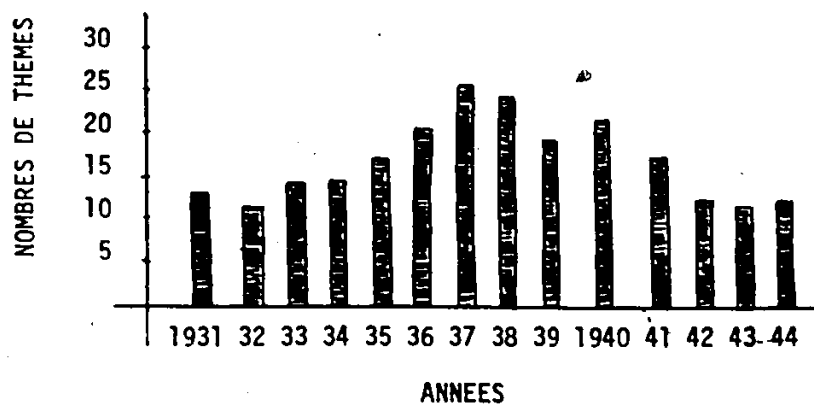
37. Criticus, "Les Belles Citations", R.D., janvier 1938, tome 1, p. 43. En réalité, "Les Belles Citations" est une sous-rubrique de "Projections" et est de ce fait sous la responsabilité de Criticus. Cette sous-rubrique disparaît en 1941.

38. M.A. Lamarche, o.p., "Notre Americanisation", R.D., janvier 1936, tome 1, p. 4.

Une telle évolution de l'orientation de la revue fut suivie par une tendance similaire dans le discours. L'étude des thèmes ainsi que le nombre d'articles à caractère social publiés dans la revue entre 1931 et 1940, nous permettra de cerner l'ampleur de l'ouverture du discours de la revue au social. Cependant, et pour unique fin de comparaison, nous avons étendu notre compilation au mandat du Père Desmarais.

Sur les dix années analysées, nous avons répertorié 34 thèmes différents, mais tous à caractère social\*. Une compilation des thèmes ramenée sur leur base annuelle nous donne le tableau suivant.

Tableau 1. Répartition sur une base annuelle du nombre de thèmes à caractère social traités par la Revue Dominicaine.



\* Voir Annexe 1 pour une liste complète des thèmes.

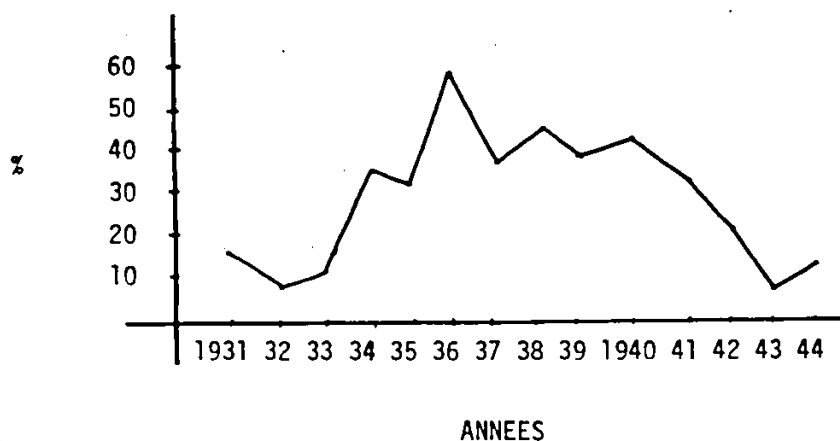
Nous avons procédé par la suite à une étude quantitative des textes à caractère social. Notre méthode de sélection est la suivante: pour chacune des dix années étudiées, nous n'avons considéré que les articles à caractère social contenus dans la section des articles de fond et dans celle du "Sens des Faits". Nous avons donc éliminé tous les articles à caractère strictement théologique ou religieux, de même que ceux à caractère exclusivement culturel touchant, par exemple, à la littérature ou à l'art. Nous avons éliminé aussi tous les articles à caractère social qui ont été écrits par des auteurs européens. Ces derniers rendent habituellement compte de leurs préoccupations locales et leurs textes sont, de ce fait, incompatibles avec notre objectif d'analyser une dimension de la réaction catholique québécoise à la crise économique. Avec cette méthode, nous avons retenu 264 textes pour l'ensemble des deux sections choisies — ce qui représente 30% de l'ensemble des textes contenus dans ces deux sections entre 1931 et 1940. Ramené sur une base annuelle, nous obtenons le graphique suivant.

Tableau 2. Proportion totale du social dans la Revue Dominicaine pour les deux sections analysées.

proportion en nombres absolus

	1931	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44
nombre total d'articles	109	115	106	68	69	77	89	89	79	84	123	111	86	99
nombre total d'articles à caractère social	16	10	12	24	22	45	33	40	27	35	40	24	6	11

proportion en %



Ces deux graphiques nous permettent de tirer trois conclusions. D'abord, la montée du social est directement imputable aux enquêtes annuelles de la revue. Ces dernières ont lieu entre 1934 et 1941 inclusivement, et c'est justement au cours de cette période que le niveau du social est le plus élevé dans la revue, étant toujours au-dessus de 30%. Dès 1942, on assiste à une baisse rapide du social, revenu sensiblement au même niveau qu'au début de la décennie. Pour ces raisons, nous pouvons également conclure que l'ouverture nouvelle vers le social est un phénomène du mandat du Père Lamarche. Comme le dernier graphique le montre, dès que le Père Desmarais prend la direction de la revue en 1941, le niveau social baisse un peu, pour ensuite tomber radicalement les deux années suivantes et remonter légèrement en 1944. Enfin, ces graphiques démontrent que la nouvelle attention accordée au social est un phénomène passager. En d'autres termes, elle apparaît comme un produit de cette conjoncture particulière qu'est la crise économique.

Comment peut-on expliquer, en retour, la tendance à la baisse du social sous le mandat du Père Marcel-Marie Desmarais? A notre avis, il existe deux raisons. D'abord, quand le Père Desmarais prend la direction de la revue en janvier 1941, le contexte socio-économique n'est plus le même. Au lieu d'être en profonde crise économique, le Québec connaît plutôt, depuis le déclenchement de la guerre, un relèvement économique continu. De plus, le nombre de chômeurs ayant considérablement diminué, les pressions socio-économiques du début des années 1930 n'existent plus en 1941.

Deuxièmement, il faut en chercher l'explication chez le Père Desmarais lui-même. D'abord, en devenant directeur de l'Oeuvre de presse dominicaine, le Père Desmarais hérite, par ricochet seulement, de la direction de la Revue Dominicaine. Ensuite, à ce moment, son attention se porte plutôt vers son émission radiophonique "l'Heure dominicale" diffusée hebdomadairement sur le réseau français de Radio-Canada, qui lui permet de rejoindre beaucoup de gens. Avec le recul, il semble que le Père Desmarais était plus intéressé par les moyens modernes de communication pour faire de l'apostolat<sup>39</sup> que par la Revue Dominicaine qui, de toute évidence, n'était pas assez populaire à ses yeux. Moins enthousiaste envers la revue que son prédécesseur, le Père Desmarais, tout au cours de son mandat, s'en tiendra donc essentiellement à son rôle d'administrateur et limitera sa contribution à quelques articles.

---

39. Le Père Desmarais écrira que sa "vocation" était d'être un "prêcher radiophonique". Marcel-Marie Desmarais, o.p., Au crépuscule de ma vie, Ed. Stanké, Montréal, 1977, p. 105. Il est significatif que dans ce volume à caractère biographique, le Père Desmarais ne parle jamais de son mandat à la direction de la Revue Dominicaine.

## 2. Pour raffermir l'élite intellectuelle catholique

Jusqu'à maintenant nous avons expliqué dans quelle mesure le contexte conjoncturel et la volonté de la direction de la Revue Dominicaine à collaborer au projet de restauration sociale du clergé québécois est responsable des changements d'orientation et du discours de ce périodique. Mais cela n'explique pas en soi toutes les transformations que nous avons soulignées plus haut. La volonté d'action sur le laïcat y joue aussi une grande part, comme on peut en juger par le passage suivant:

Quand on s'adresse de préférence aux laïcs, on doit nécessairement toucher aux événements, aux productions et aux vedettes du jour, puisque l'éternel, servi à dose continue, ne saurait longtemps les satisfaire<sup>40</sup>.

Mais par cette transformation du discours, le Père Lamarche visait plus qu'une simple tentative de répondre aux questions des chrétiens, il visait également à leur formation intellectuelle:

Sous son impulsion, la Revue a pris un caractère plus littéraire et éclectique. Sans doute que ses goûts le portaient vers une pareille formule. Mais celle-ci procédait d'un dessein bien arrêté dans son esprit: il désirait agir sur les intellectuels, tant laïcs qu'ecclésiastiques, de notre pays; il voulait que notre peuple donnât le spectacle et les produits d'une large culture, puisée aux sources les plus pures de l'art et de la doctrine, soucieuse d'idées justes autant que de belles formes, authentiquement chrétiennes<sup>41</sup>.

Cette volonté d'agir sur l'élite intellectuelle laïque relève donc d'un désir personnel du Père Lamarche. Mais les efforts qu'il consent à

---

40. Criticus, "Notre Revue", op. cit., p. 101.

41. Gérard Paré, o.p., op. cit., p. 9.

la "constitution d'une véritable élite — catholique intrus et foris — au Canada français"<sup>42</sup> sont surtout révélateurs d'une conception hiérarchisée de la société dans laquelle toutes réformes véritables ne peuvent venir que d'en haut.

S'il ne fait aucun doute que le Père Lamarche cherche à atteindre l'élite intellectuelle de la société canadienne-française, il nous reste à voir dans quelle mesure il réussit à y exercer une réelle influence.

Compte tenu d'une telle clientèle, il est normal de supposer que le tirage de la Revue Dominicaine reste à un niveau plutôt restreint. La revue admet elle-même que la façon dont elle procède pour "comprendre [Les] hommes, oeuvres, événements par un jugement fondé sur les critères mêmes du réel [...] c'était ne pas viser aux succès des masses"<sup>43</sup>. En ce qui concerne le tirage de la revue, nous n'avons pas pu en trouver le nombre exact d'abonnés parce qu'il n'existe malheureusement plus de documents originaux. Cependant, nous avons pu obtenir des renseignements assez précis grâce au Fr. Paul M. Dupré, o.p., qui fut imprimeur aux Oeuvres des presses dominicaines<sup>44</sup>. D'après lui, le tirage de la revue se situait autour d'une base solide de 1 000 à 1 500 abonnés par année pour la période que nous étudions. Le nombre d'abonnés a pu atteindre 1 800, mais de façon exceptionnelle. Le nombre variait d'une année à l'autre en fonction du nombre d'annonceurs dans la revue, car chacun d'eux recevait un abon-

42. A. Papillon, o.p., "Le Prieur de Québec", P.D., décembre 1940, tome II, p. 227.

43. Loc. cit.

44. Le Fr. Dupré, o.p., participe dès 1931 aux débuts de l'imprimerie du Couvent NDG. Il s'occupera de l'imprimerie jusqu'en 1969, année de fermeture de cette dernière par la communauté des Dominicains.

ment annuel gratuit<sup>45</sup>. Toutefois, il semble certain que la Revue Dominicaine a toujours conservé un minimum réel de 1 000 à 1 100 abonnés.

Nous avons pu confirmer les propos du Fr. Dupré à partir d'une liste fragmentaire puisée dans le Canadian Almanach<sup>46</sup>. Pour la période de la Dépression, on obtient les données suivantes:

Tableau 3. Tirage de la Revue Dominicaine  
(1929-1941)

Années	Circulation	Années	Circulation
1929	22 500		
1930	22 500	1936	-----
1931	20 500	1937	1 200
1932	-----	1938	1 600
1933	18 225	1939	1 100
1934	16 405	1940	1 100
1935	16 405	1941	-----

Le manque de concordance entre les chiffres des colonnes de gauche et de droite s'explique par le fait que ceux de gauche représentent la circulation globale de la Revue Dominicaine et du Rosaire. On peut supposer toutefois que l'audience de la revue était plus large, ne serait-ce qu'en raison des abonnements par toutes les autres communautés religieuses et les collèges classiques<sup>47</sup>.

Vu l'absence de documents originaux, il nous est malheureusement impossible d'établir avec certitude la proportion des abonnés laïques par rapport aux

45. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral. C'est surtout après 1936 que la revue atteint ses sommets car sa nouvelle présentation lui attira de nouveaux annonceurs.

46. C'est en fait la seule liste valable que nous ayons pu trouver. Les magazines spécialisés dans la circulation des publications comme le Canadian Newspaper Directory et le Canadian Advertising ne possèdent aucune données statistiques sur le tirage de la Revue Dominicaine.

47. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral.

abonnés religieux. Le Fr. Dupré avance, de mémoire, que la proportion était moitié-moitié.

Quand à la clientèle laïque, elle se recrute surtout dans l'élite professionnelle. Outre les commentaires du Fr. Dupré, l'analyse d'Albert Lévesque sur le comportement familial de la population de langue française au Canada peut s'avérer une seconde source indicatrice du genre de clientèle que la revue réussit à rejoindre. La première étape de cette enquête, publiée en 1944, s'intéresse aux Sentiments et intérêts de l'élite<sup>48</sup>. Entreprise en 1942, cette enquête porte sur 2 239 familles canadiennes, distribuées proportionnellement comme suit<sup>49</sup>:

REGION		PROFESSION	
Ville de Montréal	16%	Cultivateurs	30%
Zone montréalaise	20%	Hommes d'affaires	38%
Zone québécoise	40%	Hommes de métier	22%
Zone ontarienne	12%	Professionnels	10%
Ouest-Maritime	12%		

Enfin, signalons que les questionnaires de l'enquête furent remplis par des étudiants au Secondaire ou aux études techniques dans une proportion de 88%, majoritairement âgés entre 16 et 22 ans, et de sexe masculin.

Pour les fins de notre recherche, nous n'avons retenu que trois tableaux. Le premier indique le pourcentage de familles qui ont l'habitude de lire la Revue Dominicaine et la proportion pour chacun des membres de la famille. Il nous permet de situer également la popularité de la revue par rapport à d'autres publications québécoises.

48. Albert Lévesque, Entrez-donc! Analyse du comportement familial de la population de langue française, au Canada. Première étape Sentiments et intérêts de l'élite, Les informations Albert Lévesque Inc., Montréal, 1944, 160 p.

49. Ibid., p. 15.

Tableau 4 Lecture des périodiques mensuels<sup>50</sup>

Canada entier: 2 239 familles

Proportion de ceux qui ont l'habitude de lire:	Père %	Fils %	Mères %	Filles %	Famille %
L'ACTION NATIONALE	9	9	4	3	6
RELATIONS	4	4	3	1	3
REVUE DOMINICAINE	6	5	13	6	8
L'OEIL	5	5	3	2	4
LE CANADA FRANCAIS	4	3	2	2	3
LA REVUE POPULAIRE	5	10	17	26	14
LA REVUE MODERNE	6	11	19	27	16
LE FILM	2	8	8	17	9
LE BULLETIN DES AGRICULTEURS	29	21	19	15	21

A titre d'indicateur, ce tableau présente peu de surprises si ce n'est le fort pourcentage de mères qui lisent la Revue Dominicaine. Comme la revue ne s'adresse pas plus particulièrement aux femmes qu'aux hommes, nous nous expliquons assez mal ce chiffre. Par contre, il indique clairement que la revue rejoint un public plutôt âgé que jeune. Le Fr. Dupré nous a mentionné que la moyenne d'âge des abonnés laïques de la revue tournait autour de 35 à 40 ans. Il ne semble pas que la revue ait attiré les étudiants universitaires. En fait, il semble qu'elle n'ait même pas cherché à rejoindre la jeunesse<sup>51</sup>.

Le second tableau définit le type de clientèle de la revue.

50. Albert Lévesque, op. cit., p. 127. Souligné par nous.

51. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral.

Tableau 5. Clientèle de la Revue Dominicaine  
selon les occupations professionnelles<sup>52</sup>.

Moyenne familiale	Canada entier %	Culti- vateurs %	Hommes d'affaires %	Hommes de métiers %	Profes- sionnels %
Proportion de ceux qui ont l'habitude de lire:					
L'ACTION NATIONALE	6	3	7	5	12
RELATIONS	3	1	4	2	8
<u>REVUE DOMINICAINE</u>	8	7	8	7	10
L'OEIL	4	2	5	4	8
LE CANADA FRANCAIS	3	2	2	2	6
LA REVUE POPULAIRE	14	7	18	14	23
LA REVUE MODERNE	16	7	22	13	28
LE FILM	9	4	11	9	14
LE BULLETIN DES AGRICULTEURS	21	43	12	14	12

Ici non plus, il n'y a pas de grandes surprises. De toute évidence, la Revue Dominicaine n'apparaît pas comme un mensuel populaire pouvant répondre aux goûts de la masse. Toutefois, ce tableau tend à confirmer que les abonnés de la revue se retrouvent davantage dans les milieux instruits et urbains<sup>53</sup> que ruraux. Ceci est d'ailleurs confirmé par le tableau suivant qui porte sur la répartition géographique des abonnés de la revue.

52. Albert Lévesque, *op. cit.*, p. 127.

53. Le Fr. Dupré nous a confirmé cette assertion lors de notre rencontre, stipulant que la majorité des abonnés était surtout des professionnels comme des médecins, des avocats, des notaires, des professeurs d'Université et de collège classique ainsi que des intellectuels et des écrivains.

Tableau 6. Répartition géographique des abonnés de la Revue Dominicaine<sup>54</sup>

Moyenne familiale	Ville Montréal %	Zone Montréal %	Zone Québec %	Zone Ontario %	Ouest- Maritime %
Proportion de ceux qui ont l'habitude de lire:					
L'ACTION NATIONALE	11	6	5	2	1
RELATIONS	7	2	2	3	1
<u>REVUE DOMINICAINE</u>	9	8	8	7	3
L'OEIL	9	3	4	2	0
LE CANADA FRANCAIS	3	4	3	3	2
LA REVUE POPULAIRE	20	13	14	17	6
LA REVUE MODERNE	22	15	17	17	4
LE FILM	12	7	9	9	3
LE BULLETIN DES AGRICULTEURS	5	29	28	19	12

Ce dernier tableau nous permet de tirer deux conclusions. D'abord, le rayonnement de la Revue Dominicaine au Canada français ne dépasse guère les grandes agglomérations urbaines du Québec et de l'Ontario. Ensuite, la majorité des abonnés se retrouvent dans la région de Montréal. "C'était à Montréal qu'on avait le plus grand nombre, environ le tiers des abonnés", nous confiait le Fr. Dupré. Et il ajoutait que les autres abonnements se retrouvaient là où les Dominicains avaient des Couvents. De ce fait, au Canada, on retrouve des abonnements dans la région de Montréal, Saint-Hyacinthe, Québec, Ottawa, Sackville au Nouveau-Brunswick et enfin Prince-Albert en Saskatchewan. A l'étranger, les abonnements se rendaient vers deux destinations: les Etats-Unis et l'Europe. Les abonnements américains se trouvaient plus particulièrement dans la région de Fall River, au Massachusetts, et de Lewiston, dans l'Etat du Maine. Quant aux abonnements européens, ils proviennent surtout des centres universitaires de France, de Belgique, d'Italie et de Suisse. Bien que la revue ait pu

54. Albert Lévesque, op. cit., p. 127.

se rendre ailleurs en Europe, la majorité des lecteurs européens étaient de la France et de la Belgique. En tout, les abonnements étrangers ont représenté 5% de l'ensemble des abonnements<sup>55</sup>.

Avec un nombre si restreints d'abonnés, on peut se demander comment la Revue Dominicaine arrivait à couvrir ses frais de production et surtout comment elle a pu financer les deux changements morphologiques de la décennie 1930-1940.

Au début des années 1930, les coûts de production de la revue pour chacun des numéros mensuels étaient d'environ 200,00\$. Au cours de la décennie, les coûts ont doublé pour atteindre 400,00\$ par numéro en 1940<sup>56</sup>.

Quant aux revenus, ils venaient essentiellement de deux sources: la vente de la revue par numéro et par abonnement, et les annonces publicitaires.

En 1931, les prix de vente de la Revue Dominicaine sont les mêmes que ceux de 1922. L'abonnement annuel, au Canada, est de 2,00\$ et de 2,50\$ pour l'étranger, et le numéro individuel se vend ,25¢. En considérant qu'un individu dépensait en 1926 une moyenne de 3,00\$ par année pour un imperméable, 1,89\$ pour un pantalon<sup>57</sup>, et qu'une famille dépensait hebdomadairement en moyenne ,37¢ pour 10 livres de farine et ,72¢ pour 6 pintes de lait en 1931<sup>58</sup>, il ne fait aucun doute que la Revue Dominicaine est, pour son époque, un produit de luxe.

Les autres revenus de la revue venaient de la vente d'espace publicitaire. En 1931, le nombre d'annonceurs se chiffre, en moyenne, à 38 par

55. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral.

56. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral.

57. Canada, Comité permanent de la Chambre des Communes sur les relations industrielles et internationales, Ottawa, 1928, dans Terry Copp, Classe ouvrière et pauvreté, Boréal Express, Montréal, 1978, p. 172.

58. Gazette du Travail, février 1932, vol. XXXII, no 2, Ottawa, p. 243.

numéro<sup>59</sup>. Au début de la décennie 1930-1940, la revue ne réussit pas à couvrir ses frais de production et les déficits sont comblés par la communauté<sup>60</sup>. Face à une telle situation financière, les changements morphologiques prennent alors du sens si on les met en relation avec une nouvelle volonté de rentabiliser la revue.

Ainsi, le changement de 1934 correspond avec l'apparition au Québec d'une revue populaire qui connaît un succès immédiat<sup>61</sup>. Or, comme le dira le Fr. Dupré:

Alors on s'est dit /que/ notre revue est peut-être trop grande; on va réduire le format pour que ce soit plus pratique pour les gens. Ils pourront mettre ça dans leur poche pour lire dans l'autobus ou dans le tramway qui existait dans ce temps-là. /Enfin/ pour que ce soit plus maniable<sup>62</sup>.

Mais le résultat escompté ne se produit pas. Le tirage n'avait pas augmenté et même pire, le nombre moyen d'annonceurs par mois tombait à 26 au cours de 1934. Devant une telle situation "on a pris une autre direction. En ayant un format plus grand, on pourra avoir des annonces qui pourront combler le déficit", nous déclarait le Fr. Dupré. En d'autres termes, la direction, s'apercevant qu'elle ne pouvait arriver à rentabiliser la revue par la voie des abonnements annuels, entendait atteindre son objectif par la vente d'espace publicitaire. Pour cela, elle fait appel en 1935 à une agence privée de Montréal

59. Les annonceurs se recrutent essentiellement dans 3 régions: St-Hyacinthe, où ils figurent en majorité dans la R.D., ensuite Montréal et enfin Ottawa. Quant au prix exigé pour annoncer dans la revue, nous l'ignorons.

60. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral. Cette situation existait bien avant les années 1930.

61. Lors de notre rencontre, le Fr. Dupré nous avait donné le nom de Sélection du Reader's Digest, or selon le Ulrich's International Periodicals Directory, édition 1982, cette revue se serait installée à Montréal seulement en 1948. Malheureusement, nous n'avons pu trouver quelle autre revue, semblable au Reader's Digest, quant au format, est apparue sur le marché québécois au début des années 1930.

62. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral.

qui sera chargée de recruter des annonceurs pour la Revue Dominicaine<sup>63</sup>. Les employés de l'agence se présentaient chez les commerçants et leur proposaient d'annoncer dans la revue. Mais, comme l'explique M.A. Lamarche, pour que les résultats s'avèrent positifs une nouvelle présentation s'imposait:

Les annonceurs ont égard sans doute au chiffre de circulation d'une revue; mais ils paraissent tenir autant à ses qualités esthétiques. Si nous leur offrons du moins ce dernier avantage, ils ne croient plus faire une aumône en nous réservant une part de leur budget de publicité. C'est donc l'aspect physique, le format de notre revue qui vaut cette quantité d'annonces; et c'est surtout le rendement de l'annonce qui nous permet de couvrir les frais matériels, d'agence, de typographie, de dessin<sup>64</sup>.

Au moment où le directeur écrit ces remarques, en 1937, le nombre moyen d'annonceurs est grimpé à 226 par numéro<sup>65</sup>, sans compter la nouvelle section d'annonces "Les Bonnes adresses" où sont énumérés plusieurs dizaines de petits commerces de toutes sortes. Après 1936, les annonces publicitaires deviennent la source de revenus la plus importante de la Revue Dominicaine. Cette rentrée d'argent sera tellement considérable qu'à la fin de la décennie 1930-1940, la revue réussit à s'autofinancer uniquement par les annonces publicitaires<sup>66</sup>.

Le changement de format de 1936 aura donc été rentable pour la revue. Cependant, avant d'atteindre le seuil de rentabilité, la direction de la Revue Dominicaine fut obligée d'élever le prix de vente pour assumer les nouveaux

63. Détenue par des laïques, cette agence de publicité — dont le Fr. Dupré a oublié le nom — rayonnait dans les villes principales du Québec et dans la capitale nationale. Il semble même que ce soit elle qui ait influencé la direction de la R.D. à adopter un nouveau format. Cette agence n'existe plus aujourd'hui.

64. M.A. Lamarche, o.p., "Notre Revue Dominicaine", op. cit., p. 58.

65. Les annonceurs se recrutent en majorité à Montréal, ensuite à Québec, à Ottawa, et en dernier à Saint-Hyacinthe.

66. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral.

coûts de production. Ainsi, à partir de 1937, le prix de l'abonnement annuel au Canada passe à 3,00\$ et à 3,25\$ pour l'étranger, tandis que le numéro individuel se vend ,30¢. On instaure la même année un abonnement de soutien de 10,00\$. Les bénéfices réalisés grâce à la nouvelle formule de présentation iront rejoindre ceux de l'Oeuvre de presse dominicaine et serviront aux Missions du Japon<sup>67</sup>.

### 3. Une revue contrôlée par des clercs

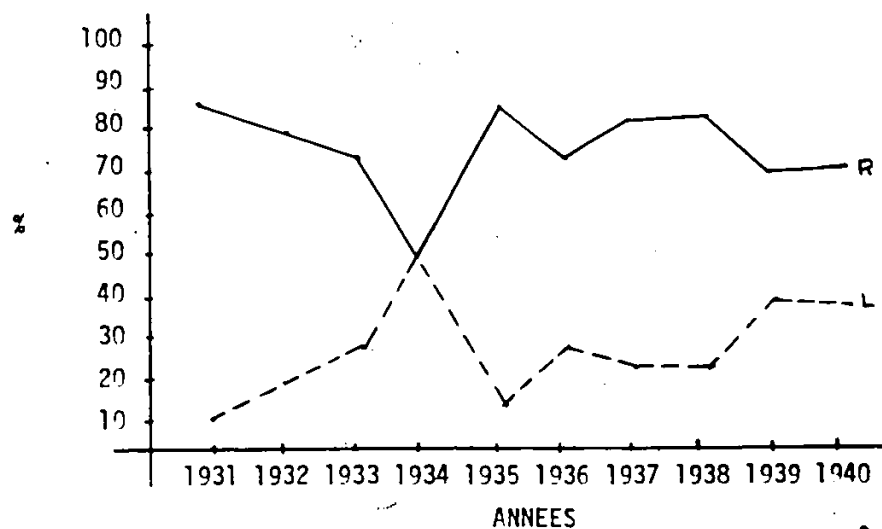
Une autre caractéristique de la Revue Dominicaine est son ouverture à la collaboration des laïques. Bien qu'elle recrute quelques collaborateurs en Europe<sup>68</sup>, la revue fait surtout appel à des gens originaires du Québec. La revue accueille aussi, mais de façon très occasionnelle, des collaborateurs féminins<sup>69</sup>. La contribution des auteurs laïques est d'inégale importance, allant des articles de fond (d'une vingtaine de pages) à de courts comptes rendus, en passant par des textes de quelques pages. La même situation se retrouve chez les collaborateurs religieux. Au cours des 10 années que nous étudions, la Revue Dominicaine a fait appel à plus de 200 collaborateurs religieux et laïques — 119 religieux, 98 laïques — pour les sections des articles de fond et du "Sens des Faits".

67. Fr. Dupré, o.p., témoignage oral. La première Mission dominicaine au Japon fut fondée en 1927 et fut placée sous la responsabilité des Dominicains du Canada.
68. Parmi les plus connus figurent Jacques Maritain et le Dr. A. Laquerrière. Au chapitre des collaborateurs européens toutefois, la revue fait surtout appel à des Dominicains français de grande renommée comme le Père M.D. Chenu, o.p., le Père Garrigou-Lagrange, o.p., et le Père M.A. Couturier, o.p.
69. Parmi celles qui collaborent le plus souvent à la revue, on retrouve Berthe Delisle, Anette Lasalle-Leduc et Mme Emilie Rinfret.

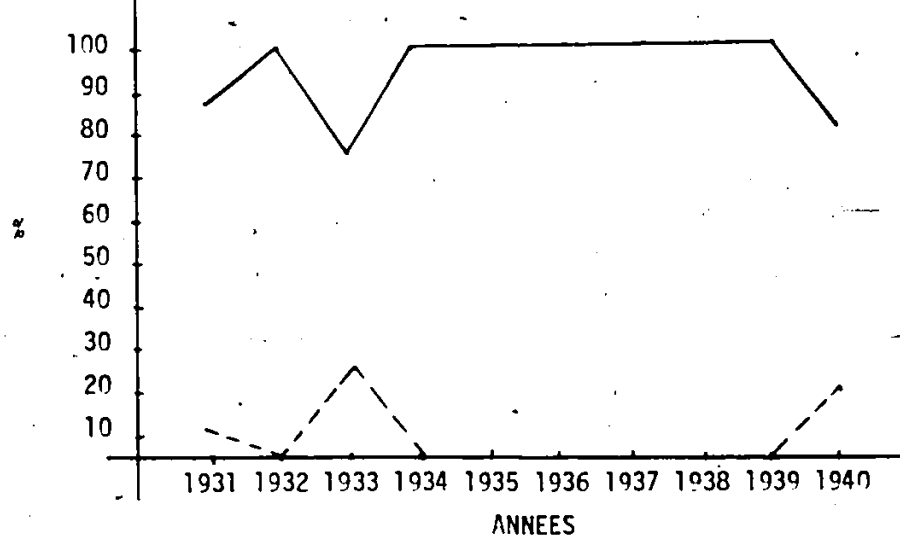
Afin de connaître l'ouverture du discours social de la revue aux laïques, nous avons procédé à une analyse de la liste annuelle des collaborateurs des deux sections mentionnées, ce qui donne les résultats suivants.

Tableau 7. Répartition proportionnelle des collaborateurs en fonction du nombre total d'articles à caractère social (264)

Ensemble des collaborateurs



Ensemble des collaborateurs réguliers  
(au moins 3 articles par année)



A la lumière de ces graphiques, on constate une emprise cléricale très nette sur le discours social de la revue, notamment au niveau des collaborateurs réguliers. Il est surtout intéressant de noter que le contrôle total des collaborateurs dominicains sur le discours social de la revue survient au moment des enquêtes annuelles — sauf pour la dernière année — et que les collaborateurs réguliers dominicains siègent au Conseil de Rédaction. Ainsi, on entend bien faire en sorte que la formulation d'un discours social "officiel" reste l'affaire des clercs.

Plusieurs laïques collaborent à la Revue Dominicaine mais plutôt pour des questions qui relèvent de leur compétence. Quant à la collaboration féminine au discours social, elle est minime. Pour l'ensemble de la période étudiée, seulement 14 articles à caractère social sont écrits par des femmes.

Il apparaît clairement que la Revue Dominicaine a été entièrement une entreprise dominicaine dans le sens que les Frères Prêcheurs de Montréal s'en sont réservé la direction et l'orientation idéologique.

Toutefois, face à un tel contrôle du discours social par les Dominicains, on est fondé à se demander qui se retrouvait au cénacle des réguliers. Tout au cours de la décennie, le nombre total de collaborateurs réguliers ne dépasse jamais neuf par année. La majorité, quand ce n'est pas la totalité, sont dominicains et sont ordinairement membres du Conseil de Rédaction. Pour l'ensemble de la décennie, 22 religieux, dont deux européens, figurent au nombre des collaborateurs réguliers<sup>70</sup>. De ce nombre, plusieurs ont fait des

70. Outre le Père M.A. Lamarche, o.p., les autres réguliers québécois, tous dominicains, sont les PP. Gonzalve Proulx, T.M. Charland, M.-Ceslas Forest, A. Saint-Pierre, F.M. Drouin, P.M. Gaudrault, T.M. Lamarche, R.M. Voyer, A.G. Albert, Vincent Masson, G.M. Lussier, Yves-M. Faribault, A. Papillon, M.M. Desmarais, A.M. Richer, Noël-M. Mailloux, Benoît Mailloux, Fra Dominico et Criticus. Les deux collaborateurs réguliers européens sont: le Père Ignace Draime, o.p., et Dom Jean Boutry, O.S.B.

études à l'étranger, surtout en Italie (Rome) et en France, sont théologiens, et enseignent à la Faculté de Philosophie de l'Université de Montréal, ou au Collège dominicain à Ottawa. La moyenne d'âge de ces collaborateurs, au moment de leur première publication dans la revue, est d'environ 36 ans. Finalement, il y a plusieurs clercs de ce groupe qui oeuvrent dans le milieu social et intellectuel canadien-français. Le Père Benoît Mailloux, o.p., par exemple, est l'inspirateur de la fondation en 1931 de l'Institut d'Etudes médiévales d'Ottawa ainsi que le fondateur des Editions du Lévrier. Le Père Raymond Voyer, o.p., fonde à Ottawa, au début des années 1930, la Corporation des Confrères Artistes, mieux connu sous le nom du Caveau, qui regroupe des littérateurs, des peintres, des sculpteurs, des comédiens et des musiciens. Quant au Père M. Ceslas Forest, o.p., il est fondateur, en 1933, de la Société d'Etudes et de Conférences et agit comme président de l'ACFAS (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences). Comme ses confrères dominicains, le Père Forest est avant tout un intellectuel et un homme qui refuse toute compromission devant le "crétinisme" sous toutes ses formes. Son biographe écrit que "sa guerre contre les imbéciles [..] tient autant de la guérilla qu'à la cavalerie"<sup>71</sup>.

Du côté des collaborateurs laïques, plusieurs furent sollicités, mais peu obtinrent une participation régulière à la Revue Dominicaine. Ainsi, de 1931 à 1940, seulement 7 laïques seront des collaborateurs réguliers à la revue<sup>72</sup>. Au cours de la décennie 1930-1940, l'âge moyen des collaborateurs laïques réguliers au moment de leur première collaboration à la revue est

71. Benoît Lacroix, o.p., Notice Nécrologique, Bulletin d'information et de communication de la Province dominicaine canadienne, no 35, mars 1971, p. 4.

72. Outre Guy de Larigaudie, qui est européen, les collaborateurs réguliers laïques sont: Séraphin Marion, Hermas Bastien, Berthelot Brunet, Guy Sylvestre, Berthe Delisle et Mme Emilie Rinfret.

de 35 ans et ils sont, pour la plupart, des littéraires ayant été, à un moment donné professeurs à l'Université de Montréal. En plus, signalons que la plupart d'entre eux collaborent à d'autres revues et journaux du Québec<sup>73</sup> au cours de la période en cause et que certains avaient un volume à leur crédit au moment de leur collaboration à la Revue Dominicaine. Enfin, de ce groupe, plus de la moitié sont actifs dans des mouvements et organismes à caractère social et intellectuel comme la Commission française des Sciences sociales du Canada, la Société Royale du Canada, l'Académie des sciences morales et politiques et l'Académie Saint-Thomas d'Aquin.

Malgré l'éventail de personnalités qui se retrouvent à la Revue Dominicaine, aucune n'est réellement différente l'une de l'autre car, qu'elles soient religieuses ou laïques, toutes appartiennent à cette élite canadienne-française qui, en somme, a passé par les mêmes maisons d'enseignement supérieur de Montréal, d'Ottawa ou d'Europe.

Sous l'impulsion du Père M.A. Lamarche, o.p., la Revue Dominicaine aura donc connu plusieurs transformations au cours des années 1930. Ainsi, soucieuse de refléter les préoccupations et les intérêts d'une élite intellectuelle bourgeoise et urbaine, la revue se donne une toute nouvelle apparence luxueuse, élargit son discours aux questions sociales et ouvre ses pages à une collaboration laïque accrue. Comme l'ensemble des catholiques sociaux du Québec, la Revue Dominicaine est également inquiète devant les remous de l'époque et tente, elle aussi, d'y trouver des remèdes. Toutefois, c'est un effort de réflexion qui, pour ce mensuel, se traduit par une vision toute particulière de la crise des années 1930.

---

73. Collaboration aux journaux: Le Devoir, L'Ordre, Le Droit, le Canada, et la Patrie, et aux revues: Action nationale, les Idées, et Notre Temps. Ref., Dictionnaire pratique des auteurs québécois, Ed. Fides, Montréal, 1976, 723 p.

## CHAPITRE II

### Société et culture en crise

Au cours de la première moitié de la décennie 1930-1940, le discours social de la Revue Dominicaine se résume essentiellement en une dénonciation des facteurs inhérents à la crise économique qui menacent la société canadienne-française. Axé, au début, sur les problèmes socio-économiques, le discours de la revue évolue, dès 1934, vers des préoccupations d'ordre socio-culturel. Coïncidant avec la mise en branle du programme de restauration sociale de l'École sociale populaire et la résurgence du sentiment nationaliste et plus particulièrement indépendantiste, la nouvelle orientation du discours de la revue fait ressortir avec force le désaccord qui apparaît à ce moment entre la Revue Dominicaine et une aile de l'intelligentsia cléricale et laïque du Québec. Ce désaccord ne s'établit pas uniquement sur la perception de la Dépression et de ses conséquences sur la société canadienne-française, mais également sur la stratégie à adopter pour y trouver des remèdes.

#### 1. Crise de la société

Le discours social de la revue, au début de la décennie, laisse une place importante à la crise économique. Les articles reliés à cette question se regroupent surtout autour des années 1931-1935. Toutefois, la revue s'intéresse peu aux problèmes sociaux qui découlent de la crise. Son approche demeure essentiellement théorique et elle cherche plutôt à mettre en lumière les principes qui régissent le capitalisme et son alternative, le communisme.

Des deux systèmes en cause, c'est le communisme qui reçoit le plus d'attention. Dans sa critique du communisme, la revue assimile sans véritables nuances le socialisme et le bolchévisme. Plusieurs articles sont consacrés au communisme ou y font allusion, mais les principaux sont tirés de l'enquête du Père Thomas-M. Lamarche, o.p., de l'automne 1931.

La revue s'en prend d'abord à la vision communiste de la société capitaliste. Certes la revue ne nie pas la réalité des classes sociales mais elle rejette toutefois la dialectique de la lutte d'intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat et refuse d'en faire la loi du développement historique. De plus, elle considère comme "rêve et chimère"<sup>1</sup> l'interprétation marxiste qui attribue les profits du capitaliste à la plus-value du produit fabriqué.

La revue conteste aussi la prétention du communisme à apporter une solution aux problèmes sociaux par un projet de société collectiviste. Ce projet est faussé dans ses fondements parce qu'il nie les principes naturels sur lesquels repose toute société, soient l'inviolabilité de la propriété, le juste profit, le caractère social de la richesse économique ainsi que l'inégalité des conditions terrestres<sup>2</sup>. De plus, le communisme est un "rêve" parce qu'il véhicule une fausse idée d'égalitarisme, elle même renforcée par une croyance en l'établissement d'un "royaume" tout

---

1. T.M. Lamarche, o.p., "Le rêve communiste", R.D., septembre 1931, p. 491.

2. M.A. Lamarche, o.p., "Le régime capitaliste, sa légitimité, ses abus", R.D., octobre 1932, p. 544.

proche de se réaliser au bout d'un plan quinquennal<sup>3</sup>. L'ouvrier, en remettant son avenir à la charge de l'Etat, s'en remet plutôt à "ce groupe d'individus qui convoitaient depuis tant d'années la dictature sous toutes ses formes"<sup>4</sup>. Il donne le pouvoir à une organisation étatique, essentiellement bureaucratique et hiérarchique qui, éprouvant le besoin de faire appel à une "certaine bourgeoisie moyenne"<sup>5</sup> pour se suffire à elle-même, reproduira tous les phénomènes des sociétés divisées en classes, comme dans la société capitaliste<sup>6</sup>. C'est en établissant l'éventuelle reproduction d'une société de classes, comme conséquence inévitable de l'organisation étatique, que la revue conclut à la duplicité de l'expérience révolutionnaire communiste et surtout à l'inutilité d'en faire l'essai: "A quoi bon en somme un aussi tragique détour pour revenir au même point de départ"<sup>7</sup>.

La critique du projet communiste s'élargit en une critique du matérialisme théorique qui en est la philosophie avouée. En reconnaissant la primauté de la matière sur le spirituel, le communisme nie toute morale sociale et met en cause le "bon ordre" et "l'harmonie du corps social"<sup>8</sup>.

3. T.M. Lamarche, o.p., op. cit., p. 485.

4. T.M. Lamarche, o.p., "Le rêve communiste", R.D., octobre 1931, p. 538.

5. Loc. cit.

6. M.A. Lamarche, o.p., op. cit., p. 549-550.

7. T.M. Lamarche, o.p., op. cit., octobre 1931, p. 539.

8. Ibid., p. 535.

Sa vision des phénomènes sociaux le conduit à un déterminisme absolu d'où le divin est exclu et remplacé par l'idée de la matière. A preuve, d'indiquer la revue, c'est le matérialisme intégral et l'anti-religion, ou plutôt celle du travail, qui constituent l'idée centrale de la pédagogie soviétique<sup>9</sup>.

Enfin, et comme si elle voulait donner plus de poids à sa critique, la revue s'attarde à une courte réfutation par les faits de la situation en Russie. Elle entreprend de dénoncer surtout les misères intellectuelles, physiques et morales de la jeunesse soviétique qui résultent de la dissolution des familles, de l'union libre et de la destitution du prestige religieux des parents par celui d'un "nouveau mysticisme"<sup>10</sup> plus révolutionnaire.

S'interrogeant sur les chances de succès de l'extension du communisme, la revue conclut à l'impossibilité de la Révolution mondiale, car "comment supposer que ce fluide électrisant puisse atteindre en même temps les quatre coins du globe?"<sup>11</sup> Par contre, pour la revue, la menace communiste pour la société canadienne, de même que pour les autres, ne réside peut-être pas tant dans la possibilité des "hommes du gouvernement russe" à s'emparer du pouvoir politique par un coup d'Etat pour imposer ensuite le communisme, que dans la sympathie des masses envers "l'esprit révolutionnaire"<sup>12</sup>. Donc pour la revue, la menace du communisme émane davantage de l'intérieur de la société que de l'extérieur.

9. M. Labonté, o.p., "L'Ecolier russe", R.D., mai 1933, p. 307.

10. Lorenzo Gauthier, c.s.v., "La 'Jeunesse rouge'", R.D., juin 1931, p. 362.

11. J.M. Lamarche, o.p., "Le rêve communiste", R.D., décembre 1931, p. 667.

12. Loc. cit.

A cette époque, la hiérarchie catholique du Québec partage sensiblement la même approche. La menace communiste prend d'ailleurs un sens tragique à ses yeux lorsqu'apparaît le CCF en juillet 1932. La réaction ne tarde pas à venir. Le 9 mars 1933, treize ecclésiastiques se rencontrent à Montréal, sous les auspices de l'Ecole sociale populaire afin d'examiner le programme du nouveau parti socialiste canadien et d'y porter un jugement. Lors de cette dite "journée des treize" le père Georges-Henri Lévesque, dominicain, jeune sociologue catholique récemment revenu d'Europe, présente le rapport qu'on lui avait demandé sur le CCF, dans lequel il conclut que ce parti politique

entre dans cette catégorie de socialisme "atténué et moins intransigeant", dont parle Quadragesimo Anno, mais qui reste assez vrai socialisme pour ne pas mériter l'adhésion des catholiques<sup>13</sup>.

Deux mois plus tard, le cardinal-archevêque et les évêques prononcent une déclaration commune en ce sens<sup>14</sup>. Cette première condamnation officielle du CCF par la hiérarchie catholique québécoise marque du même coup l'endossement des conclusions du rapport Lévesque et des autres ecclésiastiques présents à la rencontre du 9 mars.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, cet événement ne reçoit aucune mention dans la revue. En fait, la revue garde le silence le plus complet et ceci vaut pour l'ensemble de la décennie, tant sur l'existence du CCF que sur toute autre formation politique de gauche. Si cette

13. Cité par F.J. Frigon, "Catholicism and Crisis: L'Ecole sociale populaire and the Depression in Québec, 1930-1940", dans Revue de l'Université d'Ottawa, vol. 45, 1975, p. 62.

14. Jean Hulliger, L'Enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950, Fides, Montréal, 1958, p. 192.

attitude peut être perçue comme une acceptation implicite par la Revue Dominicaine de la pensée officielle catholique sur cette question, elle indique davantage, à notre avis, le refus catégorique de la direction à intervenir dans le politique. Encore engagée en premier lieu dans le spirituel, la revue tient à situer son discours social au-dessus de toute forme politique organisée, surtout si cette dernière oeuvre sur la scène politique canadienne.

C'est également cette réserve, ou cette volonté d'amener les questions politiques au niveau strictement idéologique, qui explique la position de la Revue Dominicaine concernant la guerre civile espagnole. A la fin de 1936, l'attention internationale est retenue par la guerre civile espagnole, véritable guerre idéologique où la gauche et la droite luttent pour le pouvoir. Alors que l'Angleterre et la France s'apprêtent à donner leur appui au Front populaire, les gouvernements canadien et québécois sont muets. Par contre, la propagande gouvernementale est vite remplacée par la propagande cléricale et laïque. Des journaux comme le Devoir, certains membres du clergé et l'Ecole sociale populaire, s'empressent de dénoncer les attaques des Républicains contre le catholicisme espagnol et d'appuyer en retour tous les efforts des Franquistes. L'Ecole sociale populaire sera d'ailleurs responsable "to a relatively extensive degree, for the distribution of information about the Spanish Civil War within Québec".<sup>15</sup> Contrairement à l'Ecole sociale populaire, la Revue Dominicaine fait peu mention de cette question. En fait, elle n'y consacre qu'un article en

---

15. Henry Milner, S.H. Milner, The decolonization of Quebec, Toronto, 1973, p. 112.

1936<sup>16</sup>. Faisant référence à la théologie thomiste, la revue tente d'exposer ce que devrait être la position des catholiques à l'égard de la crise espagnole. D'abord, la revue refuse tout appui au Front populaire car il serait faux de croire que le libre exercice de la religion catholique soit toléré dans une Espagne communiste ou anarchiste. Par contre, la droite n'offre pas, pour la revue, une alternative plus rassurante. Accusant la droite d'avoir des responsabilités à porter dans les présentes convulsions, la revue soutient que l'avenir du catholicisme dans une Espagne fasciste est loin d'être aussi brillant qu'on pourrait le croire. La revue rappelle les cas de l'Allemagne et de l'Italie où, en vertu de certains projets constitutionnels, on tente de subordonner l'Eglise à l'Etat. Renvoyant dos à dos la droite et la gauche, la revue définit sa position en ces termes:

Sans doute un ordre imparfait vaut mieux que l'anarchie, et sous ce rapport, nous opterons avec le grand écrivain Unamuno pour la "civilisation" contre la "barbarie" et le chaos. Mais du point de vue catholique, la victoire des droites aura été l'objet de nos vœux autant qu'un "moindre mal" peut l'être, et dans cette mesure seulement<sup>17</sup>.

Avec cet appui réservé envers les nationalistes espagnols, on est loin de la cabale pro-franquiste de certains autres éléments du clergé, dont l'Ecole sociale populaire. A notre avis, cette position nuancée de la revue indique une forme de rejet à la fois de l'interprétation et de la propagande de ces derniers sur cette question.

16. T.M. Landry, o.p., "Résister au mal, A propos des événements d'Espagne", R.D., décembre 1936, tome II, p. 245-248.

17. Ibid., p. 248.

Au moment où la revue écrit ces lignes, le Foreign Office et le Quai d'Orsay conjuguent leurs efforts pour convaincre les Canadiens du bien-fondé de leur projet d'alliance avec le Front populaire espagnol. Le représentant français est le Père Vincent Ducatillon, dominicain<sup>18</sup>.

Est-ce que le Père Ducatillon a pu avoir une influence sur la position de la revue? Il est certain que les Dominicains de Montréal, et bien sûr certains membres de la revue, ont eu des contacts avec lui. Toutefois, jamais le Père Ducatillon ne sera invité à écrire un article pour la Revue Dominicaine. Même, la revue reste silencieuse sur la propagande des gouvernements anglais et français et sur la venue du dominicain français. Donc nous ne croyons pas que ce dernier ait eu un impact important dans le choix de la revue.

Il faut attendre un an avant que la revue se prononce de nouveau sur la question espagnole. Cette fois, la revue réajuste sa position sur celle de la hiérarchie catholique québécoise et appuie, en ces termes, la lutte des nationalistes espagnols:

Souhaitons donc la pleine réussite du soulèvement civico-militaire et prions avec instance pour qu'elle s'accomplisse le plus tôt possible<sup>19</sup>.

Malgré tout, cet épisode indique bien, d'une part, le désaccord qui existe entre la perception de la Revue Dominicaine et celle de plusieurs

18. Robert Rumilly, Histoire de la province de Québec, vol. 36, Fides, Montréal, 1940, p. 36.

19. T.M. Landry, o.p., "Lettre collective des Evêques espagnols", R.D., novembre 1937, tome II, p. 177. Cette lettre est reproduite en entier dans la revue.

autres catholiques québécois et, d'autre part, nous croyons qu'il indique bien le souci de la revue de se distancer de l'intransigeance véhiculée par divers membres du clergé.

Contrairement à ce qui était le cas pour le communisme, la revue ne consacre pas d'étude originale au capitalisme. La position de la revue sur cette question nous vient surtout de la reproduction du texte de la conférence donnée par M.A. Lamarche, o.p., le 30 août 1932, à la Palestre Nationale, dans le cadre de la Semaine Sociale de Montréal. Fondamentalement, Lamarche reprend les grands thèmes de Quadragesimo Anno. De ce fait, toute l'argumentation se nuance entre la défense du capitalisme et la condamnation de ses abus. Pour Lamarche, le système capitaliste est légitime parce que les Papes consacrent tous leurs efforts à l'organiser selon la justice et, ensuite, parce qu'il repose sur des "thèses appuyées sur la nature même et confirmées par un état de fait qui dure depuis des siècles et qui renaitra toujours, sous une forme ou sous une autre, en dépit des révolutions"<sup>20</sup>. Donc, le système capitaliste ne saurait être remis en cause parce qu'il est la forme la plus "naturelle" de société. Toutefois, il a donné lieu à des abus.

Pour la revue, l'origine des abus réside d'abord dans une interprétation vicieuse des principes naturels sur lesquels repose le système capitaliste et, ensuite, dans le mode d'insertion du capital pratiqué par les sociétés anonymes, ou ce que Pie XI a appelé dans Quadragesimo Anno, les monopoles<sup>21</sup>. Allant à l'encontre du bien commun, ces sociétés ont

---

20. M.A. Lamarche, o.p., "Le régime capitaliste, sa légitimité, ses abus", R.D., octobre 1932, p. 544.

21. M.A. Lamarche, o.p., "Le régime capitaliste, sa légitimité, ses abus", R.D., novembre 1932, p. 594-595.

favorisé l'accumulation de capitaux dans les mains d'un petit groupe d'individus. Toutefois, pour la revue, deux causes profondes sont à l'origine de cet état de fait: d'une part, le manque de moralité individuelle et, d'autre part, l'absence de lois complètes qui régissent l'insertion des capitaux dans les monopoles<sup>22</sup>.

Ainsi, la revue cherche à montrer par une telle argumentation que la crise économique n'est pas inhérente aux fondements mêmes du capitalisme mais qu'elle résulte plutôt d'une mauvaise utilisation du système par les capitalistes.

Toutefois, cette vigueur à défendre le système capitaliste n'existe plus dans la revue dans la deuxième moitié de la décennie. En fait, la revue devient très critique à son égard et en condamne surtout les nouvelles tendances. La revue dénonce cette nouvelle forme de capitalisme financier international qui, en tant que fournisseur et administrateur du crédit mondial, exerce une pression formidable sur la vie politique, économique et sociale des peuples, et les conduit, selon ses intérêts, à la paix ou à la guerre<sup>23</sup>. Elle s'en prend, de plus, au principe même de la libre concurrence qui, pratiquée sur une échelle internationale, engendre la concentration d'un pouvoir économique discrétionnaire, véritable "dictature de l'argent", dans les mains d'un petit groupe d'hommes<sup>24</sup>. Enfin, et ceci

---

22. M.A. Lamarche, o.p., "Les Associations de capitaux", R.D., mars 1933, p. 161.

23. T.M. Landry, o.p., "Le capitalisme et les problèmes internationaux", R.D., octobre 1938, tome II, p. 148.

24. Loc. cit.

est important parce que nouveau dans la critique de la Revue Dominicaine, c'est au matérialisme, philosophie inavouée mais de plus en plus prédominante dans le capitalisme, qui se manifeste par le rejet des lois nécessaires à l'humanisation de l'économie, par la subordination du bien commun à la recherche d'intérêts privés financiers ou nationaux, et enfin, par un changement des notions de valeurs causé par un "capitalisme vicié" d'où découlent "la divinisation de l'argent, la recherche immodérée du lucre et du profit, et le régime de la libre concurrence"<sup>25</sup> que la revue s'en prend.

En définitive, si à la fin de la décennie la revue est peu préoccupée par les menaces du communisme, elle s'inquiète par contre d'un capitalisme aveuglé par un matérialisme impérialiste qui risque d'entraîner les nations dans un conflit armé.

Enfin, au début de la décennie, la revue soulève l'existence d'une crise qui risque de porter atteinte à une assise importante de l'ordre social: le foyer. La revue identifie cette crise surtout aux Etats-Unis. Le directeur de la revue soulève cette question pour la première fois dans un article de juin 1931<sup>26</sup>, dans lequel il réagit violemment contre la décision du Comité Fédéral des Eglises du Christ en Amérique, réuni à New York le 20 mars 1931, de reconnaître comme légitimes et morales les pratiques anticonceptionnelles suggérées par la science<sup>27</sup>. Faisant référence à l'encyclique Casti connubii, la revue rappelle que ce "qui est interdit par l'Eglise, en effet, ce n'est pas la limitation des

25. J.M. Landry, o.p., "Le capitalisme et les problèmes internationaux", op. cit., p. 149.

26. M.A. Lamarche, o.p., "Le scandale de New York", R.D., juin 1931, p. 321-325.

27. Ibid., p. 321.

naissances, mais la limitation des naissances en violation des lois de la nature"<sup>28</sup>. C'est donc une fin de non-recevoir théologique que la revue oppose à la décision du Comité fédéral des Eglises chrétiennes américaines car celle-ci met en cause les fondements mêmes de la conception chrétienne du mariage et de ses fins comme "institutions de nature"<sup>29</sup>.

Contrairement au Comité, la revue ne croit pas que les nécessités d'ordre économique, sanitaire ou démographique puisse rendre licite et moral la limitation des naissances par des moyens chirurgicaux. Préférant la continence périodique au birth control, la revue précise au Comité que ce n'est pas par une "nouvelle perversion de la morale" que l'on remédiera aux crises qui résultent de cette "civilisation trop mécanique [qui] a multiplié les bras d'acier, rendant inutiles pour autant les bras de chair et posant le problème de la sur-population"<sup>30</sup>.

Outre la limitation des naissances, la revue identifie une menace pour la survie du foyer dans les campagnes d'un "féminisme outrancier" qui réclame la suppression de l'autorité maritale et paternelle, dans l'eugénique qui, renversant l'ancienne échelle des valeurs, sacrifie les intérêts de l'âme à ceux de la santé publique, et enfin, dans les lois qui permettent le divorce ou qui autorisent de nouvelles formes d'union comme le mariage à terme ou à l'essai<sup>31</sup>.

---

28. M.C. Forest, o.p., "La théorie Ogino-Knaus — Un remède contre le néo-malthusianisme", R.D., janvier 1934, tome 1, p. 69. La revue défend avec vigueur la méthode Ogino-Knaus.

29. Louis Lachance, o.p., "Le mariage institution de nature", R.D., mars 1932, p. 134.

30. M.A. Lamarche, o.p., "Le scandale de New York", op. cit., p. 324.

31. M.C. Forest, o.p., "La lutte autour du foyer", R.D., mai 1932, p. 257.

Suite aux observations qu'elle rapporte sur l'état des foyers aux Etats-Unis, la revue considère que le foyer canadien est resté à peu près intact et qu'il est encore en mesure d'offrir à l'ordre social une assise inébranlable. Mais il ressort également qu'il n'est pas à l'abri de toutes menaces. Dans cette perspective, le discours de la revue sur la crise du foyer se veut donc un avertissement. Mais plus encore, il se veut un appel à la résistance comme on peut le conclure dans ce mot d'ordre lancé par la revue: "Qu'on n'y touche pas!"<sup>32</sup> C'est d'ailleurs au nom d'un tel raisonnement que la revue applaudit aux conclusions du rapport de la Commission Dorion sur la refonte des droits civils de la femme de 1931, alors qu'elle refuse de supprimer l'autorité maritale à l'intérieur de la famille et de reconnaître l'égalité complète du père et de la mère dans l'exercice de l'autorité paternelle. D'ailleurs, le Père Forest, o.p., écrit en conclusion:

Nos juristes ont compris qu'ils n'avaient pas le droit, pour libérer la femme, d'ébranler ces principes traditionnels et chrétiens sur lesquels la famille s'est édifiée et grâce auxquels elle se maintient chez nous<sup>33</sup>.

Le maintien de la conception chrétienne de la famille sera une continuelle préoccupation pour la revue. Etablissant son argumentation sur le respect de la loi naturelle et de la tradition, la revue rappelle que les enfants et la femme doivent soumission et obéissance au mari<sup>34</sup>

32. M.C. Forest, o.p., "Les droits civils de la femme", R.D., avril 1939, p. 194.

33. Ibid., p. 193.

34. Louis Lachance, o.p., "Le mariage institution de nature", op. cit., p. 139.

et que

la famille est une société, et que cette société, comme toutes les autres, repose sur l'autorité, et que d'après la coutume des peuples sanctionnée par la loi chrétienne, l'autorité dans la famille appartient au mari<sup>35</sup>.

En retour, la revue refuse toute application rigide de ce principe de soumission car il ne saurait abolir "la liberté qui revient de plein droit à la femme" et ne saurait la contraindre à se plier à tous les désirs de son mari quels qu'ils soient<sup>36</sup>. De plus, la revue se prononce, au milieu de la décennie, en faveur d'un élargissement du rôle traditionnel de la femme en cautionnant le travail féminin à l'extérieur du foyer et l'accès pour la femme aux études universitaires.

Concernant le travail féminin à l'extérieur du foyer, il faut immédiatement préciser cependant que l'acceptation de la revue est conditionnelle. La revue ne peut accepter d'emblée tout travail féminin à l'extérieur du foyer. Pour la revue, le travail féminin, et plus particulièrement celui au niveau de l'industrie, n'est acceptable que dans la mesure où il offre une solution à celles "qui en ont vraiment besoin"<sup>37</sup> et qu'il leur assure ainsi le moyen de subsister en cette période de crise. Ensuite, il n'est acceptable que dans l'éventualité où de telles mesures sont temporaires et qu'elles pourraient être révoquées une fois la prospérité revenue<sup>38</sup>.

---

35. M.C. Forest, o.p., "Les droits civils de la femme", op. cit., p. 194.

36. Louis Lachance, o.p., "Le mariage institution de nature", op. cit., p. 139.

37. Criticus, "Le travail féminin", R.D., mai 1936, tome 1, p. 319.

38. Ibid., p. 320.

Par contre, la revue condamne toutes celles qui travaillent "uniquement pour le luxe et le plaisir"<sup>39</sup>. Même si la revue fait sien ce dernier argument qui fut répandu à l'époque par ceux qui s'opposaient catégoriquement au travail féminin, elle réserve à ces derniers des propos qui sont assez durs:

"Injustice sociale", "monstruosité", nous dédions ces qualificatifs à ceux qui ont ici même mené la campagne pour obtenir l'interdiction du travail féminin. Les uns l'ont fait dans le seul but d'attirer l'attention publique sur eux, avec ignorance complète du problème, sans souci des responsabilités qu'ils encouraient. D'autres y ont vu une occasion excellente de traduire en actes un antiféminisme aussi absolu qu'irraisonné. D'autres enfin ont cru sincèrement que c'était le moyen le plus simple de remédier à la crise que nous traversons. [...] Oh a fini heureusement par comprendre qu'en interdisant le travail des femmes, on déplaçait le mal au lieu de le guérir<sup>40</sup>.

Contrairement au travail féminin dans l'industrie, la revue voit d'un bien meilleur oeil la participation féminine au secteur professionnel. Dans cet esprit, la revue juge inacceptable qu'on prenne prétexte de l'encombrement des professions libérales pour écarter les femmes de la pratique du droit<sup>41</sup>. Pour la revue, c'est faire intervenir des mobiles étrangers "au légitime exercice de ces professions"<sup>42</sup>. Toutefois cette défense du droit de la femme au travail professionnel et à l'éducation supérieure s'explique, avant tout, par une conception hiérarchisée de la société dans laquelle la femme a un droit de participation en tant que

39. loc. cit.

40. loc. cit.

41. M.C. Forest, o.p., "La Question juive chez nous", R.D., décembre 1935, tome II, p. 334.

42. loc. cit.

membre de l'élite. C'est d'ailleurs ce que défend le Père Forest, o.p., lors d'une conférence donnée au Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste à Montréal lorsqu'il affirme:

je crois [...] à la création d'une élite intellectuelle féminine, et j'en appelle, de tous mes vœux, l'avènement chez nous<sup>43</sup>.

Encore une fois, on peut voir dans ce souci de la distinction qui caractérise la position de la revue sur le travail des femmes à l'extérieur, le désir de situer la revue en retrait d'un point de vue plus conservateur, sinon intransigeant.

En résumé, nous constatons que la Revue Dominicaine, au cours des trois premières années de la décennie, formule un discours qui se cristallise autour de l'identification d'une crise de la société et qui indique, du même coup, vers quoi se dirigent les inquiétudes d'un groupe d'intellectuels catholiques. Ainsi, le discours exprime les inquiétudes ressenties par ces derniers envers un système économique en passe de s'écrouler. Mais, encore plus, il est révélateur d'une préoccupation particulière à l'égard d'une société qui, toujours aux prises avec un capitalisme pervers mais menacé par la montée du communisme et par une éventuelle crise du foyer, semble s'éloigner de plus en plus des principes de la morale chrétienne. En 1934, cette préoccupation devait faire déboucher la revue sur le socio-culturel.

43. M.C. Forest, o.p., "Fédération Nationale St-Jean-Baptiste", R.D., juin 1931, p. 367.

## 2. Crise de la culture

L'année 1934 marque, à plusieurs titres, des changements importants chez la Revue Dominicaine. Comme nous l'avons indiqué précédemment, la revue connaît son premier changement morphologique d'importance en adoptant à la fois un format plus compact mais aussi plus volumineux. Quant au contenu, 1934 est l'année à partir de laquelle la revue délaisse graduellement les questions socio-économiques pour se concentrer plutôt sur l'identification de ce qui peut se définir comme une crise de la culture. Tel est du moins ce qui apparaît être la conclusion logique du discours que tient la revue entre 1934 et 1936. Au cours de ces années, la Revue Dominicaine procède à une véritable réflexion introspective de la société québécoise à travers laquelle elle cherche à faire le point sur ce qu'elle est et ce vers quoi elle va, en tant qu'collectivité, avant de poser toute solution curative qui s'impose. En définitive, la revue essaie de saisir dans quelle mesure l'esprit catholique et français demeure toujours le fondement même de l'identité culturelle des Canadiens français.

Cette réflexion s'articule essentiellement autour des enquêtes annuelles, qui apparaissent en 1934, et auxquelles la participation des laïques est sollicitée et recherchée. Enfin, 1934, marque une date importante pour la revue et pour le catholicisme québécois en général, car l'approche privilégiée par la revue, dès ce moment, constitue une variante originale à l'intérieur du discours des catholiques sociaux de l'époque. L'approche de la revue contraste notamment avec celle adoptée par l'École sociale populaire, car celle-ci, avec son programme de restauration sociale,

demeure surtout engagée dans le socio-économique, et même le politique<sup>44</sup>, et formule un discours beaucoup plus polémique. Cependant il ne faudrait pas voir, dans ce tournant de 1934, une brisure radicale avec le discours des premières années de la décennie. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette ouverture sur le culturel n'est en fait qu'une conséquence logique des premières préoccupations de la revue. D'ailleurs, ceci apparaît nettement dans le choix même du thème de la première enquête alors que la revue se penche sur la "Vie intellectuelle, idées ou préoccupations religieuses de nos professionnels". Cette enquête consacrée à la vie intellectuelle et religieuse des professionnels du Québec fait appel à 11 collaborateurs. De ce nombre, 8 sont des laïques. La majorité des participants à l'enquête sont des avocats; les autres oeuvrent au sein de l'Université de Montréal, et enfin, un dernier est littérateur<sup>45</sup>. Les autres membres participant à l'enquête sont des clercs<sup>46</sup>. Chacun des laïques a à se prononcer sur la vitalité de la vie intellectuelle et religieuse du milieu dans lequel il oeuvre plus particulièrement. Ainsi, l'enquête passe en revue la situation intellectuelle et spirituelle du milieu des médecins, des avocats, des professionnels de plus de 50 ans

44. G.-Raymond Laliberté, "Dix-huit ans de corporatisme militant. L'Ecole sociale populaire de Montréal, 1933-1950", dans Recherches Sociographiques, janvier-août 1980, vol. XXI, no 1-2, p. 56.

45. Liste des collaborateurs laïques à l'enquête de 1934: les 5 avocats: Paul Guin, Paul Fontaine, Ferdinand Roy (Juge), Claude Provost et Léo Pelland (il est également professeur à l'Université Laval); les 2 membres de l'Université de Montréal: Pierre Masson, professeur et Arthur Léveillé, Doyen de la Faculté des Sciences; et enfin, le littérateur: Alfred Desrochers.

46. Les Pères Adélarde Dugré, s.j., Antonin Lamarche, o.p., (en remplacement du Frère Marie-Victorin) et M.A. Lamarche, o.p.

ainsi que de la jeunesse professionnelle et universitaire. Cet intérêt porté uniquement à l'élite professionnelle ne relève pas du hasard. Il témoigne en réalité d'une conception hiérarchisée de la société où toutes transformations ne peuvent venir que d'en haut pour se répandre ensuite vers le bas. L'élite, dans une telle perspective, apparaît donc comme le lieu privilégié d'où émergent les changements sociaux. En raison de sa condition sociale, l'élite a des responsabilités. Elle est avant tout celle qui, par son comportement, donne l'exemple.

Le fait demeure: nous sommes ceux que la masse croit bon de suivre. Cette opinion publique, qui, pas plus ici qu'ailleurs, ne sait voir, ni raisonner, ni juger, qui raisonne sur ce qui devrait être et ne juge que sur des apparences, voit en nous des guides<sup>47</sup>.

Ainsi, si l'élite s'impose aux masses en tant que modèle, il lui revient une "mission" soit celle "d'instruire le peuple"<sup>48</sup>. Devant une telle conception du rôle social de l'élite, on peut facilement comprendre pourquoi la revue cherche tant à prendre le pouls de l'élite sur la question religieuse.

De façon générale, les réponses des participants laïques à l'enquête furent réservées. Il y eut quelques attaques voilées à l'égard du gouvernement et de l'Eglise, concernant l'éducation par exemple, mais concernant l'intellectualisme des gens de professions et surtout leur sentiment religieux, les réponses sont plutôt timides et mêmes réticentes. Le directeur Lamarche regrettera d'ailleurs cette attitude de la part des

47. Ferdinand Roy, "Réponse à l'Enquête", R.D., juin 1934, tome 1, p. 419.

48. Antonin Lamarche, o.p., "Un examen à l'Ecole de service social de Bruxelles", R.D., janvier 1931, p. 39.

participants<sup>49</sup>. Il reprochera également le silence que garde une partie de la presse autour de la question religieuse et de l'enquête de la revue.

En ce qui regarde le premier objet de l'enquête, le directeur de la revue résume très bien l'ensemble des propos tenus par les participants par la formule suivante: "réveil intellectuel, oui, vie intellectuelle, non"<sup>50</sup>. Cette distinction est importante chez Lamarche car qui dit réveil dit espoir, dit mouvement qui risque d'être temporaire alors que vie reflète une réalisation constante qui s'étale sur une longue durée. C'est surtout Paul Guin<sup>51</sup> et Paul Fontaine<sup>52</sup> qui exposent avec le plus d'enthousiasme l'existence d'un réveil intellectuel au Québec. On perçoit ce réveil surtout à travers le ton et l'allure de certains livres et revues, la réussite de certains congrès, et de façon unanime, chez la jeunesse et surtout celle qui fréquente l'université. Par contre, certains expriment un peu moins d'optimisme, comme Alfred Desrochers, qui considère que depuis trente ans nous "consomons toujours du même et du pareil; nous n'avons pas par conséquent à exercer un véritable choix, nous vivons moins intellectuellement"<sup>53</sup> et le juge Ferdinand Roy qui impute

49. M.A. Lamarche, o.p., "Réflexions sur l'Enquête", R.D., décembre 1934, tome II, p. 368.

50. loc. cit.

51. Paul Guin, "Réponse à l'Enquête", R.D., février 1934, tome I, p. 89-99.

52. Paul Fontaine, "Réponse à l'Enquête, les avocats", R.D., mai 1934, tome I, p. 339-342.

53. Alfred Desrochers, "Réponse à l'Enquête", R.D., avril 1934, tome I, p. 251.

l'absence de vie intellectuelle chez la génération des cinquante ans et plus à la formation scolaire reçue. A cet égard, sa critique est assez sévère.

Notre formation philosophique, religieuse est une oeuvre manquée... Nous savons qu'on s'y prend autrement aujourd'hui; qu'on remise, comme éteignoirs néfastes, certains manuels, étrangers ou indigènes, qui, sans montrer l'art de penser, en étouffaient le goût. Mais, ce n'est pas tout à fait notre faute si, nous, de l'enseignement purement livresque des vérités essentielles à l'orientation pratique de notre raisonnement, de notre vie, nous n'avons gardé que le souvenir, livresque aussi, d'une gymnastique enfantine de l'esprit, de tours de passe-passe intellectuelle<sup>54</sup>.

Non seulement Roy s'attaque ici aux programmes scolaires, mais aussi au corps professoral clérical. Comme on peut s'en douter, Lamarche ne manque pas de relever dans son texte de conclusion cette critique de Roy. Mais contrairement à ce qu'on pourrait croire, Lamarche ne contredit pas ce dernier, il se contente simplement de lui faire remarquer qu'une telle situation n'existe plus aujourd'hui.

Grâce à Dieu, l'éducation de famille a progressé dans nos villes, et les éléments qu'on leur confie valent mieux qu'autrefois<sup>55</sup>.

Quant aux préoccupations religieuses de l'élite professionnelle, la conclusion du directeur de la revue est également nuancée: "religion plutôt extérieure, avec degré variable de sincérité, oui, vie religieuse profonde, non"<sup>56</sup>. En d'autres termes la vie religieuse des professionnels

54. Ferdinand Roy, "Réponse à l'Enquête", op. cit., p. 415-416.

55. M.A. Lamarche, o.p., "Réflexions sur l'Enquête", op. cit., p. 371.

56. Ibid., p. 377.

correspond à un catholicisme de routine où la fréquentation de l'église relève davantage de l'habitude et des traditions du milieu qu'à une conviction intérieure. Situation qu'elle généralise à l'ensemble de la couche professionnelle québécoise, la revue ne semble pas s'en alarmer outre mesure. Certes Lamarche conclut à l'existence d'une "crise religieuse" mais celle-ci ne saurait en rien être l'expression d'un groupe social qui remet en cause la place et le rôle de l'Eglise dans la société. D'ailleurs, quand on lit les réponses des participants à l'enquête, on s'aperçoit rapidement qu'aucun d'entre eux ne formule une remise en question de la doctrine chrétienne. Le Père Lamarche lui-même est très clair sur ce point quand il écrit: "Chez nos professionnels, nous ne croyons guère à l'existence d'athées convaincus et tranquilles dans leur négation"<sup>57</sup>. Par contre, le Père Lamarche n'écarte pas la possibilité qu'il existe une certaine forme d'agnosticisme chez quelques-uns, mais il y accorde peu d'importance. Tous indiquent clairement leur attachement au catholicisme romain et aucun ne revendique le pluralisme doctrinal. Pour le Père Lamarche la crise religieuse, en 1934, se résume essentiellement à

cette dissolution par le dedans, fruit mortel d'un manque de fusion ou de correspondance entre la foi professée et les actes journaliers, soit publics soit privés<sup>58</sup>.

C'est donc à l'existence d'une crise de la conviction religieuse chez les professionnels que la revue conclut au terme de l'enquête de

57. Ibid., p. 373.

58. Ibid., p. 367.

1934. Elle leur reproche surtout "ce formalisme déconcertant où se complait la croyance, où se réduit la pratique"<sup>59</sup>. Sur ce dernier point, l'enquête ne fournit aucune donnée statistique. Faisant plutôt référence à une enquête qu'il avait menée lui-même en 1918, et où il appréhendait au plus 18 000 non-pratiquants sur l'île de Montréal, le Père Lamarche conclut, sur un ton moqueur: "Seize ans de vie américanisée n'ont pas dû corriger cette curieuse anomalie"<sup>60</sup>. Le fait que la revue se préoccupe peu de l'état réel de l'absentéisme religieux indique bien qu'elle ne voit pas la crise religieuse de 1934 comme une crise de la pratique et qu'elle ne considère pas cela comme une véritable menace au maintien du catholicisme au Québec. Comme on l'a vu, la revue s'intéresse plutôt à l'état d'esprit et à la conviction avec lesquels l'élite vit le catholicisme.

Au cours des deux années qui suivent l'enquête de 1934, la Revue Dominicaine reste préoccupée par la crise religieuse ou plus spécifiquement par la crise des convictions. Au début de 1935, le Père Voyer, o.p., apporte un éclairage nouveau sur cette question alors qu'il précise davantage la perception que se fait la revue sur la nature de la crise religieuse.

Les récents témoignages, accumulés ici même au cours de 1934, nous ont inspiré des réflexions que nous a paru traduire assez bien la formule citée: des sensibilités catholiques, mais non des intelligences catholiques<sup>61</sup>.

59. Ibid., p. 376.

60. Ibid., p. 374.

61. R.M. Voyer, o.p., "Sensibilité catholique et intelligence catholique", R.D., janvier 1935, tome 1, p. 6.

Empruntant cette formule à Mauriac, le Père Voyer résume donc à un "sentimentalisme de la piété" la nature de la pensée religieuse des élites au Québec. Il voit chez elles non pas un catholicisme qui repose sur une connaissance approfondie des principes d'une véritable piété, mais davantage un catholicisme de sensibilité, à la merci d'une impression, où la foi n'est qu'une affaire de routine. Perçue comme le mal de l'époque, cette dégradation de la pensée religieuse en émotion sensible constitue, aux yeux de l'auteur, une menace constante à l'intérieur du catholicisme canadien-français en ce sens qu'elle risque de conduire au modernisme, car "Un catholicisme de sensibilité, voilà ce qu'était au fond cette hérésie appelée le Modernisme"<sup>62</sup>. Par contre, Voyer élabore peu sur ce point. Son principal apport sera de généraliser son discours au niveau de la population en général et non plus de le limiter aux professionnels et par la suite de faire évoluer la réflexion vers les causes de ce sentimentalisme de la piété. C'est d'ailleurs ici que se situe l'originalité du discours de 1935 sur cette question. Alors que 1934 marque avant tout l'identification de la crise religieuse, 1935 marque la première véritable tentative de la part de la Revue Dominicaine d'y apporter une explication. Spécifiant que les causes d'une telle situation sont à la fois multiples et diffuses, celle-ci, de conclure l'auteur, ne peut trouver sa source que dans l'ambiance culturelle dominante: "Une atmosphère peut seule expliquer cette végétation uniforme chez nous du sentimentalisme de la piété"<sup>63</sup>. Cependant ce sentimentalisme de la piété ne saurait être redevable uniquement et totalement à ceux qui ont formé la génération

---

62. Ibid., p. 8.

63. Ibid., p. 18.

montante car ils ont été eux aussi, et à leur insu parce que déjà trop enveloppés, victimes de cette atmosphère dominante. Cet "esprit régnant", un peu chloroformisé, du catholicisme canadien-français, trouve plutôt une explication, pour l'auteur, dans trois influences latentes qui ont orienté la formation catholique d'alors.

La première est "le rapprochement trop souvent fait chez nous entre la cause de la foi et celle de la langue"<sup>64</sup>. Admettant qu'une telle association est réaliste et justifiable, l'auteur s'empresse d'ajouter qu'à force de mettre en évidence les liens qui rattachent la religion et le patriotisme — l'auteur n'emploie pas le mot nationalisme dans son texte — on en est arrivé à confondre les deux et à les établir en essentielle dépendance. Dans une telle situation, la foi devient, comme la langue et les traditions, une affaire de sentiments très nobles mais proprement humain et où, du même coup, l'idée de Dieu est reléguée au second plan des aspirations humaines après les considérations d'ordre naturel<sup>65</sup>. Aux yeux de Voyer, ce climat explique également l'insouciance généralisée de la population envers la culture intellectuelle, et du même coup, le catholicisme canadien-français trop peu pensé<sup>66</sup>. Quant à la troisième et dernière influence, elle tient, pour Voyer, aux actes mêmes de la pratique religieuse<sup>67</sup>. L'auteur dénonce ces prières qui reposent

---

64. loc. cit.

65. Ibid., p. 19.

66. Ibid., p. 20.

67. Ibid., p. 21.

sur des formules et des gestes vides de sens et ces fades mélodies de cantiques comme

O Jésus tu m'embra-a-a-ses  
De tes saintes exta-a-a-ses<sup>68</sup>

qui n'ont pour conséquences que de faire chanceler davantage ceux qui n'ont déjà qu'une sensibilité envers la religion catholique. C'est donc à la liturgie véhiculée par le clergé que l'auteur s'en prend. Mais de façon plus générale, c'est à une critique, non voilée de l'éducation religieuse que s'attache le Père Voyér.

Après s'être attardé à identifier la nature de la crise religieuse et ses causes, la revue s'intéresse, en 1936, à en dégager les conséquences possibles pour la vie religieuse dans l'avenir<sup>69</sup>. Pour le Père Forest, le diagnostic est simple: "Ce qui nous menace, c'est par le bas, l'indifférence et le naturalisme; par le haut, l'érosion intellectuelle"<sup>70</sup>. Dans un premier temps, l'avenir de la vie religieuse – Forest parle même de "survivance religieuse" – est menacé dans sa pratique. Celle-ci l'est d'abord par l'urbanisation de la société. Avec l'afflux des populations

68. Ibid., p. 22.

69. La position de la revue sur cette question vient de la reproduction du texte d'une conférence du Père M.C. Forest, o.p., donnée devant les membres de la Société d'Etude et de Conférences, dans le cadre d'une enquête intitulée: Où allons-nous? Dans la revue, ce texte fut publié en deux étapes: "Notre avenir religieux", R.D., octobre 1936, tome II, p. 150-157, et "Notre avenir religieux (suite)", R.D., novembre 1936, tome II, p. 202-212.

70. M.C. Forest, o.p., "Notre avenir religieux", R.D., octobre 1936, tome II, p. 157.

rurales vers les villes, les paroisses, facteur primordial au maintien de la survivance religieuse au Canada français se sont disloquées pour ne devenir aujourd'hui qu'un simple rouage administratif. Dans un tel contexte, la pratique est appelée à changer. De sociale et publique qu'elle était, la pratique est appelée à devenir individuelle et privée<sup>71</sup>. Le Père Forest ne croit pas cependant qu'une telle évolution de la pratique entraîne une hausse radicale des non-pratiquants. Pour lui, le véritable mal "c'est le peu d'influence de cette pratique sur nos vies"<sup>72</sup>. Telle que vécue, la vie religieuse en est une de surface où la sincérité et la spontanéité font plutôt place au mensonge et à la convention. C'est l'existence même, de conclure Forest, d'une vie religieuse telle que connue et vécue par "nos pères" qui est donc en péril<sup>73</sup>.

Quant à la foi, si elle a réussi à se maintenir vivante jusqu'à maintenant, une telle situation ne saurait encore durer longtemps. Devant les contacts avec l'étranger, par les voyages d'étude, par les relations sociales et par les livres libres de toute attache religieuse, "les barrières qui nous protégeaient nous protègent de moins en moins"<sup>74</sup>. Une résurgence de l'incrédulité est donc à craindre. Or, le responsable d'une telle chose n'est pas tant un nouvel essor d'intellectualisme qu'une théologie intransigeante. Cet avertissement lancé au reste du clergé

71. Ibid., p. 154.

72. Ibid., p. 155.

73. Ibid., p. 150.

74. M.C. Forest, o.p., "Notre avenir religieux (suite)", R.D., novembre 1936, tome II, p. 202.

québécois de la part du Père Forest est ici très clair:

Si l'incrédulité a envahi si profondément certains milieux intellectuels étrangers, ce n'est pas que le savoir constitue en soi un danger, mais qu'il n'a trouvé le plus souvent en face de lui qu'une science religieuse figée dans des cadres vieillots et périmés. Le problème qui se pose pour nous est identique. Nous pouvons aller vers une science les bras grands ouverts; nous pouvons même, brisant nos lisières, nous mettre à penser par nous-mêmes. La religion qui a suffi à quelques-uns des plus grands savants et des plus grands penseurs pourra nous suffire encore longtemps. Ce n'est pas là le danger. Le danger qui saute aux yeux, c'est le danger d'une foi qui ne voudrait pas ou ne saurait pas s'adapter aux situations qui changent, d'une foi qui regarderait vers un passé de tout repos au lieu de se tourner vers un avenir où l'ont sent s'amonceler tant d'orages<sup>75</sup>.

En d'autres termes, c'est à l'éventuelle marginalisation de la religion dans la société, et par conséquent de l'Eglise, qui n'aurait comme principal responsable que le clergé lui-même, que conclut le Père Forest. Par son immobilisme et sa pensée conservatrice, l'Eglise québécoise a déjà commencé à perdre son emprise sur l'élite et les fidèles en général: "Que les liens qui unissaient naguère encore les fidèles au clergé aient tendance à se relâcher, cela me paraît indéniable. Un travail sourd se fait depuis quelques années en ce sens"<sup>76</sup>. L'élite se sent de plus en plus attirée par "une pensée libre" et, même plus, "Nos bureaux sont remplis de gens qui s'amusent à brimer le clergé et à jongler avec des idées importées d'ailleurs"<sup>77</sup>. Enfin, la jeunesse actuelle ne trouve plus dans le bagage

75. Ibid., p. 203.

76. Ibid., p. 206.

77. loc. cit.

qu'elle a reçu une solution aux problèmes qui lui sont posés, et jamais encore on n'avait senti, chez elle, le besoin d'une rénovation intellectuelle et spirituelle<sup>78</sup>.

En 1936, en somme, la crise religieuse n'est plus uniquement une crise de ferveur religieuse chez une élite professionnelle. Elle constitue quelque chose de beaucoup plus profond. Elle apparaît maintenant comme une crise qui menace non seulement l'ordre établi des relations clercs-laïques, mais aussi la place de la religion dans la vie sociale et culturelle du Canada français. Enfin, pour la revue, c'est finalement le clergé, avec une pastorale dépassée, qui alimente cette crise religieuse.

Il est clair que la revue est inquiète devant la crise religieuse, mais lorsque le Père Forest écrit en 1936,

Toute époque est une époque de transition. Il est pourtant des heures où l'évolution se fait plus rapide, plus profonde aussi. Ne serions-nous pas à l'une de ces heures-là? Certains cadres créés par le passé ne semblent plus répondre aussi bien à des aspirations et à des besoins nouveaux. Des réajustements vont s'imposer. Espérons qu'ils se feront dans l'entente et la paix<sup>79</sup>.

il ne fait aucun doute que la revue, dès ce moment, a bien compris que la société canadienne-française ne sera désormais plus la même et que le clergé devra procéder à des changements s'il tient à sauvegarder la place qu'il occupe déjà dans cette société.

78. Ibid., p. 203.

79. Ibid., p. 208.

En 1935, la Revue Dominicaine élargit son discours à une des questions les plus controversées de la décennie, la Question juive. Dès les débuts de la crise économique, le Juif devient rapidement catalogué comme le responsable de tous les malheurs des Canadiens français. Aux yeux de la petite bourgeoisie urbaine de Montréal, le Juif apparaît comme une véritable menace économique car ses moyens de promotion sociale sont les mêmes que ceux des Canadiens français, soient le petit commerce et les professions libérales<sup>80</sup>. Cet antisémitisme économique trouve rapidement écho dans la presse de l'époque. Au moment où la Revue Dominicaine s'intéresse à cette question, presque toutes les publications quotidiennes et mensuelles québécoises ont déjà pris position sur la question juive. La plupart des grands quotidiens de l'époque comme l'Action catholique, le Devoir, la Croix et le Journal, et des revues comme l'Action nationale sont résolument antisémites. Également des mouvements nationalistes comme les Jeunes-Canada adoptent rapidement un discours semblable. L'antisémitisme canadien-français atteint un sommet en 1934 lorsqu'il trouve son expression politique dans la création du Parti national social chrétien (PNSC). Fondé par Adrien Arcand, ce parti s'inspire directement de l'expérience hitlérienne. En juin 1935, Arcand commence la publication du Fasciste canadien, organe officiel du PNSC dans lequel l'antisémitisme est un des thèmes les plus importants. Il couvre près des deux tiers des pages du journal<sup>81</sup>. Avec un tel mouvement,

80. Denis Monière, Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours, Ed. Québec/Amérique, Ottawa, 1977, p. 281.

81. René Durocher, "Le fasciste canadien", dans Fernand Dumont, Jean Hamelin, Jean-Paul Montminy, Idéologies au Canada français 1930-1939, Histoire et Sociologie de la Culture, no 11, PUL, Québec, 1978, p. 267.

l'antisémitisme est érigé en véritable doctrine.

Bien que dominante, cette attitude trouvera toutefois quelques dénonciateurs. Des journaux comme le Canada, l'Autorité, le Jour, le groupe intellectuel de la Relève, de même que des nationalistes comme Bourassa et Asselin déploreront cette tendance au nationalisme canadien-français.

Sur la question juive, il serait risqué de rattacher la Revue Dominicaine à l'une des deux tendances décrites ci-dessus. Il serait plus juste d'indiquer qu'elle inscrit son discours selon une optique médiane où, tout en acceptant certaines formes d'antisémitisme, elle rejette en même temps l'intransigeance du discours des nationalistes antisémites canadiens-français de l'époque.

Ainsi, parmi les motivations qui incitent la revue à traiter de la question juive sous forme d'enquête annuelle, on constate, au premier chef, le souci de donner aux lecteurs l'image d'une pensée cléricale qui serait a priori objective et non antisémite. Tel est du moins ce qui se dégage des propos suivants tenus par le directeur de la revue au début de 1935

Nous publierons, cette année, à partir de la livraison de février, une étude d'ensemble sur la Question juive, répartie en une dizaine d'articles. Cela pour satisfaire au désir exprimé par un groupe de jeunes montréalais et pour répondre au vœu de l'Église qui encourage "les publications scientifiques, pleines de

sérénité et s'abstenant de polémiques, ou pis encore, des brûlantes invectives auxquelles d'autres ont recours, [...] <sup>82</sup>

Ensuite, articulant son discours sur les principes de la théologie thomiste et de la doctrine romaine, la revue s'attache à formuler et à répandre une nouvelle perception de la Question juive pour ainsi atténuer les effets d'une propagande intransigeante et plus particulièrement celle du Parti national social chrétien

L'antisémitisme mitigé de Saint Thomas mis au grand jour pourrait peut-être, pensions-nous, tempérer l'humeur de nos antisémites farcis d'idéologie hitlérienne<sup>83</sup>.

Enfin, et comme conséquence logique des deux objectifs ci-dessus mentionnés, la revue tente d'établir "la conduite tenue et à tenir au Canada vis-à-vis de l'élément israélite"<sup>84</sup>.

Cette entreprise d'orientation de l'opinion commandera une approche qui se différenciera de celle adoptée pour l'enquête de 1934, ne serait-ce que par la définition qu'elle donne à la Question juive. Dans un premier temps, "il s'agit avant tout d'une question religieuse"<sup>85</sup>. Pour

82. M.A. Lamarche, o.p., "Notre étude d'ensemble sur la Question juive", R.D., janvier 1935, tome I, p. 50. Le texte entre les guillemets est tiré de Civiltà Cattolica, 1928, vol. II, p. 341. Nous n'avons pas pu identifier le groupe de jeunes montréalais auquel fait référence le directeur de la revue.

83. Benoit Mailloux, o.p., "A propos de 'Saint Thomas et les Juifs'", R.D., novembre 1936, tome II, p. 213.

84. M.A. Lamarche, o.p., "Notre étude d'ensemble", op. cit., p. 54.

85. Ibid., p. 51.

la revue, la question juive se résume d'abord au refus des Juifs à reconnaître Jésus-Christ comme le messie envoyé de Dieu. Dans un deuxième temps, et à titre de conséquence naturelle de la diaspora, "la question juive est aussi une question nationale et internationale"<sup>86</sup>. En vertu de cette double conception du problème, l'enquête de la revue est divisée en deux parties. La première, qui compte six articles, s'attarde à la dimension historique et doctrinale de la question juive. Tous les articles, sauf un, sont écrits par des Pères dominicains. Le collaborateur laïque est le philosophe Jacques Maritain<sup>87</sup>. Quant à la deuxième partie, elle constitue une tentative d'évaluation de la question juive telle qu'elle se présente au Canada, au milieu de la décennie. Cette analyse, qui couvre les mois de novembre et décembre, est écrite par un membre du conseil de rédaction de la revue, le Père M.-Ceslas Forest, o.p. Enfin, avec cette enquête, la revue tente de définir, comme objectif d'arrière-plan, le modus vivendi le plus équitable et le plus logique pour le Canada, et l'esprit dans lequel doit s'inspirer la législation afin d'assurer la justice et la paix sociale<sup>88</sup>.

86. loc. cit.

87. Indisposé par la maladie de sa mère, Jacques Maritain retirera sa contribution à l'Enquête de la Revue Dominicaine. Toutefois, "pour ne pas frustrer" ses lecteurs, la revue reproduit un article que Maritain avait publié précédemment dans la Vie Intellectuelle.

88. M.A. Lamarche, o.p., "Notre étude d'ensemble", op. cit., p. 52.

En dépit de la façade d'impartialité qu'elle cherche à se donner, la revue formule malgré tout un certain antisémitisme. Toutefois, par rapport à l'antisémitisme dominant de l'époque, celui de la revue demeure modéré. Ainsi, au lieu de les accuser comme le fait l'idéologie traditionnelle intransigeante d'être responsables des mouvements révolutionnaires modernes, comme le communisme, des aberrations du système capitaliste et enfin de la Première Guerre Mondiale, la revue parle plutôt "d'influence" ou de "participation étroite" des Juifs à ces mouvements et croit qu'il "serait exagéré de dire que le juif (sic) est la cause totale et unique du grand malaise contemporain"<sup>89</sup>. De la même façon qu'un antisémitisme

---

89. Benoît Mailloux, o.p., "Saint Thomas et les Juifs", R.D., septembre 1935, tome II, p. 123. Ce texte est la reproduction de la conférence qu'il a donnée à la clôture des Premières Journées Thomistes d'Ottawa, le 9 juin 1935. Le texte de cette conférence, qui fut également publié sous forme de brochure par l'Oeuvre de presse dominicaine, en 1935, souleva une violente réaction de la part de Samuel S. Cohon, professeur de théologie juive au Hebrew Union College de Cincinnati, E.U. Défenseur du judaïsme libéral traditionnel, S.S. Cohon envoie à la Revue Dominicaine, pour septembre 1936, un article dans lequel il reproche au Père Mailloux d'avoir mal interprété les faits historiques concernant les Juifs; d'avoir tiré des conclusions douteuses de l'enseignement de St-Thomas et d'avoir avancé des déductions qui, appliquées mal à propos, peuvent porter atteinte, un jour, à la paix et à l'idéal auxquels l'Eglise se consacre. S'en prenant à la notion d'antisémitisme défensif, Cohon conclut qu'une telle notion conduit Mailloux à un "antisémitisme agressif", car ce dernier désire élever des barrières entre les membres d'un même Etat, pour des motifs de religion. Mailloux répond par une fin de non-recevoir aux critiques de Cohon, en regrettant que ce dernier n'ait pas su voir "la leçon de modération et de justice" qu'il avait cherché à donner aux adversaires des Juifs et, qu'en restant cantonné dans l'horizon du judaïsme libéral, Cohon n'a pas su s'élever au point de vue catholique. Voir, "A propos de 'Saint Thomas et les Juifs'", R.D., novembre 1936, tome II, p. 213-219.

politique lui apparaît inacceptable, un "antisémitisme qui détesterait les Juifs comme personnes humaines, incapables de grâce et de pardon, serait un antisémitisme monstrueux"<sup>90</sup>. La revue va même jusqu'à recommander aux catholiques d'adopter une attitude "de condamnation intérieure plus intransigeante, plus entière, plus rigoureuse vis-à-vis les doctrines protestantes [qui ont nverti l'Evangile par la doctrine du libre examen] que vis-à-vis les doctrines juives"<sup>91</sup>. En contrepartie, une trop grande tolérance envers les Juifs, d'ajouter le Père Forest, "nous semble une attitude fausse et dangereuse"<sup>92</sup>.

Le point de vue de la revue sur cette question n'est donc pas simple. Pleine d'ambiguïtés et de nuances, la position de la revue se résume essentiellement, à notre avis, à l'expression d'un antisémitisme théologique, fondé sur une réinterprétation moderne de la doctrine de Saint Thomas d'Aquin, et qui trouve sa justification dans la nécessité de préserver intacte la foi chrétienne. Cette forme acceptable d'antisémitisme, pour la Revue Dominicaine, commande deux attitudes chez les catholiques. D'abord, un "antisémitisme défensif"<sup>93</sup>. Ainsi, bien qu'il est du devoir du vrai chrétien d'aimer les Juifs par amour de Dieu, il n'en demeure pas moins que cette "charité chrétienne ne peut s'exercer au détriment de

90. Ibid., p. 147.

91. Loc. cit.

92. M.C. Forest, o.p., "La question juive au Canada", R.D., novembre 1935, tome II, p. 246.

93. Benoit Mailloux, o.p., "Saint Thomas et les Juifs", op. cit., p. 142.

notre foi. Si elle est attaquée par les infidèles – hérétiques, juifs et païens – il faut la défendre énergiquement"<sup>94</sup>. Pour la revue, le Juif demeure a priori un péril pour la foi catholique. Dans un ordre social chrétien, le Juif devient alors, à ses yeux, un facteur latent de déchristianisation. Avec sa religion (le judaïsme) qui constitue en même temps une nationalité, le Juif, chez qui le nationalisme est vivifié et animé par son idéal religieux, ne peut s'intégrer complètement à la société qui l'adopte et, de ce fait, ne peut travailler aux côtés des chrétiens à la prospérité de celle-ci.

Pour la revue, une telle menace commande chez les catholiques et les autorités politiques un autre type d'antisémitisme qui, cette fois, sera un "antisémitisme préventif"<sup>95</sup>, c'est-à-dire une action qui visera à empêcher les Juifs, de même que les autres "infidèles", de nuire à la foi chrétienne. Concrètement, cela signifie "empêcher les Juifs d'accéder à une fonction publique et non pas à leur enlever les positions qu'ils occupent déjà"<sup>96</sup>. Si ce discours est manifeste d'un ostracisme modéré, il est aussi révélateur, à notre avis, d'une pensée cléricale qui a rompu avec l'ancienne conception médiévale de chrétienté, car ce qui est exprimé ici est le contraire de la pensée dominante du Moyen âge alors qu'on détestait les Juifs par amour de Dieu. Enfin, ce discours s'inscrit en continuité avec celui de 1934, en ce sens qu'il traduit les inquiétudes d'un groupe d'intellectuels montréalais préoccupé par le déclin du caractère catholique de la société québécoise et par son climat

94. Ibid., p. 147.

95. Ibid., p. 150.

96. Ibid., p. 136.

idéologique général. D'ailleurs les positions exprimées par Forest dans son analyse de la question juive au Canada laissent transparaître assez clairement cette nervosité qui domine le groupe de la Revue Dominicaine.

Dans cette analyse, l'accent est mis sur les questions qui, "à l'heure actuelle, attirent l'attention des gens qui réfléchissent"<sup>97</sup>. Quatre points sont abordés: l'école juive, la loi du dimanche, les Juifs et l'université et, enfin, la campagne de l'Achat chez nous. Globalement, cette partie de l'analyse sur la Question juive répète le même cadre d'interprétation qui fut exorimé dans la section doctrinale. Ainsi, face aux questions qui mettent directement en cause l'intégrité religieuse, et culturelle par ricochet, de la société canadienne-française, la revue fait preuve d'intransigeance. Par contre, elle se montre ouverte au compromis face aux questions d'ordre social.

La première question abordée par Forest est celle des écoles juives. C'est elle qui recevra le plus d'attention de la part de l'auteur. Presque tout l'article du mois de novembre y est consacré. Après un long historique de la situation scolaire au Canada, Forest tire la conclusion que l'objectif des Juifs est l'établissement d'un troisième système scolaire, et celui-là non chrétien, au Québec. Dans une société, d'ajouter Forest, où les lois, les moeurs et l'enseignement sont toujours restés exclusivement chrétiens, "c'est prendre vis-à-vis de l'avenir de très graves responsabilités"<sup>98</sup> que d'accepter l'introduction d'un enseignement non chrétien. C'est hypothéquer la formation chrétienne des futurs citoyens et cela est inacceptable.

97. M.C. Forest, o.p., "La question juive au Canada", R.D., décembre 1935, tome II, p. 347.

98. Ibid., novembre 1935, tome II, p. 269.

La loi du dimanche soulève également le même type d'opposition de la part de la revue. Cette loi votée en février 1907 autorisait à un Juif, en vertu de l'article 7, de travailler le dimanche mais lui interdisait d'ouvrir son magasin et de faire du commerce. Or, une enquête de la Ligue du Dimanche démontrait que, seulement pour le centre-ville de Montréal, 118 magasins juifs étaient ouverts le dimanche. Pour Forest, c'était un abus de privilège qui avait pour principale conséquence d'affecter le caractère même de la journée du dimanche. Pour lui une seule solution s'imposait:

le seul moyen de redonner au dimanche son caractère de jour saint, c'est d'abroger l'article sept de la loi<sup>99</sup>.

Bien que l'argumentation de la revue se fonde avant tout sur des motifs d'ordre religieux, elle se fonde également, dans ces deux cas sur des motifs d'ordre national et culturel. Ainsi pour les écoles juives, Forest écrit:

Deux peuples, et deux seulement, nous le répétons, peuvent à titre spécial, se regarder comme chez eux en cette province: les français et les anglais (sic). Les écoles qui y sont établies, l'ont été par eux et pour eux<sup>100</sup>.

Quant à la loi du dimanche, l'auteur indique que

rien ne concourt, en effet, à donner à un pays une physionomie chrétienne comme l'observance du dimanche. C'est, pour un peuple, la façon par excellence d'affirmer ouvertement sa foi. [..]

99. Ibid., décembre 1935, tome II, p. 340.

100. Ibid., novembre 1935, tome II, p. 267.

Cela fait partie de notre patrimoine national et religieux, et nous ne devrions permettre à personne d'y toucher. [...] Un pays chrétien ce n'est pas seulement un pays habité par des chrétiens, c'est avant tout un pays dont les lois, comme les institutions, sont chrétiennes<sup>101</sup>.

Concernant les deux autres questions, la position adoptée par la revue sera différente. Acceptant de faire des compromis avec l'élément juif, elle va jusqu'à prendre, dans une certaine mesure, sa défense devant certaines attitudes des nationalistes intransigeants de l'époque.

Le premier point traité par la revue, dans cette optique, est celui de l'admissibilité des Juifs à l'Université de Montréal. A cause d'une crise financière grave, l'Université, au milieu de la décennie, décide d'ouvrir davantage ses portes à la clientèle étudiante juive. Immédiatement certains éléments nationalistes et catholiques réagissent fortement à la décision de l'Université. Leurs critiques se résument essentiellement aux trois points suivants: les Juifs ne peuvent et ne doivent pas être admis à l'Université de Montréal parce qu'elle est d'abord une université catholique; ensuite, parce qu'elle a été créée par les nôtres et pour les nôtres, et enfin, parce que les professions libérales sont déjà encombrées, et que la compétition juive ne peut qu'empirer les choses<sup>102</sup>. Tout en tentant d'exposer les raisons qui légitiment la position prise par la direction de l'Université de Montréal, Forest démontre bien le souci avec lequel la revue tient à situer son discours en retrait du discours intransigeant de l'époque. Aux trois arguments

101. Ibid., décembre 1935, tome II, p. 341.

102. Ibid., décembre 1935, tome II, p. 332-334.

soulevés précédemment, Forest répond que ce qu'il faut entendre par université catholique, c'est une université où l'enseignement est catholique, donc où les professeurs sont catholiques. Par contre, cela n'implique pas que tous les étudiants soient nécessairement catholiques. Ensuite une université vit des octrois du gouvernement qui, eux, viennent de l'argent des Canadiens français, des Anglais et des Juifs, et l'Université de Montréal a encore besoin de fonds. Devant une telle situation, "Des sacrifices seront demandés à tous, aux Juifs comme aux autres. Serait-il habile, serait-il même juste, de demander Forest, de les écarter d'une université ou'ils seront appelés à secourir?"<sup>103</sup> Enfin, en ce qui concerne l'engorgement des professions libérales, l'auteur conclut à l'irrecevabilité de l'argument parce qu'il ne regarde pas l'Université mais bien plus les chambres professionnelles.

Le jugement critique envers un certain discours nationaliste et intransigeant de l'époque devient encore plus sévère lorsque Forest aborde la campagne de boycottage des Juifs. Pour l'auteur, rien ne saurait justifier moralement le boycottage direct des Juifs<sup>104</sup>. Dans les relations avec les Juifs, comme avec le reste de l'humanité, il n'y a qu'une seule morale et ses prescriptions sont claires: "il n'est jamais permis de faire du tort aux autres par des moyens injustes"<sup>105</sup>. Ainsi, justifier

103. Ibid., décembre 1935, tome II, p. 333.

104. Nous nous inscrivons en faux sur cette question contre David Rome qui par un montage fallacieux de citations dans Clouds in the Thirties On Antisemitism In Canada. 1929-1939, vol. 3, Montréal, 1977, p. 122, cherche à donner l'impression que la R.D. fut pour le boycottage direct des Juifs.

105. M.C. Forest, o.p., "La question juive au Canada", op. cit., p. 342.

le boycottage direct des Juifs parce qu'ils auraient fait fortune par des procédés malhonnêtes, c'est s'adonner à des généralisations qui ont quelque chose d'odieux et qui, pour Forest, appartiennent davantage au pamphlet qu'à l'histoire<sup>106</sup>. De plus, d'ajouter l'auteur:

Accoler l'étiquette de voleur à celle de juif  
[...]/ sur une liste de boutiques pour en  
éloigner la clientèle, nous paraît un procédé  
que nulle morale ne peut justifier<sup>107</sup>.

Forest termine sa réponse aux commerçants nationalistes en faisant remarquer qu'il serait faux de croire que les Juifs ont le monopole des procédés malhonnêtes. La meilleure action à prendre, selon la revue, demeure encore la dénonciation de la malhonnêteté de certaines méthodes de commerce mais dans une forme qui ne risque pas de blesser la justice<sup>108</sup>.

Quant au boycottage indirect, c'est-à-dire la campagne de "l'Achat chez nous", l'auteur s'en prend plus à la manière dont elle se passe qu'au fond même de celle-ci. Faisant sien l'argument qu'il faut garder l'argent chez les Canadiens français afin de soutenir les oeuvres nationales et de donner à ceux-ci la place qui leur revient dans la province, Forest rappelle toutefois que ce qui est en cause c'est une question d'affaires et que les sentiments, même patriotiques, n'y ont pas leur place:

Non seulement le commerçant canadien-français ne doit pas tenter d'exploiter à son profit l'esprit de solidarité des siens; il ne doit pas même la faire entrer pour une trop grande part dans ses chances de réussite<sup>109</sup>.

106. Ibid., p. 343.

107. Ibid., p. 345.

108. loc. cit.

109. Ibid., p. 346.

En d'autres mots, Forest s'objecte à la relation qu'on cherche à établir à l'époque entre prospérité financière et nationalisme économique. Spécifiant qu'une telle approche risque de se retourner contre les Canadiens français un jour, l'auteur avance que la solution à ces problèmes économiques réside dans une action autre que nationaliste:

Que quelques-uns des nôtres achètent chez les anglais (sic) par snobisme, chez les juifs (sic) par une incurable habitude de se faire prendre au piège: je le veux bien. Mais il y a tout de même autre chose. Et c'est cette autre chose que le commerçant de chez nous doit rechercher pour l'offrir à sa clientèle<sup>110</sup>.

Or, cette autre chose, la revue nous le communique l'année suivante et sur un ton qui indique bien la distance qui existe à ce moment entre la revue et les nationalistes de l'époque:

Quand donc, chers compatriotes, voués au dur labeur et aux trances journalières du commerce en général, de la petite industrie, de l'artisanat, serez-vous persuadés qu'il ne suffit pas, pour accroître votre négoce en attirant et retenant la clientèle, d'irradier une "heure" de boniments entrelacés de musique, ni de répandre à flots de circulaires d'Achat chez nous, ni de tonitruer des appels en faveur de not'élément et not'race. [...] Ce qu'il faut, après la probité foncière et le soin accordé à la confection ou à l'achat de votre marchandise, c'est la PONC-TU-A-LI-TE<sup>111</sup>.

110. Loc. cit.

111. Criticus, "Ponctualité commerciale", R.D., juin 1936, tome 1, p. 389.

En somme, ce que suggère la revue, c'est la nécessité de reconnaître que la situation d'infériorité économique actuelle des Canadiens français est redevable dans une certaine mesure à leurs propres lacunes et non seulement à des éléments qui leur sont extérieurs, et que poser le problème de la concurrence juive en terme nationaliste, c'est tout simplement mal le poser.

Le modus vivendi qu'expose la revue en 1935 accepte donc une forme d'antisémitisme théologique qui, dans son prolongement social et culturel, cautionne un ostracisme modéré. En retour, elle pose un jugement critique sur certains aspects de la question juive au Canada français, ce qui s'avère ni plus ni moins qu'une contestation de la tendance intransigeante du nationalisme québécois du milieu de la décennie. En d'autres termes, pour la revue, l'antisémitisme est moralement et socialement acceptable tant qu'il ne vise qu'à une défense de la foi et qu'il ne se fonde pas sur des principes ethniques et politiques.

Le dernier thème d'importance à se rattacher à cette crise de la culture, qui fut identifiée par la revue au cours de la première moitié de la décennie 1930-1940, est l'américanisation. Ce thème a toujours été une préoccupation pour l'ensemble de l'élite cléricale et laïque du Québec. Durant les années trente, l'image dominante de l'américain est essentiellement négative. A la fois anglophone et protestant, l'américain est culturellement l'opposé du Canadien français catholique. De plus, il incarne avant tout le matérialisme et l'immoralité. Sa civilisation sombre déjà dans la décadence comme en témoignent les taux élevés de

divorce, de criminalité et de suicide<sup>112</sup>. En somme, l'américanisme figure au rang des ennemis de la société canadienne-française aux côtés du communisme, de la juiverie, de la franc-maçonnerie et de bien d'autres. Cependant, il ne semble pas que l'américanisme ait constitué un des thèmes dominants du discours des journaux et des revues de l'époque<sup>113</sup>. A ce titre, l'enquête de la revue de 1936 sur l'américanisation constitue alors un phénomène original pour l'époque.


Au milieu de la décennie, le thème de l'américanisation n'est plus nouveau dans les pages de la revue. La première manifestation de son antiaméricanisme, pour la période que nous étudions, remonte à 1931 alors qu'elle associe le magazine, et plus particulièrement le magazine américain, à un immigrant indésirable, "semblable à l'immigrant de l'Europe centrale", qui constitue une menace "pour nos mœurs, nos institutions sociales et notre foi"<sup>114</sup>. En 1931, c'est à la fois le moyen de communication en tant que tel et sa provenance culturelle qui sont dénoncés par la revue. Le magazine américain est un indésirable parce qu'il constitue, par son manque de discrétion dans le langage, une initiation brutale et indiscreète aux questions d'éducation sexuelle. Ensuite, il est un "faussaire" en ce sens qu'il véhicule une idée fautive et incomplète de la vie et du bonheur. Enfin, il ne peut rien apporter de formateur à une mentalité catholique et française chez nous parce que

112. Richard Jones, "De la terre à l'usine", dans Histoire du Québec, Ed. Edisem Inc., Saint-Hyacinthe, 1977, p. 426.

113. Nous faisons plus particulièrement référence aux travaux de Monière, Dumont, Hamelin, Montminy, Jones et Bélanger.

114. Marc-M. Labonté, o.p., "L'autre indésirable", R.D., novembre 1931, p. 609.

c'est toujours l'idéal américain avec son sac d'écus et sa civilisation matérialiste que l'on décrit et que l'on propose à l'admiration des lecteurs<sup>115</sup>.

La revue affirme de nouveau un certain antiaméricanisme lorsqu'elle traite, on s'en souviendra, de la crise du foyer. 

A certains égards, le discours de 1936 s'inscrit en continuité avec celui du début de la décennie. Mais il donne également lieu à des innovations. Ainsi, se rattachant à la grille d'analyse qui existe depuis 1934, il fait apparaître l'américanisation comme un facteur contribuant au déclin du caractère catholique de la société canadienne-française. Mais, il pose également l'américanisation en termes d'acculturation de la société. Sous l'effet de diverses influences, la culture d'esprit catholique et français du Québec perd de sa vitalité. Poser le problème de l'américanisation en terme d'acculturation, c'était ainsi ramener toute cette question à la lutte pour la survivance. D'ailleurs, c'est au cours de cette année que la revue emploie le mot survivance pour la première fois depuis le début de la décennie. Dans cette perspective, le discours de la revue s'inscrit donc dans cette tentative de récupération et de préservation de l'héritage français et catholique en Amérique.

Notre plus ardent désir est alors de conserver à notre population canadienne-française son identité propre, ses us et coutumes, ses traditions les plus saines et les plus sacrées afin de poursuivre librement et sûrement sa voie, fidèle à ses origines historiques, à la morale ancestrale, suivant ses aspirations religieuses et nationales sur cette terre du Nouveau Monde découverte et si généreusement fécondée par nos aïeux<sup>116</sup>.

115. Ibid., p. 615.

116. Damien Jasmin, "L'américanisme et nos pratiques financières", R.D., novembre 1936, tome II, p. 187.

Il constitue donc également un appel à la résistance contre l'infiltration américaine. Toutefois, cette résistance ne saurait rejoindre celle de certains nationalistes de l'époque qui optent pour une défense du patrimoine national confiné dans une étroite Laurentie<sup>117</sup>, de même qu'elle ne saurait être considérée comme l'expression de cette idéologie d'"éternel assiégé"<sup>118</sup> qui est prédominante à cette époque. Ceci s'explique surtout par le fait que deux attitudes particulières dominent tout le discours de cette enquête. D'abord, la revue se refuse à condamner en bloc la civilisation américaine. Le directeur de la revue tient lui-même à faire remarquer cette particularité à ses lecteurs

Pas un seul /des consultants/ enfin n'a osé écrire qu'il n'y a rien à prendre de l'exemple et des produits américains. Tous ont conçu, établi leurs réponses sur un plan d'équité<sup>119</sup>.

Ensuite, la revue refuse de voir l'américanisation en terme de menace extérieure uniquement. A ses yeux, l'américanisation est bien plus une affaire intérieure et est le résultat d'un esprit d'imitation qui "de nos jours, s'étend à un si grand nombre d'usages chez nous, qu'elle forme une mentalité, et quiconque la possède est le dernier à s'en apercevoir"<sup>120</sup>.

117. Guildo Rousseau, L'image des Etats-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930), Ed. Naaman, Sherbrooke, 1981, p. 289.

118. Richard Jones, op. cit., p. 424.

119. M.A. Lamarche, o.p., "Notre américanisation, aperçu complémentaire et mot de la fin", R.D., décembre 1936, tome II, p. 250.

120. Ibid., p. 256.

Au début de cette enquête, la revue pose comme postulat que l'américanisation est déjà un fait au Québec. D'ailleurs, le fait d'intituler l'enquête "Notre américanisation" est significatif d'une telle constatation de la part de la revue. La véritable préoccupation de la revue se résume à ceci: comment et jusqu'à quel point la culture canadienne-française est américanisée.

La revue tente de saisir l'état de l'américanisation du Canada français par l'analyse de l'influence qu'elle exerce sur la religion, la philosophie, les moyens de communications, la femme, les sports et enfin les pratiques financières. Cependant la revue ne décrit jamais vraiment le modèle auquel elle fait référence pour conclure que tels gestes, comportements, signes ou attitudes sont le résultat d'une américanisation; jamais elle définit clairement son modèle de comparaison.

Les raisons qui incitent la revue à traiter de cette question en 1936 sont obscures. D'une part, il ne semble pas que la revue réagisse à un événement particulier, et d'autre part, le directeur de la revue limite son explication, dans le liminaire de l'enquête, à rappeler "la nécessité de mettre en relief l'étendue et la gravité du fait"<sup>121</sup>. Toutefois, chose certaine, la revue vise à orienter l'opinion du lecteur, comme on peut le juger par la recommandation du Père Lamarche aux collaborateurs de l'enquête: "Que nos écrivains se fassent les éducateurs de l'opinion en signalant avec vigueur le danger de l'américanisme sous toutes ses formes"<sup>122</sup>.

---

121. M.A. Lamarche, o.p., "Notre américanisation", R.D., janvier 1935, tome II, p. 1.

122. Ibid., p. 2.

L'enquête de 1936 est une des plus complètes de toute la décennie. Elle compte 11 articles. Sept de ceux-ci sont écrits par des laïques, dont une femme, alors que les autres sont écrits par des Dominicains, tous membres du Conseil de Rédaction de la revue<sup>123</sup>.

Il revient au Père R.M. Voyer, o.p., et à Hermas Bastien, alors professeur à la faculté de philosophie de l'Université de Montréal, de définir les conséquences de l'américanisation sur la vie spirituelle et morale de la société canadienne-française. Dans son analyse de l'américanisme et la vie religieuse au Canada français, le Père Voyer cherche à savoir dans quelle mesure "notre catholicisme" est américanisé. Mais avant, il s'interroge sur la nature de la religion américaine. Pour lui, celle-ci se résume à une forme proche de l'athéisme, qu'il étiquette de néo-paganisme<sup>124</sup>, soit une religion qui a abandonné les dieux antiques pour les remplacer par de plus modernes. Véhiculé par le journal, le magazine et le cinéma, ce néo-paganisme est devenu une marchandise d'exportation que le Canada français recueille. La forme de paganisme que ce dernier laisse transparaître s'incarne d'abord dans un certain "naturalisme" qui s'insinue non dans les idées qu la culture scientifique et artistique, mais dans la vie<sup>125</sup>. Il se manifeste dans une lassitude de l'effort vers le surnaturel et une recherche de plus en plus disposée à se satisfaire de la conquête d'un coin de terre, d'une aisance matérielle, ou de la richesse. Pour Voyer, l'adoption d'un tel naturalisme est

123. La liste des collaborateurs est la suivante: Hermas Bastien, Albin Janin, Mme Ernestine Pineault-Léveillé, Lucien Desbiens, Georges Pelletier, Jean Bruchési, Damien Jasmin, M.-Ceslas Forest, o.p., Raymond-M. Voyer, o.p., et enfin, M.A. Lamarche, o.p. Celui-ci écrit l'introduction et la conclusion de l'enquête.

124. R.M. Voyer, o.p., "L'américanisme et notre vie religieuse", R.D., janvier 1936, tome II, p. 8.

125. Ibid., p. 10.

la conséquence normale d'une "anémie religieuse, où la foi ne sait plus se renouveler et la pratique dépasser la routine"<sup>126</sup>. Avec ce naturalisme est venu également le "paganisme de la morale"<sup>127</sup>. Formes païennes et dégradées de la morale, les notions canadiennes-françaises de justice en ont été profondément modifiées. C'est l'asservissement du monde par la morale de l'argent qui prédomine.

Si devant l'américanisation de la vie religieuse du Canada français, d'ajouter Voyer, il existe encore des parties non contaminées, comme la campagne où se retrouve une vie chrétienne sincère, il en est tout autrement des milieux urbains:

La population de nos villes grandes et petites, nos classes industrielles, acceptent de plus en plus chaque jour, des points de vue païens, dans la vie individuelle et sociale, sur la conscience, le bonheur, la responsabilité, le mariage, l'éducation: toutes choses fondamentales<sup>128</sup>.

Le milieu urbain est le lieu désigné de l'américanisation de la société canadienne-française; il sera, pour la revue, le lieu privilégié de sa rechristianisation. Enfin, le Père Voyer s'intéresse aux influences protestantes et catholiques américaines sur le catholicisme canadien-français. Or, à ce chapitre, ce dernier conclut qu'elles sont pratiquement inexistantes parce que, dans le premier cas, le contact rapproché des protestants du Canada a favorisé la résistance au protestantisme américain, tandis que dans le second, c'est plutôt le catholicisme américain qui a profité du catholicisme canadien-français en venant y puiser

126. Ibid., p. 11.

127. Loc. cit.

128. Ibid., p. 13.

plusieurs ressources humaines.

Cependant, pour le Père Voyer, le bilan de l'influence américaine sur le catholicisme canadien-français ne saurait être totalement négatif.

Nous nous hâtons en tout cas, quand ce ne serait que pour acquit de conscience, de protester contre le parti pris hargneux de ceux qui ne veulent rien trouver de bon dans les méthodes apostoliques adoptées par nos voisins coreligionnaires des Etats-Unis<sup>129</sup>.

Contre la routine des oeuvres, les Américains nous ont rendu d'appréciables services. Ainsi, Voyer affirme que le clergé canadien-français a profité de leurs méthodes de comptabilité, qui épargnent du temps, et de leurs initiatives qui rapportent de l'argent. Cet emprunt au catholicisme américain aura été bénéfique, car "Quelle oeuvre religieuse, de paroisse ou autre, obligée à assurer des revenus considérables, pourrait aujourd'hui y suffire, si ses dirigeants voulaient s'en tenir aux méthodes de jadis"<sup>130</sup>. Enfin, Voyer, toujours dans une critique voilée de l'aile conservatrice du clergé affirme:

C'est encore l'exemple de nos voisins qui nous a décidés, au prix de quelles hésitations! à sortir l'oeuvre apostolique de l'église et de la sacristie, pour la porter sur le terrain où elle avait son unique chance de prendre contact avec des âmes qui nous échappaient autrefois<sup>131</sup>.

Pour la revue, toutefois, le problème aura été d'avoir assimilé les cadres américains sans les animer d'un esprit et d'une culture à la française. Ainsi, le catholicisme canadien-français, au niveau de la hiérarchie, est

129. Ibid., p. 17.

130. Ibid., p. 20.

131. Loc. cit.

devenu tout imprégné de l'esprit du monde des affaires et il est à son tour géré comme une entreprise.

En définitive, l'américanisation de la vie religieuse se vit à deux niveaux et de deux façons différentes. Chez les "dirigés" elle reflète un paganisme dosé, insinuant, attaché aux plaisirs comme aux exigences matérielles de la vie. Quant aux "dirigeants", influence positive doublée d'une dimension morale faussée, semblable à celle des "magnats", qui réussit seulement à faire répéter au peuple ses gestes catholiques sans réussir à atteindre les esprits et renouveler les convictions religieuses.<sup>132</sup>

De son côté, Bastien résume l'influence philosophique américaine à un "Duel tragique entre les forces ennemies qui se disputent la conquête de l'intelligence. Lutte dont l'enjeu est l'avenir de la pensée chrétienne en Amérique"<sup>133</sup>. Pour Bastien, la philosophie américaine est avant tout un produit de la philosophie moderne:

Les exagérations de la philosophie moderne, voilà donc ce qui constitue l'essence de la philosophie américaine: absence de métaphysique et excès d'empirisme, carence d'intellectualisme et idolâtrie de l'expérimentalisme, particularisme national et mépris de la tradition, sujétion à la science et incohérence de systématisation<sup>134</sup>.

C'est une philosophie qui réunit en son sein, selon Bastien, les notions de pragmatisme, d'instrumentalisme, de pluralisme et de néo-réalisme, et qui offre donc une menace à la philosophie canadienne-française toute scolastique.

132. Ibid., p. 25.

133. Hermas Bastien, "Notre américanisation par la philosophie", R.D., avril 1936, tome 1, p. 203.

134. Ibid., p. 203.

Ces caractéristiques sont également vraies pour la civilisation américaine. Comme l'a décrite Bastien, celle-ci est une "civilisation d'essence économique"<sup>135</sup> où le matériel accapare la portion la plus considérable de l'énergie de l'Américain. C'est le libéralisme à l'état pur, oublieux des personnes et des distinctions ethniques, qui domine et qui débouche en un esprit national conditionné par les affaires. En définitive, dans une telle civilisation, l'homme n'équivaut qu'à une pièce mécanique<sup>136</sup>.

A la différence du Canada anglais, l'américanisation par la philosophie est minimisée au Canada français par le fait que l'enseignement y est essentiellement thomiste. Toutefois, si son américanisation, d'indiquer Bastien, se fait par voie indirecte, elle demeure néanmoins très réelle, surtout dans la population de Montréal. Massive dans la masse qu'elle obnubile par l'intermédiaire de la presse, de la radio et du film, l'américanisation se fait par érosion chez l'élite<sup>137</sup>. Le mimétisme et les contacts sont la cause de l'américanisation de l'élite. L'américanisation, par la voie de la philosophie, exerce une "influence corrosive", c'est-à-dire une

Influence qui constitue une véritable oppression par l'adultération d'un climat, d'un milieu physique et, par ricochet, d'une mentalité<sup>138</sup>.

---

135. Ibid., p. 201.

136. loc. cit.

137. Ibid., p. 206.

138. Ibid., p. 210.

Déjà des conséquences socio-économiques de cette mentalité américanisée sont visibles. L'activité économique canadienne évolue sous la loi du libéralisme, les organisations industrielles et commerciales de production et de distribution aboutissent de plus en plus à l'asservissement de la majorité tandis que

Nos ouvriers, recevant leurs mots d'ordre des chefs étrangers à leur foi comme à leur nationalisme, inscrits dans des unions et des syndicats d'un amoralisme intégral épousant des causes qui ne les touchent que de très loin, ont vu leur mentalité s'émousser<sup>139</sup>.

Quant au caractère spiritualiste du droit civil, il ne cesse de s'atténuer. Plus que n'importe quel autre consultant, c'est Bastien qui expose avec le plus d'intensité combien la mentalité et la culture canadiennes-françaises sont en voie de s'américaniser.

Bastien constate enfin que, après la conquête économique du Canada, c'est à sa conquête morale et culturelle par la civilisation américaine que nous assistons:

De même que dans l'ordre monétaire nous dépendons plus de New York que de Londres, ainsi dans l'ordre idéologique pur nous respirons, pour ainsi dire, l'ambiance américaine bien plus que l'europpéenne<sup>140</sup>.

Pour circonscrire l'influence de la philosophie américaine et limiter l'action de la civilisation qui s'y rattache, surtout sur les masses, il n'existe, aux yeux de Bastien, qu'une seule solution: il faut que l'élite réaffirme les valeurs de l'avoir culturel national

139. Loc. cit.

140. Ibid., p. 212.

Il suffirait à toutes les personnes qui disposent de quelque influence intellectuelle et à toutes les institutions éducationnelles de travailler à l'avènement d'une génération qui fera plus fermement confiance aux ressources inépuisables de sa civilisation et de sa culture françaises<sup>141</sup>.

pour ainsi briser cet engouement facile à plagier l'américanisme qui pour l'instant recèle mal une absence de confiance en nous-mêmes, de conclure Bastien.

Après l'analyse des influences de l'américanisation sur l'atmosphère intellectuelle et morale du Canada français, la revue s'intéresse aux moyens de diffusion de l'idéologie américaine ou, en d'autres termes, aux agents d'américanisation de la société. Ceux qui reçoivent le plus d'attention sont, bien entendu, les moyens de communication. L'analyse porte sur quatre médias courants de l'époque: deux plus conventionnels, le journal et le magazine, et deux plus modernes, la radio et le cinéma.

De façon générale, l'ensemble des consultants véhiculent une même opinion de l'américanisme et des ses effets au Canada français. La première constatation est que tous s'entendent à reconnaître et à circonscrire l'influence de l'américanisation sur le milieu urbain, et que celle-ci se fait de façon indirecte. Ainsi, Georges Pelletier, alors directeur du Devoir, tire la conclusion, dans son analyse de "Notre américanisation par le journal"<sup>142</sup>, que c'est dans les villes industrielles populeuses qu'il se lit "des quantités considérables de quotidiens américains et du type le plus vulgaire, le plus sensationnel"<sup>143</sup>, alors qu'à la campagne

141. Ibid., p. 213.

142. Georges Pelletier, "Notre américanisation par le journal", R.D., mai 1936, tome 1, p. 273-282.

143. Ibid., p. 274.

"la masse de nos gens ne connaissent pas le journal américain"<sup>144</sup>. Dans ce cas, l'influence directe est inexistante. Par contre, reste l'influence indirecte, celle des journaux canadiens-français qui sont plus ou moins américanisés. Cette influence se remarque, d'après Pelletier, dans la facture matérielle et dans l'aspect extérieur qui sont américains. Mais plus grave encore, elle se remarque dans la tournure de la rédaction, dans l'information et, enfin, dans son inspiration<sup>145</sup>. Ce contact avec la pensée américaine, pour Pelletier, aura pour conséquence non seulement d'exercer une influence morale néfaste sur le peuple et d'encourager la glissade vers l'immoralité, mais aussi de favoriser

l'introduction dans nos mœurs, dans nos pratiques de vie courante, dans notre façon de classer, de sérier, d'envisager maints problèmes d'ordre national, moral ou religieux, d'un esprit tout à fait à l'opposé du type traditionnel du Français ou du Canadien français<sup>146</sup>.

La menace sur l'intégrité culturelle du Canada français est également soulevée par Jean Bruchési, dans son texte "Notre américanisation par le magazine"<sup>147</sup>. Faisant remarquer que le magazine est devenu le principal aliment intellectuel de la masse, Bruchési indique:

notre peuple achète et lit d'abord des magazines américains, et, parmi ces magazines non pas ceux qui l'instruiraient, qui lui montreraient le bon côté de la civilisation américaine, qui élargiraient son horizon, mais ceux qui sont le moins susceptibles de nourrir son intelligence, de lui apprendre à penser français, ceux qui, lentement mais sûrement, détruisent sa personnalité [...]<sup>148</sup>.

144. Ibid., p. 273.

145. Ibid., p. 278.

146. Ibid., p. 276-277.

147. Jean Bruchési, "Notre américanisation par le magazine", R.D., juillet-août 1936, tome II, p. 5-21.

148. Ibid. p. 9

Ce court texte permet de tirer deux conclusions. D'abord, il indique bien que l'auteur rejette toute condamnation de l'américanisme dans sa totalité. Ensuite, et c'est le point le plus important, il marque la reconnaissance explicite de la responsabilité des Canadiens français dans l'américanisation de leur société. Pelletier partage la même opinion quand il écrit "notre presse ne se rend guère compte du progrès de l'américanisation chez elle, et par elle chez son public"<sup>149</sup>. Pour Bruchési, la situation est critique car, non seulement les magazines et les revues du Québec imitent les "insipides" publications américaines, mais, de façon plus grave, "Nous ne possédons aucun grand magazine canadien-français dont le fond et la tenue reflètent véritablement un esprit français"<sup>150</sup>. Il pousse davantage sa critique en laissant bien entendre qu'une partie des torts revient à l'élite qui ne réagit pas devant cette situation.

Ici encore, une grande partie du mal est en nous. Si nous voulons combattre, autant que la chose est possible, la littérature de rebut qui nous vient des Etats-Unis, ayons, pour la masse, au moins un magazine bien fait, vivant, présenté avec goût, où la variété des sujets soit égale à l'excellence de la forme littéraire, où la première place soit donnée aux choses et gens de chez nous, dans un esprit bien français<sup>151</sup>.

L'inaction de l'élite sera donc perçue comme une des causes de l'américanisation du Canada français. Cette menace de l'intérieur est reprise par Lucien Desbiens, rédacteur au Devoir, alors qu'il écrit, dans son article consacré à "L'infiltration américaine par la radio":

149. Georges Pelletier, op. cit., p. 280.

150. Jean Bruchési, op. cit., p. 19.

151. Ibid., p. 20.

Nous avons aussi à déplorer un envahissement par l'intérieur puisque trois au moins de nos quatre principaux postes consacrent la moitié, sinon les deux-tiers de leurs heures d'émission à transmettre des programmes cuisinés aux Etats-Unis<sup>152</sup>.

Comme les autres intervenants à l'enquête, Desbiens souligne les bons côtés de la radio américaine, allant même jusqu'à avancer que la T.S.F. américaine pourrait, sous certains aspects, contribuer à la culture artistique du Québec<sup>153</sup>, mais il insiste surtout sur les méfaits qu'elle peut occasionner à "notre groupement ethnique"<sup>154</sup>. Ainsi, à ses yeux, la radio américaine constitue un danger pour l'âme, un danger pour la morale, pour la langue de même que pour les us et coutumes. Par la glorification de l'amateurisme, la radio américaine transforme la notion des valeurs. Par son adulation des muscles, de la vie anormale et de l'épicurisme, la radio américaine tue l'idéal de la jeunesse. A force d'entendre la "cacophonie du jazz" et du crooning, sorte de "lamentation funèbre et nasillarde"<sup>155</sup>, il ne peut s'ensuivre qu'une déformation du goût. Enfin, l'audition d'une telle musique a des conséquences morales graves: "Né dans les cabarets et pour les cabarets, le jazz intégral n'est, en somme, qu'une publicité déguisée pour ces boîtes de nuit où tout est de mise sauf la vertu"<sup>156</sup>. La radio américaine chasse l'esprit familial, elle détourne du foyer en montrant le cabaret à travers un prisme. Enfin, par la publicité qu'elle accorde au divorce et l'accueil qu'elle réserve aux partisans de la limitation des naissances, la radio américaine sape, aux

152. Lucien Desbiens, "L'infiltration américaine par la radio", R.D., mars 1936, tome 1, p. 136.

153. Ibid., p. 147.

154. Loc. cit.

155. Ibid., p. 140.

156. Ibid., p. 141.

yeux de Desbiens, deux des institutions canadiennes-françaises les plus sacrées: le mariage et la famille<sup>157</sup>. C'est donc, en définitive, la mentalité canadienne-française et plus particulièrement sa dimension catholique qui se trouvent menacées par l'influence de la radio américaine.

Quant au cinéma américain, Albin Janin tire sensiblement les mêmes conclusions. Dénonçant les faussetés et l'immoralité du cinéma américain, Janin insiste pour rappeler que ce dernier exerce surtout une influence sur la jeunesse et la femme dans les milieux urbains<sup>158</sup>. Toutefois, si on s'arrête de plus près à la pensée de ces deux derniers collaborateurs à l'enquête, on s'aperçoit que leur critique s'attarde essentiellement au message véhiculé par les moyens modernes de communication, et non pas aux moyens eux-mêmes. Ceci est explicite quand Janin présente le film français à la fois comme "l'agent de résistance à la pénétration chez nous du film américain"<sup>159</sup> et comme "l'antidote du film américain"<sup>160</sup> et que Desbiens affirme qu'

Un moyen très simple, à la portée de tous, d'écarter le danger [de l'américanisation], est sans doute de fermer nos radios. Mais, cela ne résoudrait pas le problème. Il est puéril d'envisager seulement la disparition de la vie moderne d'une invention merveilleuse, appelée à jouer dans l'existence humaine un rôle de plus en plus important<sup>161</sup>.

C'est donc un discours qui manifeste un accueil favorable aux moyens de communication de masse et qui traduit, du même coup, une ouverture

---

157. *Ibid.*, p. 148.

158. Albin Janin, "Notre américanisation par le cinéma", *R.D.*, février 1936, tome 1, p. 69.

159. *Ibid.*, p. 76.

160. *Ibid.*, p. 85.

161. Lucien Desbiens, *op. cit.*, p. 148.

d'esprit propice, sinon un désir, envers la modernisation de la société canadienne-française.

La question sportive fait aussi l'objet de l'analyse de la revue sur certains produits de la civilisation américaine. Le Père Forest, o.p., qui traite de ce sujet, écrit:

Les Américains, ont fait, en ces dernières années un généreux et intelligent effort pour assurer la formation physique des jeunes générations. Education physique à l'école, aménagement de terrains de jeux, de piscines, de gymnases: autant d'initiatives que nous aurions intérêt à leur emprunter<sup>162</sup>.

Dans son article, Forest se fait le propagandiste du développement de l'éducation physique dans les maisons d'enseignement du Québec, à tous les niveaux. De plus, Forest déplore que les efforts en ce sens soient encore trop limités, isolés, dispensés sans aucun plan d'ensemble. Il dénonce le retard qu'occupe le Québec à ce chapitre: "Nous ne croyons pas exagérer en disant que nous sommes cinquante ans en arrière de nos voisins."<sup>163</sup>

Toutefois, le mal, d'indiquer Forest, c'est que les Canadiens français ont emprunté ce qui était le moins utile et le plus dangereux pour leur "mentalité française". Comme chez les Américains, le sport commercialisé occupe trop de place dans leur pensée et leur vie. Sans condamner le sport professionnel, car aux yeux de Forest, il demeure une façon honnête de gagner sa vie, ce dernier reproche la vague ridicule et malsaine qui

162. M.C. Forest, o.p., "Notre américanisation par les sports", R.D., juin 1936, p. 362.

163. Ibid., p. 363.

l'entoure. C'est provoquer, surtout chez la jeunesse, le renversement des valeurs et porter atteinte à l'utilité première du sport. Ainsi, alors que certains professionnels connaissent une célébrité plus grande que les hommes politiques et cléricaux, on constate que le sport a perdu son sens éducationnel et récréatif pour devenir un spectacle, une entreprise financière, ne visant qu'à former des champions. En conséquence, de conclure Forest,

En négligeant de développer au même degré les activités morales, esthétiques et religieuses de la jeunesse, on l'oriente vers une conception matérialiste de la vie. On risque en plus d'aboutir à une sorte de culte païen du corps<sup>164</sup>.

Affirmer la domination du corps sur l'âme, c'est donc aller à l'encontre de la morale et ainsi inciter à des abus. Pour Forest, un des abus les plus importants qui viennent des Etats-Unis c'est le sport féminin. Etablissant comme nécessité une éducation physique appropriée pour les femmes, Forest considère comme abus le désir de celles qui veulent s'entraîner à des jeux qui ne conviennent qu'aux hommes: tels la lutte, la boxe, le base-ball et le hockey<sup>165</sup>.

Les femmes reçoivent une attention particulière au cours de cette enquête grâce à l'analyse d'Ernestine Pineault-Léveillée<sup>166</sup>. Son texte est un des plus denses et sûrement un des plus durs. Les femmes y sont présentées comme un des plus importants agents d'américanisation. On

---

164. Ibid., p. 359-350.

165. Ibid., p. 361.

166. Ernestine Pineault-Léveillée, "Notre américanisation par la femme", R.D., octobre 1936, tome II, p. 127-149.

dépeint le portrait de "l'américanisée américanisante"<sup>167</sup>. L'auteur fixe sans véritable explication à environ 25 ans la coupure entre le passé et le présent. Depuis lors, la femme a cessé d'être la gardienne naturelle des traditions, de la morale et de la foi de "nos pères"<sup>168</sup>; elle ne garde plus jalousement le foyer et ne veille plus à la conservation des mœurs familiales. Plutôt elle véhicule une conception matérielle du bonheur. Elle a adopté une vision moderne d'elle-même, qui origine du contact avec le magazine et le cinéma qui, ensemble, opposent l'amour ancien à l'amour moderne, la façon ancienne à la façon moderne de proposer et d'accepter le mariage, qui insulte la dignité de la femme, de la mère ou de l'épouse légitime, qui ridiculisent l'amour honnête et qui persiflent finalement l'austère canon des mœurs qui gardait autrefois la société honnête et sauvegardait l'unité de la famille<sup>169</sup>. En s'américanisant, la femme canadienne a perdu la notion des valeurs. Moralement, elle a appris de l'américaine matérialiste à mettre son corps au-dessus de son âme et à s'adonner à la pratique immodérée du sport au détriment de son intelligence. Sur ce point, Ernestine Pineault-Léveillé ajoute:

Avoir un bon teint, une jolie taille, un corps harmonieux et souple, voilà certes une ambition légitime; mais donner à son corps tous ses soins, c'est en faire un animal d'exposition; considérer son corps comme but ultime de sa vie, c'est se tromper sur son essence<sup>170</sup>.

167. Ibid., p. 147.

168. Ibid., p. 132.

169. Ibid., p. 138-139.

170. Ibid., p. 140.

Enfin, dans son habillement, dans ses manières et dans la décoration intérieure de sa maison, la femme canadienne américanisée loge à l'enseigne de la standardisation<sup>171</sup>. Pour Mme Pineault-Léveillé, l'américanisation de la femme est à un point tel qu'elle n'oppose plus guère de résistance contre l'américanisme. Au contraire, elle en favorise l'infiltration et la diffusion à l'intérieur de la société canadienne-française. De cette façon, c'est toute la société qui est menacée, car la femme étant,

le pilier central sur lequel reposent les sociétés domestique et civile, tout ce qui la déséquilibre, ébranle et fait s'écrouler les bases qu'elle supporte<sup>172</sup>.

Ainsi, par son américanisation, la femme menace la stabilité de la famille. Autrefois, la femme, en plus de transmettre la vie, veillait à la conservation des mœurs familiales. Aujourd'hui, en voulant élargir sa vie et son idéal, c'est toute l'ancienne atmosphère familiale qui en est affectée. Maintenant, "chacun vit à l'américaine, c'est-à-dire pour soi et au dehors. On vient à la maison comme au club, pour manger, dormir, prendre les dernières nouvelles"<sup>173</sup>. Plus grave encore, la tendance se généralise à considérer l'enfant comme une gêne et un embargo aux plaisirs<sup>174</sup>. Enfin, la femme américanisée entraînera son mari à vivre

---

171. Ibid., p. 141.

172. Ibid., p. 132.

173. Ibid., p. 144.

174. Ibid., p. 145.

une vie artificielle et agitée. Elle poussera son mari à s'enrichir coûte que coûte pour se procurer le luxe et tous les plaisirs passagers<sup>175</sup>.

Tout au long de ce texte, la femme siège au banc des accusés. Pour Mme Pineault-Léveillé, la femme devient la coupable de l'américanisation de la société canadienne. Elle constitue le cœur même de l'américanisation du Canada français par l'intérieur. Plus encore, la femme canadienne américanisée constitue la source même de la transformation de la société traditionnelle. Pour la seule collaboratrice à l'enquête, le Canada français est à une heure de décision. "Le moment est venu de choisir entre les deux avenues ouvertes devant nous: le matérialisme et le renouveau spirituel"<sup>176</sup>. Ce choix, il est important que la population le fasse. Mais, c'est à l'élite d'intervenir: "Aux intellectuels surtout, il appartient d'agir"<sup>177</sup>. On retrouve encore la conception élitiste d'une société où toute évolution relève d'un choix de l'élite. Mais, en plus, un appel est lancé aux intellectuels afin qu'ils redéfinissent les conditions de la survivance canadienne-française en Amérique du Nord.

Enfin, comme dernier point étudié dans l'analyse de l'américanisation du Canada français, Damien Jasmin, avocat et professeur de philosophie, traite de "L'américanisation dans nos pratiques financières". Globalement, ce texte véhicule la même attitude traditionnelle de méfiance et de prudence

---

175. Loc. cit.

176. Ibid., p. 148.

177. Loc. cit.

à l'égard d'un système financier qui apparaît étranger et dangereux pour les Canadiens français. La première trace d'américanisation se manifeste dans le système monétaire canadien; notre monnaie est semblable à la monnaie américaine, tant dans sa forme que sa dénomination, et la Banque du Canada suit toujours de près la Federal Reserve Bank dans les fluctuations du dollar<sup>178</sup>. Outre le système monétaire, c'est aussi la mentalité canadienne-française qui est affectée. De plus en plus, les Canadiens français imitent les coutumes financières américaines en acceptant la constitution et la propagation d'entreprises foncièrement malhonnêtes. De plus, l'auteur s'en prend à la nouvelle mentalité de l'enrichissement rapide, surtout chez les masses, par l'entremise de la spéculation boursière<sup>179</sup>. A cause de la bourse, l'auteur compare le Canada et les Etats-Unis à deux immenses maisons de jeux<sup>180</sup>. Ensuite, Jasmin dénonce la nouvelle attirance envers le crédit. A l'exemple des fermiers américains de l'ouest, "les nôtres" se sont couverts de dettes pour s'outiller et se livrer aux jouissances du confort moderne<sup>181</sup>. On retrouve encore la formulation d'une critique qui est dominante chez les répondants de l'enquête: l'imitation par les Canadiens français des habitudes américaines les plus néfastes. Enfin, comme dernière conséquence sur la mentalité canadienne-française, l'auteur conclut à l'abandon progressif de la "privation", caractéristique de "nos ancêtres", pour faire place plutôt au

178. Damien Jasmin, "L'américanisation et nos pratiques financières", op. cit., p. 188.

179. Ibid., p. 198.

180. Ibid., p. 195.

181. Ibid., p. 199.

désir de jouir, avec empressement, des nouvelles inventions qui apparaissent dans le commerce<sup>182</sup>.

En définitive, ce que constate Jasmin, c'est que le Canadien français a rompu, dans ses pratiques financières, avec la prudence et les traditions d'honneur et de probité qui étaient le propre de ses "prédécesseurs". De même, ce n'est pas seulement avec ses us et coutumes qu'il a rompu, mais, peut-être davantage, avec une morale toute chrétienne.

Au terme de l'analyse de l'enquête de la Revue Dominicaine sur l'américanisation du Canada français, le bilan final se présente ainsi. D'abord, par une série de constatations, la revue cherche à prouver que l'américanisation du Canada français est un fait qu'on ne peut plus nier. Toutefois, c'est un phénomène qu'elle circonscrit au niveau des milieux urbains. Pour elle, le milieu rural est très peu atteint et présente encore, de façon dominante, les traces d'une culture catholique et française. De plus, l'enquête de la revue tend à démontrer que l'américanisation n'est pas l'apanage d'une seule classe sociale, mais bien de toutes les couches de la société. L'américanisation semble toutefois affecter avec plus de gravité, aux yeux de la revue, les masses populaires, la jeunesse et les femmes. Enfin, l'américanisation est le résultat d'une influence indirecte. Ainsi, par esprit d'imitation, le Canadien français adopte une manière de vivre qui est de plus en plus calquée sur celle de son voisin du sud. Comme nous l'avons constaté dans les pages précédentes, la revue adopte une position nuancée sur la civilisation américaine. Civilisation d'essence matérialiste où le bon goût est

---

182. Ibid., p. 200.

supprimé au profit de la valorisation de l'artificiel et de l'amateurisme, où la standardisation détruit la personnalité et où, enfin, l'immoralité trouve droit de cité, la revue reconnaît, malgré tout, que les Canadiens français auraient intérêt à prendre de l'exemple et des produits américains. Chaque consultant à l'enquête, d'ailleurs, élabore sur les aspects positifs de la civilisation américaine. Cependant, la première grande conclusion que tire la revue c'est que le Canadien français emprunte, et souvent de façon inconsciente, les moeurs les moins recommandables de la civilisation américaine. Cette idée revient comme un véritable leitmotiv tout au cours de l'enquête. Le directeur de la revue résume bien cette idée quand il écrit

Ce résidu de civilisation anglosaxonne jeté dans une immense éprouvette a donc produit une civilisation à part éblouissante par certains côtés. Mais le déchet est immense et nous cueillons le déchet<sup>183</sup>.

En récupérant le déchet américain, le Canadien français provoque donc lui-même sa propre américanisation. Celle-ci se traduit, non seulement par l'affaiblissement de sa propre culture et par l'abandon graduel de ses us et coutumes, mais également par la transformation en profondeur de sa mentalité. Ainsi, c'est son esprit humaniste qui s'atténue pour être remplacé par une pensée matérialiste; c'est l'adoption d'une morale qui est incompatible avec les origines et l'histoire canadiennes-françaises, c'est-à-dire incompatible avec l'esprit latin et l'âme catholique. En définitive, plus que jamais, le Canada français est en proie à une "annexion morale"<sup>184</sup> avec les Etats-Unis. C'est l'avertissement que la

183. M.A. Lamarche, o.p., "Notre américanisation, aperçu complémentaire et mot de la fin, op. cit., p. 253.

184. M.A. Lamarche, o.p., "Notre américanisation", op. cit., p. 4.

revue lance avec son enquête sur l'américanisation au milieu de la décennie 1930-1940.

Par contre, poser l'américanisation en termes culturels c'était, pour la revue, faire ressortir le thème de l'appartenance du Canada français à l'Amérique du Nord. C'était, en d'autres termes, intervenir dans un des débats les plus passionnés de l'époque: celui de la survivance nationale.

A ce chapitre, le but de l'enquête de 1936 est très clair. La revue veut susciter chez les élites, surtout intellectuelles, le désir de résistance à l'américanisation. Mais, contrairement au discours de certains clercs et nationalistes, c'est vers l'intérieur plus que vers l'extérieur que la revue cherche à orienter l'action.

Si on se déplace au niveau de l'ensemble de la période ici étudiée, on s'aperçoit que le discours de la Revue Dominicaine, de 1931 à 1936, est d'abord un discours religieux sur un monde en voie de s'effondrer et dans lequel la morale et son caractère catholiques tendent de plus en plus à régresser. Mais, il est aussi un discours en évolution. Au milieu de la décennie 1930-1940, la revue formule manifestement un discours religieux sur un monde en voie de s'acculturer. Dans cette perspective, le discours de la revue est donc le reflet des préoccupations d'un groupe d'intellectuels catholiques urbains qui s'interrogent sur l'avenir national du Canada français.

De toute évidence, le discours de la Revue Dominicaine, surtout après 1934, s'inscrit en réaction à une perception clérico-nationaliste intransigeante de la crise. La revue se refuse à limiter à des facteurs extérieurs les menaces à la société canadienne-française. Pour le groupe

de la Revue Dominicaine, les menaces viennent également de l'intérieur du Canada français. Au lieu d'orienter son discours vers la résistance aux changements, la revue le tourne plutôt vers la reconnaissance d'une société en transformation. Sous l'effet de pressions extérieures et intérieures, la société canadienne-française se modernise. Pour la revue, le processus est déjà engagé et il serait vain de chercher à l'arrêter. Dans un tel contexte, la revue pose la question: comment concilier la modernisation de la société canadienne-française avec la préservation de l'identité nationale? Le Québec est à l'heure d'un choix. Or, pour la revue, la solution ne réside pas dans l'idéalisation d'un passé sécurisant mais dans l'élaboration d'une nouvelle chrétienté à venir.

### CHAPITRE III

#### Propositions pour un nouvel ordre chrétien

"Catholiques d'aujourd'hui, travaillons à restaurer un ordre social chrétien, une nouvelle chrétienté"<sup>1</sup>.

Devant la société québécoise qu'elle juge en dégénérescence, la Revue Dominicaine refuse de rester passive et de se limiter à en dénoncer l'état. Elle réagit plutôt en opposant une solution de redressement qui vise à sa régénération globale. Le raisonnement qui sous-tend le discours de la revue peut se résumer ainsi: la restauration de la société québécoise passe par la régénération de son idéal lequel doit tendre à l'avènement d'une nouvelle chrétienté. Si, dans son essence, le projet de réfection sociale de la Revue Dominicaine demeure utopique, il dépasse néanmoins le stade de la conception abstraite d'un monde à venir. Pour la revue, il se pose avant tout comme un remède aux crises que vit alors la société québécoise: celles de la dépression économique et de la menace à sa survivance culturelle en Amérique du Nord. A partir du milieu de la décennie, on assiste à une véritable polarisation du discours de la revue autour de ce projet, ce qui va durer jusqu'en 1940 inclusivement. Mais comme ce fut le cas pour l'évaluation de la crise, les remèdes proposés amèneront la revue à s'inscrire en désaccord avec la perception plus conservatrice et plus traditionnelle d'une aile intellectuelle cléricale et laïque du Québec. Le différend s'établit surtout au niveau des moyens

---

1. Benoit Mailloux, o.p., "Saint Thomas et les Juifs", R.D., septembre 1935, tome II, p. 142.

à mettre en oeuvre pour assurer la survivance française en Amérique du Nord. Au lieu d'opter pour la formule du repli sur soi et de l'isolement, la Revue Dominicaine opte pour une réconciliation avec le monde moderne.

### 1. Pour une solution intégralement chrétienne

Le premier article faisant état d'un projet de restauration sociale remonte à 1935<sup>2</sup>. Restant au stade de la conception théorique, l'auteur s'attache à exposer les principes dominants du projet social privilégié de même que les sources d'inspiration idéologique de ce dernier. Dès ce moment, les positions de la revue se dessinent clairement. Pour cette dernière, la restauration de la société québécoise repose sur l'élaboration d'un nouvel idéal collectif. Or, rejetant les modèles capitaliste, communiste et fasciste, la revue opte pour le modèle intégralement chrétien, le seul, en fait, qui puisse offrir vraiment l'idéal d'une nouvelle chrétienté. Il est certain que dans une telle perspective, la revue suivra de près l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise et plus particulièrement celui de Quadragesimo Anno. Toutefois, une des principales originalités du projet de la Revue Dominicaine est de faire appel à une source d'inspiration puisée directement dans certains milieux intellectuels catholiques français et plus spécifiquement dans la pensée socio-politique de Jacques Maritain. A ce moment, la France catholique assiste au sein de la nouvelle génération à un renouveau intellectuel d'importance que traduit l'apparition de cercles d'études, de groupes de recherches et de

---

2. Ibid.

revues telles que Revue du siècle, l'Ordre nouveau, Esprit, ou Sept, et la montée de nouvelles personnalités marquantes comme Mounier, Daniel-Rops, Berdiaeff, Marcel, Aron, et plusieurs autres. Devant ce qu'ils ont appelé "le désordre établi" des années 1930, et en partie contre la conception marxiste de la révolution, toutes et tous élaborent leur théorie de la "révolution spirituelle"<sup>3</sup>. A ce chapitre, Jacques Maritain occupe une place toute particulière. Philosophe français et principal porte-parole du néo-thomisme, Jacques Maritain est celui qui, de tous les intellectuels catholiques français dès années 1930, expose avec le plus d'intensité l'idéal d'une nouvelle chrétienté comme solution à la crise du monde contemporain. L'influence qu'il a eue sur les milieux intellectuels canadiens-français est encore très peu connue. Toutefois, il est fort probable que les Dominicains du Québec ont joué un rôle important tant au niveau de l'importation qu'à celui de la diffusion de ses écrits et de sa pensée dans les milieux intellectuels québécois. Chose certaine, en tout cas, les Dominicains furent parmi les premiers à réagir favorablement au projet social de Maritain et à y voir une solution aux problèmes de la société canadienne-française.

L'emprunt de la Revue Dominicaine au projet de Maritain est considérable mais non intégral. La revue refuse d'en faire une transposition pure et simple. Elle procède plutôt à une adaptation du projet de Maritain en fonction des particularités du milieu canadien. Elle applique pour elle-même la formule "d'imiter tout en adaptant" qu'elle fera valoir tout au cours de la seconde moitié de la décennie 1930-1940. Quant au projet

---

3. J.L. Loubet del Bayle, Les non-conformistes des années 30, Ed. du Seuil, Paris, 1969, p. 276.

lui-même, la revue en assure l'orthodoxie de la façon suivante:

En face de la situation sociale moderne il /Saint Thomas/ aurait été tenté lui-même de préciser "l'idéal historique d'une nouvelle chrétienté". Il le ferait sans doute avec plus d'ampleur que M. Maritain; mais je crois qu'il ne désapprouverait pas l'essai de son brillant disciple<sup>4</sup>.

La première caractéristique majeure du texte de 1935 situe le projet de nouvelle chrétienté de la revue dans le temporel. Ainsi la revue rejetait du même coup le modèle médiéval de chrétienté qui tend à se situer dans le spirituel, c'est-à-dire appliquer une conception sacrale du temporel. Le Père Mailloux écrit à cet effet:

La chrétienté médiévale est chose du passé, il ne faut pas chercher à la faire revivre dans toutes ses particularités<sup>5</sup>.

La revue distingue continuellement le temporel du spirituel, le profane du religieux. En procédant de la sorte, la revue refuse également de reprendre la formule médiévale qui veut que le lien social réside dans l'unité de la foi et de la religion. A la place, elle établit le lien social sur la finalité première du nouveau régime temporel chrétien, soit le bien commun:

les fidèles et infidèles, les chrétiens et les non-chrétiens, citoyen de la même cité terrestre, peuvent et doivent collaborer au même bien commun temporel<sup>6</sup>.

4. Benoît Mailloux, o.p., "Saint Thomas et les Juifs", *op. cit.*, p. 142-143. Jacques Maritain expose en détail son projet "d'idéal d'une nouvelle chrétienté" dans son ouvrage Humanisme Intégral, Ed. Montaigne, Paris, 1936, 334 p.

5. Ibid., p. 142.

6. Ibid., p. 143.

Ainsi, le principe dynamique de la vie commune n'est plus l'idée médiévale d'un empire de Dieu à édifier ici-bas, ou le mythe de la classe, de la race, de la nation ou de l'Etat, mais plutôt de réaliser un régime temporel chrétien conforme à la dignité de la personne humaine et de sa vocation spirituelle. En procédant de la sorte, la Revue Dominicaine convient donc du pluralisme religieux, c'est-à-dire de l'existence d'une manière d'adorer, de concevoir le sens de la vie et des manières de se comporter qui s'écartent de celles de la foi chrétienne à l'intérieur d'une nouvelle chrétienté et établit par le fait même que sa structure organique repose sur une diversité de groupements. La revue fait donc sienne l'idée de Maritain qu'une cité chrétienne, dans les conditions des temps modernes, ne saurait être qu'une cité chrétienne au dedans de laquelle les infidèles vivent comme les fidèles et participent à un même bien commun temporel<sup>7</sup>.

Cependant, si cette nouvelle chrétienté peut accueillir en son sein des non-chrétiens, elle doit tendre à conserver son caractère de façon dominante: "l'ordre social doit être dirigé vers un pôle positivement et intégralement chrétien"<sup>8</sup>. En d'autres termes, si la finalité première de l'ordre nouveau est humaine et temporelle, ce dernier demeure néanmoins dominé par une dimension spirituelle, c'est-à-dire par l'idéal chrétien.

Devant une telle nécessité, la revue en appelle en retour à la participation des catholiques à la vie politique car il est essentiel que les

---

7. John Dunaway, Jacques Maritain, G.K. Hall & Co., Boston, 1978, p. 72.

8. Benoit Mailloux, o.p., "Saint Thomas et les Juifs", op. cit., p. 142.

"chefs d'un groupement" connaissent avec netteté et précision le but à poursuivre pour orienter efficacement les énergies de tous les membres. Sinon, c'est la réalisation même du projet qui est en cause:

Comment assurer pratiquement le triomphe de l'ordre social catholique sans l'influence prépondérante et décisive d'hommes publics connaissant bien l'idée chrétienne et ses ramifications dans toutes les sphères de la société<sup>9</sup>.

Ceci sous-entend donc que ceux qui se retrouvent à la tête du corps politique sont catholiques et que l'Etat, de ce fait, ne peut être neutre ou athée. Il doit plutôt reconnaître l'existence de Dieu et il doit être chrétiennement inspiré. La revue refuse la "position libérale des sociétés modernes" qui vont jusqu'à accepter la participation des Juifs au gouvernement de la société<sup>10</sup>. Elle en exclut également les protestants. Sur cette question, la revue fait preuve d'intransigeance. Mailloux va jusqu'à avancer qu'il faut écarter tous les non-catholiques qui risquent de compromettre l'orientation des activités sociales vers le pôle intégralement chrétien de l'administration publique<sup>11</sup>.

Quant à l'Etat dans cette nouvelle chrétienté, la revue fait sienne la conception de Maritain et limite son intervention à un rôle d'assistance, d'aide et d'appui majeur à l'Eglise<sup>12</sup>.

---

9. Ibid., p. 145.

10. Ibid., p. 143.

11. Ibid., p. 145.

12. Henry Bars, La politique selon Jacques Maritain, Ed. ouvrières, Paris, 1969, p. 213.

Enfin, comme dernier point majeur du texte de 1935, la revue inclut à son projet de nouvelle chrétienté toute la dimension de la question nationale: "une nouvelle chrétienté n'exclurait pas un bon nationalisme"<sup>13</sup>. Mais ce qui préoccupe la revue à ce moment, c'est le type de relation qui doit s'établir "dans un pays chrétien où se trouvent diverses nationalités"<sup>14</sup>. Or, pour la revue, la coexistence n'est possible que dans la mesure où elle réside dans le respect mutuel des nationalités et à la condition que "chaque groupe n'ait pas la prétention d'identifier ses particularités nationales avec le bien commun intégral"<sup>15</sup>. En d'autres termes, les principes qui doivent dominer les relations entre les diverses nationalités sont la reconnaissance d'un statut d'égalité entre chacune d'entre elles et la poursuite d'un objectif commun, soit l'édification d'un nouvel ordre social:

Les groupements nationaux doivent même n'être pas des rivaux, mais des collaborateurs au service du bien humain total qui renferme éminemment toutes les valeurs nationales. Et par le bien humain nous rejoindrons l'ordre social chrétien<sup>16</sup>.

Ici également, la revue réserve à l'Etat le rôle de gardien du bien commun en stipulant qu'il est de son "devoir" de grouper, de coordonner et d'orienter les diverses forces nationales vers le but supérieur d'un

13. Benoît Mailloux, o.p., "Saint Thomas et les Juifs", op. cit., p. 146.

14. Loc. cit.

15. Loc. cit.

16. Loc. cit.

nouvel ordre social sans pour autant contraindre l'une ou l'autre des nationalités à subir, sans raison, l'épreuve d'une "puissante politique d'assimilation"<sup>17</sup>.

Tel que définit ici, le projet de nouvelle chrétienté de la Revue Dominicaine se veut donc global parce qu'il vise à une intervention tant dans l'ordre social que dans l'ordre culturel de la société.

C'est à partir de ces quelques concepts théoriques que la revue va s'attarder, au cours des 5 dernières années de la décennie, à définir ce qui lui apparaît être une solution aux crises du Québec contemporain, c'est-à-dire un nouvel ordre social chrétien ainsi qu'un nouvel ordre culturel.

## 2. L'ordre social chrétien

Avant d'indiquer les principes sur lesquels elle fonde son nouvel ordre social, précisons que la revue refuse de décrire en détail ce que pourrait être une société idéale telle que définie par l'Eglise et où cette dernière serait directement active. Elle se contente plutôt d'en dévoiler les cadres généraux et d'en déterminer les fins. Rappelons que, pour la revue, toute organisation de la société ne peut se concevoir et se comprendre qu'en termes d'ordre c'est-à-dire en termes d'une "harmonieuse disposition d'objets sous l'influence d'un principe d'unité"<sup>18</sup>.

---

17. Loc. cit.

18. Georges-Henri Lévesque, o.p., "Primauté du consommateur", R.D., février 1936, tome 1, p. 65.

Cela signifie, pour la revue, que tout ordre social est d'abord hiérarchisé et que ses divers éléments, tous subordonnés à sa finalité unique qui est le bien commun, doivent viser à collaborer entre eux au lieu de s'affronter.

Lorsque la revue définit ce que doit être l'"ordre économique idéal", celui-ci est soumis au même principe que nous venons d'indiquer. Ainsi, la finalité de l'activité économique devient la prospérité matérielle de la société mais orientée vers le consommateur<sup>19</sup>. Pour la revue, le bien-être du consommateur constitue à la fois la raison première et dernière d'un nouvel ordre économique. Le consommateur est "le personnage principal, le véritable seigneur de l'ordre économique"<sup>20</sup>, car c'est seulement en travaillant pour le consommateur qu'on réussit du même coup à travailler pour le bien commun. Et l'auteur d'ajouter:

Le consommateur d'abord! Tel doit donc être  
le grand mot d'ordre de toute politique écono-  
mique vraiment sociale et humaine<sup>21</sup>.

Toujours au plan de la conception théorique, la revue résume l'ordre économique idéal à un modèle ternaire dans lequel se regroupent le consommateur, l'entrepreneur et le financier, et enfin, l'Etat, et où chacun est soumis à un rôle social bien déterminé.

Le consommateur est celui à qui il revient, de droit, d'être servi le premier. Par contre, ce dernier est redevable envers la société et envers lui-même de certains devoirs comme celui de faire des épargnes, d'éviter

---

19. Loc. cit.

20. Ibid., p. 66.

21. Loc. cit.

le gaspillage, de vivre, en définitive, conformément aux règles de la modération chrétienne. Enfin, il lui incombe

de se protéger lui-même en ayant assez de bon sens et de conscience pour n'élire [...] que des hommes capables de sauvegarder ses intérêts, pour confier l'autorité publique à des gouvernants qui, loin de se laisser dominer par les maîtres de la finance et de l'industrie les obligeront plutôt à servir la société en toute justice et charité<sup>22</sup>.

Quant aux deux autres groupes, leur rôle social se résume essentiellement à être les serviteurs du consommateur. Certes, les industriels, les commerçants et les financiers sont avant tout les principaux agents de la prospérité matérielle de la communauté et à ce titre, pour la revue, ils méritent la reconnaissance des consommateurs de même que l'encouragement et la protection des gouvernements. Cependant, rien ne saurait leur conférer le privilège de se rendre maîtres de la vie économique et de la détourner vers leur profit personnel, en offrant des salaires ridicules en échange du travail ou en exigeant des consommateurs des prix exagérés pour leur marchandise. C'est ici que l'Etat doit intervenir: si ces hommes tentent d'assujettir l'autorité publique afin de faire gouverner le pays en fonction de leurs intérêts privés, il est du devoir de l'Etat de les arrêter et de les "dominer" parce qu'il

lui appartient en propre de les gouverner, de les surveiller, de les stimuler, de les diriger afin qu'ils remplissent bien le rôle social qui leur incombe<sup>23</sup>.

22. Ibid., p. 68.

23. Ibid., p. 67.

En définitive donc, le rôle premier de l'Etat c'est d'être le gardien du bien commun. Mais au-delà de cela, la Revue Dominicaine reconnaît à l'Etat un rôle important d'intervention dans l'économie. Ainsi, il doit prendre les mesures nécessaires pour que les divers agents économiques assurent l'approvisionnement en biens matériels de qualité pour les besoins présents et futurs, intérieurs et extérieurs de la consommation, et ce à des prix raisonnables. Il doit également réglementer l'activité économique afin de s'assurer qu'il n'y a pas surproduction — d'où crise économique — ou pénurie — d'où disette<sup>24</sup>.

Ensuite, il lui revient la tâche de veiller à maintenir le pouvoir d'achat du consommateur. L'Etat devra veiller à ce que les salaires soient maintenus à un niveau élevé et que les impôts et charges financières soient diminués au moyen de crédit à bon marché, moratoire ou concordat<sup>25</sup>. Enfin, il lui incombe comme dernière responsabilité "d'aménager l'organisation économique-sociale pour que tous les consommateurs puissent travailler"<sup>26</sup>, c'est-à-dire qu'il doit lutter contre le chômage.

Si la Revue Dominicaine reconnaît à l'Etat un rôle d'intervention dans l'économie, elle demeure cependant beaucoup plus vague quand vient le temps de définir l'importance du champ d'application à lui donner.

Jusqu'alors les institutions politiques ont oscillé entre deux pôles économiques, le libéralisme et le communisme, qui, pour la revue, ne

---

24. Loc. cit.

25. Ibid., p. 68.

26. Loc. cit.

présentent aucune solution valable au rajustement entre le capital et le travail qui lui apparaît de plus en plus nécessaire. En fait, dans cette perspective, la revue rejette dans sa forme intégrale l'alternative libéralisme/communisme. Le libéralisme ne peut être acceptable parce que l'Etat ne met aucun frein aux appétits du capital, et, dans le cas contraire, si l'Etat s'avise de contrôler la libre concurrence, il tombe dans la dictature. S'il pousse son intervention jusqu'au point de s'emparer de l'argent, de l'industrie et des ressources naturelles, il verse dans un communisme théorique et donne le coup de mort aux initiatives privées qui demeurent, pour la revue, une des "conditions indispensables du progrès humain"<sup>27</sup>.

Devant l'irrecevabilité du libéralisme et du communisme, la revue essaie de se situer ailleurs et de promouvoir une troisième voie. Perplexe, hésitante à faire un choix, la revue rappelle d'abord que

l'idéal consiste dans l'initiative privée poursuivant sa marche sous l'oeil vigilant de l'Etat qui a le devoir de l'encourager, de la canaliser, de la contrôler, de la supprimer selon les circonstances, mais toujours en vue du bien commun de la collectivité<sup>28</sup>.

Dans une telle perspective, un "étatisme partiel" apparaît acceptable et même légitime aux yeux de la revue, tant que son contrôle se limite aux domaines de l'activité économique qui relèvent des travaux et des services d'utilité publique. Ainsi, le contrôle de l'Etat sur la voirie

---

27. A. Saint-Pierre, o.p., "Les deux pôles de l'économie", R.D., février 1937, tome 1, p. 92.

28 Ibid., p. 91.

et la régie des alcools "reste quand même une mesure bienfaisante"<sup>29</sup>.

Or, quand vient le temps de faire un choix, le seul modèle cohérent et concret qui s'offre à elle est le corporatisme. Toutefois, au début de 1937, la revue exprime cette réserve: "En supposant que la corporation s'interpose entre l'Etat et le peuple, tout danger n'est pas écarté"<sup>30</sup>. La revue implique qu'il existe toujours le risque que l'Etat domine la corporation et de là qu'apparaisse la dictature, ou au contraire, que la corporation domine l'Etat au détriment du bien commun de la collectivité. Faisant allusion au corporatisme d'Etat italien, la revue tient à rappeler que l'ordre social ne peut être que chrétien et que le corporatisme ne sera vraiment une solution au désordre contemporain que s'il est au préalable soumis au principe de la charité chrétienne, comme le laisse entendre le passage suivant

Vanité ou danger des théories économiques, l'on pataugera et l'on ergotera aussi longtemps qu'on n'aura pas fait prendre conscience à l'homme qu'il est naturellement et devrait être surnaturellement le frère de son semblable<sup>31</sup>.

Il faut attendre les Journées d'Etudes Sociales du clergé pour que la revue prône définitivement le corporatisme comme instrument privilégié de la restauration sociale. Ainsi, le Père T.M. Landry écrit: "Si le régime corporatif devient plus que jamais nécessaire, c'est pour restaurer l'Ordre Social chez nous comme ailleurs"<sup>32</sup>. Ces journées se sont tenues

---

29. Ibid., p. 92.

30. Loc. cit.

31. Loc. cit.

32. T.M. Landry, o.p., "Après les 'Journées d'Etudes Sociales' pour le clergé", R.D., octobre 1937, tome II, p. 151.

au grand séminaire de Montréal les 30-31 août et 1<sup>er</sup> septembre 1937 et étaient consacrées principalement au corporatisme social tel qu'énoncé dans Quadragesimo Anno. A ce moment, la revue appuie les conclusions des Journées d'Etudes Sociales qui optent pour l'établissement d'un corporatisme social au lieu d'un corporatisme d'Etat. Cependant elle prend soin d'indiquer la nécessité d'élaborer un corporatisme adapté aux conditions locales<sup>33</sup>.

Au chapitre des relations entre le capital et le travail, la pensée de la revue ne cause aucune surprise. Préoccupée à rappeler que l'ordre social ne peut être que chrétien et orienté vers le bien commun, elle minimise du même coup toutes les luttes de classes. Reconnaisant la légitimité du salaire juste et raisonnable aux ouvriers, la revue rejette cependant la grève comme moyen d'action pour que ces derniers obtiennent gain de cause. Pour la revue, la grève ne peut être une solution à la misère des ouvriers parce que celle-ci tient souvent à des conditions qui sont étrangères à l'injustice du patron et parce que, de toute façon, la grève a rarement réussi à améliorer la condition de l'ouvrier<sup>34</sup>. De l'avis de l'auteur, la solution pourrait résider dans l'établissement de fonds de secours en faveur des ouvriers dont les salaires apparaissent insuffisants. Ainsi, une telle mesure s'avérerait un véritable "moyen pacifique" de règlement et beaucoup plus conforme à "l'esprit du christianisme"<sup>35</sup>.

---

33. Ibid., p. 152.

34. A. Saint-Pierre, o.p., "Le problème social. Un élément de solution", R.D., décembre 1938, tome II, p. 239.

35. Ibid., p. 241.

Toutefois la revue ne nie aucunement le droit d'association aux ouvriers. Au contraire, elle l'encourage. Cependant, elle ne saurait permettre aux ouvriers de s'enrôler dans n'importe quel syndicat. Rejetant l'option des syndicats neutres et internationaux, la revue érige en "devoir" l'adhésion des "ouvriers chrétiens" aux syndicats catholiques et nationaux parce que "N'oublions pas aussi, d'indiquer le Père Guy, o.p., que le chrétien comme tel, fait partie du corps social. L'Eglise a besoin du concours de chacun de ses membres et toute défection individuelle est préjudiciable à l'ensemble et par la suite aux autres membres"<sup>36</sup>. La finalité de telles associations ne saurait se limiter à des revendications d'ordre matériel mais elle s'exprime plutôt dans la formule plus large: "la vie éternelle se subordonnant la fin temporelle de l'homme"<sup>37</sup>.

En définitive, le projet d'ordre social de la Revue Dominicaine diffère peu, dans son essence, des projets conçus par d'autres définisseurs de l'époque, notamment de celui de l'Ecole sociale populaire. Intégralement chrétien autant dans ses principes de base que dans ses cadres généraux et ses finalités, le projet d'un nouvel ordre social de la revue est marqué fortement de l'empreinte de la pensée sociale pontificale et plus spécifiquement de celle de Quadragesimo Anno.

Par contre, la caractéristique originale du projet de la revue, qui le distingue des autres projets de la même époque, c'est qu'il est conçu en fonction d'un ordre social d'abord urbain et industriel. L'attention

---

36. Ls.-M. Gay, o.p., "Deux types de syndicats", R.D., décembre 1937, tome II, p. 227.

37. Ibid., p. 226.

première accordée à l'ouvrier, plus l'élaboration du modèle ternaire l'indiquent assez bien. Une telle conclusion vient également du silence de la revue sur la place de l'agriculteur dans son nouvel ordre social. Au cours de la seconde moitié de la décennie, la revue ne consacre qu'un seul article à la situation économique de l'agriculteur<sup>38</sup>. A cette occasion, la revue se contente d'indiquer que le revenu annuel des agriculteurs est inférieur à celui des ouvriers et qu'un réajustement s'impose, sinon c'est la désertion des campagnes vers les villes qui s'accroîtra. Toutefois, la revue elle-même ne propose aucune solution et n'indique en rien à qui revient la responsabilité d'intervenir dans cette situation. Quant à la formule de la colonisation, populaire à l'époque, la revue n'aborde jamais le sujet.

Un tel discours montre bien, à notre avis, la conscientisation de la revue à l'égard des forces modificatrices de la société canadienne-française ainsi qu'une remarquable faculté d'adaptation. Reconnaisant le tournant décisif pris par la société québécoise vers une société urbaine et industrielle, la revue formule donc une solution adaptée à un tel ordre social.

### 3. Un nouvel ordre culturel

A côté d'un nouvel ordre social chrétien, la Revue Dominicaine ajoute à son modèle de nouvelle chrétienté un nouvel ordre culturel correspondant. En élaborant son projet d'ordre culturel, la revue vise, cette fois, à

---

38. A. Saint-Pierre, o.p., "Le cas de l'agriculteur", R.D., octobre 1937, tome II, p. 152-154.

proposer un remède à la crise québécoise de la culture du milieu de la ,  
 décennie. Toutefois, les moyens proposés par la revue permettra de bien  
 voir la distance qui la sépare d'un certain courant nationaliste aux  
 couleurs indépendantistes.

#### A. Pour une rénovation de la culture

Le fait de parler de chrétienté implique qu'il y ait également une  
 civilisation chrétienne. Toutefois, la notion de civilisation à laquelle  
 fait référence la revue ne saurait être synonyme de culture au même sens  
 où Maritain lui-même l'entendait<sup>39</sup>. La revue adopte plutôt la conception  
 du Père Sertillanges qui distingue les deux termes de la façon suivante:

J'appelle civilisation, l'effort d'adaptation de  
 l'homme à son milieu naturel par les conquêtes du  
 savoir et de l'organisation sociale. J'appelle  
 culture un élargissement de la pensée et de la  
 conscience individuelle ou collective<sup>40</sup>.

Dans cette perspective, la civilisation devient un environnement, un  
 climat de vie qui détermine le développement culturel. La culture est  
 perçue comme une résultante de la civilisation. La culture est parce que  
 la civilisation est d'abord. Bien qu'intimement liées, celle-ci se distingue  
 de celle-là comme la cause de l'effet<sup>41</sup>. De même que la philosophie, la  
 science ou l'art, la culture est "le produit d'une civilisation d'abord,  
 d'une race ensuite"<sup>42</sup>.

---

39. Jacques Maritain, Humanisme Intégral, op. cit., p. 102.

40. M.A. Lamarche, o.p., "Notre civilisation", R.D., mars 1936, tome I,  
 p. 159.

41. Loc. cit.

42. M.A. Lamarche, o.p., "Notre civilisation (suite)", R.D., avril 1936,  
 p. 279.

Cette distinction entre les deux termes a une importance significative de deux façons. D'abord, parce que c'est au niveau de la civilisation que la revue situe la lutte pour la survivance, et ensuite, parce qu'elle laisse la liberté nécessaire à la revue de revendiquer pour une culture canadienne-française et plus particulièrement pour l'avènement d'un nouveau type de Canadien français.

Ainsi, le type de civilisation que la revue identifie ne fait pas référence à un modèle historiquement daté ou qui nécessite d'être créé. Elle insiste plutôt sur un type de civilisation qui existe déjà et auquel, à cause de circonstances historiques précises, le Canada français est encore rattaché, soit la civilisation latine de type français.

Indiquant que cette civilisation est née de la fusion de trois "miracles": le miracle grec, le miracle latin, et enfin, le miracle chrétien, la revue tient du même coup à rappeler que cette dernière est, par nature, caractérisée par la "tendance à l'universel"<sup>43</sup>. De ce fait, la civilisation latine est appelée à progresser, à s'épanouir et à s'ouvrir sur l'extérieur; elle ne saurait se contenter d'un espace géographique défini ou de se replier sur elle-même, sur sa communauté. C'est une notion sur laquelle la revue insiste beaucoup.

Lorsque la revue s'interroge sur la vitalité de la civilisation latine de type français de ce côté-ci de l'Atlantique en posant la question "sommes-nous [toujours] français d'esprit et d'âme?" elle tire la conclusion suivante: non, si l'on s'attarde à l'aspect physique; non encore si

43. Ibid., mars 1936, p. 163.

l'on ausculte les goûts, les préférences, certaines attitudes car, à ce niveau, il se produit des changements dus "aux conditions précaires de la vie de l'esprit et à notre double voisinage anglosaxon"<sup>44</sup>, mais

Où, de préciser Lamarche, si l'on parvient enfin aux zones profondes, au degré suprême où civilisation se confond avec caractère ethnique ou sédiments de race; car là se retrouvent avec le sang des origines, les tendances foncières des gallo-romains<sup>45</sup>.

En d'autres termes, nous appartenons toujours à la civilisation latine de type français parce que nous possédons toujours une "mentalité latine" et que les traces de cette mentalité se retrouvent dans deux milieux particuliers du Canada français. D'abord, dans la "campagne canadienne" où se retrouve, outre l'esprit chrétien, celui de la prudence et de bon sens, de probité d'âme et de la finesse typique "de l'esprit marquant des ascendances bretonnes et normandes"<sup>46</sup>. Et ensuite, elle se manifeste chez une certaine élite, c'est-à-dire chez "celle qui intellectuellement produit quelque chose"<sup>47</sup>.

Dans cette perspective, l'objectif que fixe la revue à son nouvel ordre culturel n'est pas la reconquête intégrale de cette civilisation, mais plutôt son rétablissement en tant que caractère dominant de la société canadienne-française. Revivre collectivement selon les signes propres de la civilisation latine de type français, tel est un aspect de l'enjeu final auquel aspire la Revue Dominicaine. Quant à l'autre, il

44. Ibid., avril 1936, p. 224.

45. Loc. cit.

46. Loc. cit.

47. Ibid., p. 225.

est complexe et de là difficile à saisir. Même si on en perçoit les premiers signes dès le milieu de la décennie, il faut néanmoins attendre 1940 avant de retrouver une formulation précise du deuxième objectif de cet ordre culturel. Ainsi, à côté d'un climat imprégné de la mentalité latine de type français, la revue vise à y intégrer l'homme correspondant, une nationalité correspondante, assez forte pour s'imposer à la nationalité anglosaxonne d'égale à égale. En d'autres termes, le deuxième enjeu que poursuit la revue en élaborant un nouvel ordre culturel, c'est la formation d'un nouveau type de Canadien français:

Nous nous imposerons si nous savons adapter le génie français à l'atmosphère de progrès et liberté de la jeune Amérique, si nous savons profiter des leçons que nous apporte sans cesse le contact des civilisations différentes de la nôtre pour former un type d'homme qui ne soit ni Français, ni Anglo-saxon, encore moins américanisé, mais Canadien français<sup>48</sup>.

Or, pour les deux cas, c'est un enjeu qui repose avant tout sur une prise de conscience de la part de chaque Canadien français. "Nous n'avons pas le droit d'être français sans le savoir."<sup>49</sup> Pour la revue, la survivance passe d'abord par une prise de conscience de notre avoir culturel, de ce qui se trouve à la racine de notre être culturel. Cette prise de conscience est essentielle, car c'est elle qui, en retour, oriente l'action à entreprendre. Ainsi:

---

48. T.M. Lamarche, o.p., "M. Montpetit a fait la synthèse", R.D., septembre 1940, tome II, p. 100.

49. Père Pie.-M. Gaudrault, o.p., "Le Congrès de la Langue Française", R.D., mars 1937, tome I, p. 114.

notre immense devoir envers la civilisation ancestrale se résume de la sorte: résistance à l'environnement hostile, aux empiètements locaux, et culture adaptée au sol que nous habitons<sup>50)</sup>.

Dans cette perspective, le premier engagement consiste à protéger la mentalité latine des menaces extérieures. La plus importante, pour la revue, c'est celle de l'américanisation. Rappelons que la revue ne condamne pas la civilisation américaine en bloc. A ce titre, il est intéressant de remarquer que la revue ne nie pas l'existence d'autres civilisations. Toutefois, les jugeant peu compatibles avec le milieu culturel canadien-français, la revue opte, à leur égard, pour une approche sélective: intégration des influences culturelles étrangères, par voie d'assimilation, de celles conciliables avec notre milieu.

Au niveau de l'action intérieure, la revue met en accusation une certaine anglomanie des Canadiens français qui débouche sur des mariages mixtes, entre catholiques et protestants. Certes, la revue n'a pas de solution miracle à fournir, mais elle rappelle néanmoins que la survivance du caractère catholique de la société canadienne-française dépend d'abord des Canadiens français eux-mêmes:

Soyons donc prévoyants sous ce rapport dans toutes nos relations sociales: faisons tout ce qui dépend de nous pour protéger de la sorte la physionomie de notre peuple et l'intégrité de ses croyances<sup>51)</sup>.

Enfin, la revue voit dans un contact soutenu avec la culture française une condition essentielle au maintien de la civilisation et de la culture

50. M.A. Lamarche, o.p., "Notre civilisation (suite)", op. cit., p. 226.

51. Ibid., p. 227.

latines et françaises en Amérique:

Intensifier, pousser à fond la culture française dans le domaine de la science, des arts et des lettres, c'est opérer notre salut propre, tout en contribuant pour une part au maintien de la civilisation latine en Amérique. Multiplier les contacts avec la source originelle, avec les meilleurs représentants de la pensée française, me paraît être, avec le travail, bien entendu, la condition même d'une culture adaptée<sup>52</sup>.

Ce passage n'est pas seulement révélateur de l'intérêt que porte la revue à la France, mais aussi du type de France qu'elle privilégie, soit celle des milieux intellectuels catholiques. En fait, c'est la seule qui trouve un écho dans les pages de la revue. Empruntant souvent aux Dominicains et autres catholiques de la France, la revue va jusqu'à présenter les Gilson, Maritain, Doncoeur, Dieux, Chenu et Ducatillon comme "nos amis modèles"<sup>53</sup>.

Toutefois, si le commerce intellectuel avec la France s'avère un moyen de rénover et de maintenir la mentalité latine en Amérique pour la Revue Dominicaine, il deviendra cependant une source de désaccord entre cette dernière et un autre groupe d'intellectuels canadiens-français qui prétend qu'un tel commerce constitue plutôt un obstacle au progrès économique ainsi qu'une menace pour la moralité et les croyances<sup>54</sup>. Préférant leur laisser le bénéfice de l'anonymat, la revue réfute leur argumentation en précisant que l'objectif visé par tel commerce est de "vivifier méthodes

52. Ibid., p. 229.

53. Ibid., p. 231.

54. Loc. cit.

et connaissance en les appliquant aux choses du pays, à l'environnement géographique et social"<sup>55</sup>, et d'ajouter un peu plus loin: "qu'il faille "sélectionner" sans cesse parmi les hommes, les idées et les livres, c'est le principe évident qui commande tout genre d'importation"<sup>56</sup>.

Cet épisode n'est, en fait, que la manifestation d'un conflit encore plus profond qui s'opère à ce moment entre la revue et un certain courant nationaliste de l'époque et qui se situe tant au niveau de la nature même du nationalisme que dans ses rapports avec la survivance canadienne-française en Amérique.

#### B. Un nationalisme chrétien

Bien que ce ne soit pas la première fois qu'elle s'exprime sur le nationalisme, la revue est néanmoins appelée à préciser sa position lors de l'élaboration de sa nouvelle chrétienté.

La revue ne rejette pas l'idée même du nationalisme. D'ailleurs, on s'en souviendra, elle indiquait dès le début de l'élaboration de son projet social que celui-ci était en faveur d'un "bon nationalisme"; pour que ce dernier soit acceptable, il faut qu'il

soit chrétien, c'est-à-dire respectueux du droit des autres, soucieux d'entretenir les rapports que la justice, la charité et le devoir de fraternelle collaboration imposent aux peuples comme aux individus, et désireux d'aider et de soulager ceux qui souffrent<sup>57</sup>.

55. Loc. cit.

56. Ibid., p. 232.

57. Texte du Comité archiépiscopal de l'Action catholique française, 27 janvier 1933, cité par Criticus, "Les Belles citations", R.D., janvier 1938, tome I, p. 44.

Dans son appréciation du nationalisme, la revue tend à le distinguer du patriotisme qui lui apparaît "la forme vertueuse, rationalisée, épurée et ennoblie du nationalisme"<sup>58</sup>.

Enfin, toujours au chapitre de la conception théorique, la revue tient à préciser les rapports entre le sentiment national et le sentiment religieux de la façon suivante. Bien qu'elle reconnaisse que leurs intérêts respectifs puissent coïncider à l'occasion, elle refuse néanmoins de confondre religion et nationalisme. Sans pour autant les opposer fermement, elle tend plutôt à séparer ces deux sentiments et à les hiérarchiser dans un rapport de "supérieur à inférieur"<sup>59</sup>. Pour la revue, le nationalisme est perfectionné par la religion et il n'a pas le droit "de la dominer ni de s'en servir"<sup>60</sup>.

Quand vient le temps d'exprimer cette pensée nationaliste dans un modèle cohérent, la revue adopte la formule d'Antonio Perreault: "Unité dans la race, union nationale"<sup>61</sup>; le terme "race" fait référence aux Canadiens français, alors que "union nationale" rejoint l'idée de collaboration avec les Anglais à l'intérieur d'un cadre géographique canadien.

58. Georges-Henri Lévesque, o.p., "Nationalisme et religion", R.D., juin 1936, tome 1, p. 346.

59. Ibid., p. 347.

60. Loc. cit.

61. Cette formule est exposée pour la première fois dans les pages de la revue en 1931 par A. Perreault lui-même. Voir R.D., juillet-août 1931, p. 418-427. Le directeur de la revue la reprend à son compte en 1935 dans "Sur la formule d'Antonio Perreault", R.D., mars 1935, tome 1, p. 221-226.

Inspirée par une telle formule, la revue se fait donc le promoteur d'un nationalisme pan-canadien basé sur le respect mutuel des deux "peuples" du Canada

Il n'y a, pour nous Canadiens-français (sic) et Canadiens-anglais (sic), qu'une patrie, le Canada, comme il n'y a, pour les Wallons et pour les Flamands, qu'une patrie, la Belgique. Nous avons donc un amour commun: celui du Canada; un désir identique: celui de sa prospérité. A cette prospérité, tous les intérêts particuliers devront rester subordonnés. Il va de soi que l'amour de notre nationalisme devra s'ajouter à l'amour du Canada, mais il ne devra pas s'en isoler, s'y opposer, encore moins se mesurer à notre aversion pour tout ce qui est anglais<sup>62</sup>.

Toutefois, cette approche n'était pas sans soulever évidemment toute la question de la survivance nationale. Or, à ce chapitre, la Revue Dominicaine diffère de façon significative d'avec son milieu idéologique.

La revue refuse d'endosser totalement l'interprétation de certains milieux nationalistes qui, au cours des années 1930, voient le Québec assiégé par une légion d'ennemis qui, par surcroît, auraient pour objectif de faire disparaître le caractère français et catholique de la province<sup>63</sup>. Elle indique plutôt que les menaces à la survivance proviennent également de l'intérieur de la communauté canadienne-française. Toutefois, pour la revue, au milieu de la décennie, ce n'est plus uniquement un esprit d'imitation qui siége au banc des accusés mais également un certain esprit nationaliste:

62. M.-Ceslas Forest, o.p., "Les dimensions du Scoutisme", R.D., novembre 1938, tome II, p. 182.

63. Richard Jones, "De la terre à l'usine (1876-1939)", dans Histoire du Québec, Ed. Privat, Marseille, 1976, p. 425.

Sans doute, le danger de nous angliciser est plus grand ici qu'ailleurs. Mais il y a un autre danger, un danger opposé, qui n'est pas moindre. C'est celui d'un nationalisme étroit et outrancier<sup>64</sup>.

La philosophie qui domine la pensée nationale de la revue se résume ainsi. La revue croit qu'un peuple doit continuellement chercher à développer sa personnalité dans le sens de ses origines et de ses traditions. Toutefois, ceci ne doit pas devenir réducteur au point de négliger l'apport d'un enrichissement qui peut résulter d'un contact avec d'autres civilisations dont il subit plus ou moins l'influence. Dans cette perspective, toute expression nationaliste d'origine latine qui véhiculerait un sentiment xénophobe ou qui tendrait à replier la communauté sur elle-même en la coupant des contacts extérieurs serait un nationalisme qui, aux yeux de la revue, irait en contradiction même avec la civilisation qu'il cherche à protéger. En d'autres termes, un tel nationalisme devient à toute fin pratique, pour la Revue Dominicaine, un obstacle au maintien de la civilisation de type français en Amérique:

De même qu'il y a un pacifisme ennemi de la paix, il y a un nationalisme ennemi de la nation. Ses adeptes dans la Province, peu nombreux, je l'espère, sont pour la plupart des xénophobes convaincus ou du moins endurcis. Ils forment un petit groupe remuant, tapageur, plus remuant que tapageur, car ils ont "tout le courage de l'anonymat", quand ils veulent déclencher l'offensive contre des professeurs de passage ou résidant parmi nous, qui représentent le progrès optimum des sciences et que les universités d'Europe redemandent à grands cris. Sous l'empire d'un pareil sentiment, ils ambitionnent, après avoir sauvé notre petit peuple du naufrage américain — visée magnifique, celle-là — de le replier sur lui-même dans le domaine culturel, en lui apprenant à se passer dès aujourd'hui de l'aide incomparable des savants et des artistes étrangers. Comme si, ayant repêché un petit poisson égaré en pleine mer, on lui tenait ce langage: Tu ne retourneras plus vers l'océan plein d'embûches, mais

64. M.-Ceslas Forest, op. cit., p. 182.

tu n'iras pas davantage te balader au fleuve qui t'a donné naissance. Nous allons t'enfermer dans un bocal qui aura nom le bocal laurentien... Vous pensez bien qu'en de pareilles conditions, petit poisson ne deviendra jamais grand, même si Dieu lui prête vie.

Est-ce là "l'élargissement de la pensée individuelle et collective"? Est-ce là "l'universalisme du génie latin"?<sup>65</sup>

La référence aux nationalistes indépendantistes du milieu des années 1930 est plus qu'évidente. La revue suggère donc que la survivance nationale ne saurait passer par l'isolement, par le refus de ce qui se fait ailleurs et par la réduction maximum des contacts avec les autres cultures. Elle croit plutôt que la survivance du Canada français passe d'abord par la prise de conscience individuelle et collective de son appartenance à la civilisation latine de type français. Or en procédant de la sorte et en rejetant le repli sur soi que sous-entendent les options nationalistes traditionnelles d'alors, la revue opte, en définitive, pour l'éclatement d'un monde clos. D'ailleurs, les moyens qu'elle propose pour assurer l'établissement de la nouvelle chrétienté font ressortir assez clairement cette tendance originale du discours de la Revue Dominicaine.

#### 4. Stratégie d'une reconquête

La revue ne se contente pas uniquement d'exposer le type de civilisation auquel elle espère voir adhérer la société canadienne-française. Elle va aussi proposer les moyens de son rétablissement. Contrairement à

---

65. M.A. Lamarche, "Notre civilisation (suite)", op. cit., p. 233.

Maritain mais au même titre que les autres publications canadiennes-françaises de l'époque, la Revue Dominicaine refuse de faire appel aux moyens politiques pour réaliser son objectif. Mais là où elle s'en distingue cependant, c'est au niveau de la perspective générale dans laquelle s'inscrivent les moyens qu'elle propose. Le discours de la Revue Dominicaine se présente avant tout comme la manifestation de la volonté d'un groupe de religieux et de laïques canadiens-français soucieux de dissocier l'Eglise du conservatisme social et de provoquer une réconciliation entre la société canadienne-française et le monde moderne.

#### A. L'éducation

L'approche que privilégie la revue, est l'éducation et plus particulièrement l'éducation de la jeunesse:

"Puerilis institutio est renovatio mundi" disaient les Romains, l'éducation de l'enfance est la rénovation du monde. Cela est si vrai que pour changer ou modifier une civilisation, il n'y a qu'à changer ou modifier l'éducation de l'enfance<sup>66</sup>.

Au cours de la seconde moitié de la décennie 1930-1940, l'éducation est un des domaines qui reçoivent le plus d'attention de la part de l'intelligentsia québécoise. Plusieurs publications comme l'Ecole Canadienne, le Canada français, ainsi que l'Enseignement Secondaire, lui consacrent des enquêtes. Le système scolaire de la province de Québec, et plus particulièrement les collèges classiques, sont attaqués de toute part. L'esprit de contestation qui règne à ce moment s'articule surtout autour des accusations

66. Antonin Lamarche, o.p., "Education et Civilisation", R.D., novembre 1937, tome II, p. 204.

portées contre les collèges classiques qu'on veut rendre responsable de la carence de spécialistes canadiens-français dans les domaines scientifiques, commercial et industriel, et autour des envolées de Jean-Charles Harvey qui, par l'intermédiaire de son journal le Jour, fondé en 1937, réclame l'instruction obligatoire, la réforme du système scolaire et la laïcisation des institutions<sup>67</sup>.

La revue, de son côté, ne reste pas insensible à ces débats qui ont cours sur la scène publique. Par le biais des enquêtes annuelles, elle s'immisce discrètement dans certaines polémiques de l'époque. Cependant, elle ne cherche pas à faire grand tapage ou à se compromettre sur des dossiers trop délicats. Toutefois, à cause des positions qu'elle adopte, la Revue Dominicaine figure au nombre des contestataires du système scolaire québécois de l'époque.

En établissant une relation entre la rénovation de la civilisation et l'éducation, la revue fait plus que reprendre un veil adage à son compte, elle conclut en fait à l'incapacité du système scolaire alors existant de régénérer la société canadienne-française et de lui redonner ce nouvel idéal de civilisation. La société canadienne-française faisait face à de nouveaux besoins, et le système d'alors n'était plus adéquat pour y répondre.

---

67. Claude Galarneau, Les collèges classiques au Canada français, Fides, Montréal, 1978, p. 228. Voir également Louis-Philippe Audet, "L'enseignement dans le Québec, 1910-1935", dans Aux Sources du Présent Etudes présentées à la Section I de la société Royale du Canada, University of Toronto Press, 1960, p. 34-50. Marcel-Aimé Gagnon, Jean-Charles Harvey, précurseur de la révolution tranquille, Ed. Beauchemin, Ottawa, 1970, 378 p.

Ainsi, pour la revue, la réforme de la société sous-entend donc en premier lieu une réforme de l'appareil éducationnel.

En définir les modifications jugées nécessaires, voilà la tâche à laquelle s'attache la revue au cours des dernières années de la décennie et la perspective dans laquelle s'inscrivent les enquêtes annuelles de 1937 à 1940 inclusivement<sup>68</sup>.

Les premiers écrits dans le sens d'une amélioration de l'appareil éducationnel remontent au printemps de 1937<sup>69</sup>. A ce moment, l'attention de la revue se porte sur les méthodes pédagogiques en place. Elle rappelle que pour travailler efficacement à la formation sociale "de notre peuple", l'éducation doit viser à enseigner la formation du sens social à l'enfant, c'est-à-dire cette "attitude à percevoir et à exécuter promptement, comme d'instinct, dans une situation concrète, la part qui sert effectivement le bien commun"<sup>70</sup>. Le Père Bergeron précise que la solution réside dans l'introduction d'une nouvelle méthode pédagogique, une méthode qui "doit être concrète et, si possible expérimentale si l'on veut qu'elle soit efficace"<sup>71</sup>. Pour l'auteur, la meilleure méthode à préconiser est celle qui joint l'enseignement à l'action, qui les unit le plus possible même. De ce fait, l'auteur s'en prend aux méthodes d'éducation trop notionnelles et suggestives en place pour favoriser plutôt la "méthode des allusions

---

68. 1937: Education postscolaire; 1938: le Scoutisme; 1939: L'Orientation professionnelle; 1940: L'éducation.

69. M.M. Bergeron, o.p., "Education du sens social dans l'enseignement", R.D., avril 1937, tome 1, p. 169-176.

70. Ibid., p. 169.

71. Ibid., p. 173.

sociales"<sup>72</sup> visant à une action dans le milieu, c'est-à-dire une éducation qui vise à mettre l'enfant en contact avec le réel.

L'attention que porte la revue, à ce moment, aux nouvelles méthodes pédagogiques est révélateur, en fait, de l'intérêt croissant qu'elle adoptera au cours des années suivantes à l'égard de ce qu'on a appelé "l'éducation nouvelle" qui a connu un essor important entre les deux guerres<sup>73</sup>.

Vers la fin de la décennie, on retrouve un véritable plaidoyer en faveur de l'auto-éducation, le respect de la liberté de l'enfant, de même que la recherche et la satisfaction des intérêts de l'élève. Cependant, au même moment, la revue ne se contente plus de demander des changements qu'au niveau des méthodes pédagogiques. Elle revendique des transformations profondes au chapitre des cadres et des programmes scolaires. Ceci constitue d'ailleurs l'essentiel du discours des enquêtes annuelles de 1939 et de 1940. Ces enquêtes sont parmi les plus importantes de la période. La première compte 11 textes et est consacrée à l'orientation professionnelle tandis que celle de 1940 en compte 10 et porte sur l'éducation en général<sup>74</sup>. Cependant, les modifications que formule la revue dépassent rarement le stade de la suggestion. De plus, dans son ensemble, la revue ne s'attaque pas aux structures mêmes du système

---

72. Ibid., p. 174.

73. Louis-Philippe Audet, op. cit., p. 35.

74. Dans les deux cas et ceci est intéressant à noter, il y a plus de collaborateurs laïques que de religieux qui écrivent les textes: en 1939, il y a 6 laïques et 5 religieux, et en 1940, il y a 5 laïques, dont 2 femmes, et 4 religieux.

scolaire alors existant dans la province de Québec. Elle refuse, par exemple, de remettre en cause la présence des collèges classiques qui sont pourtant très contestés à ce moment. Pour la revue, les collèges classiques sont une partie importante de l'ensemble de la structure éducative du Québec et, d'indiquer le Père Mailloux, ils doivent continuer à jouer leur rôle de sélection et de formation de l'élite:

Toujours, les classes dirigeantes sentiront le besoin d'une culture universelle et désintéressée. Et cette culture, nous croyons [...] qu'il n'est pas opportun de la ravalier jusqu'à ce qu'elle soit au niveau du grand nombre. Elle risquerait de s'évanouir au moment où l'on croirait l'atteindre. Veillons plutôt à la parfaire si nous voulons qu'elle nous donne enfin l'élite que nous continuons d'attendre. L'université ne saurait devenir le rendez-vous des masses, et il faut des écoles secondaires dont elle reste le débouché naturel<sup>75</sup>.

Ainsi, il importe de maintenir l'orientation élitiste du système scolaire. Mais il est tout aussi important d'en conserver l'orientation humaniste, comme le suggère le Père Paré:

Il faut proclamer bien haut la nécessité de garder la première place dans notre enseignement secondaire à l'étude des Belles-Lettres<sup>76</sup>.

Cette priorité accordée à l'orientation humaniste s'impose parce qu'elle assure, d'abord, la formation d'une vision large du monde qui ne s'acquiert que par l'histoire et par la fréquentation des chefs-d'œuvre littéraires, philosophiques et scientifiques. Ensuite, parce qu'elle demeure la meilleure manière de préparer les étudiants à être des "chefs",

75. Noël-Marie Mailloux, o.p., "A propos d'un livre récent", R.D., février 1940, tome I, p. 73.

76. Gérard Paré, o.p., "L'enseignement de la littérature", R.D., octobre 1940, tome II, p. 122.

et ce, d'ajouter l'auteur, même dans l'ordre économique. L'enseignement humaniste les habitue à penser, à voir loin et à regarder au-delà des satisfactions matérielles. Enfin, l'attachement à l'orientation humaniste s'impose par la seule nécessité de rester en continuité avec "notre héritage spirituel"<sup>77</sup>.

Si cette double orientation élitiste et humaniste de la philosophie de l'éducation constitue l'essentiel sur lequel la revue refuse de faire des concessions, en retour, elle entend bien démontrer que certains aspects du système scolaire méritent une révision:

Sans doute, de ce que notre enseignement doit rester traditionnel et français, il ne faudrait pas en conclure qu'il doive rester immobile, figé dans ses formes désuètes. Il y a des progrès qu'il ne peut ignorer, des besoins nouveaux auxquels il doit faire face<sup>78</sup>.

Une volonté de réconciliation avec le monde moderne anime, à ce moment, les rédacteurs de la Revue Dominicaine. Adapter la société canadienne-française aux transformations contemporaines et modernes tout en respectant ses origines culturelles, tel est le postulat qui sous-tend toutes les analyses de la Revue Dominicaine pendant la seconde moitié de la décennie 1930-1940. Or, pour cette dernière, moderniser la société canadienne-française signifie essentiellement favoriser son intégration au contexte contemporain du continent nord-américain. Au lieu de chercher à s'en isoler, la société canadienne-française doit plutôt chercher à s'en rapprocher. Le Canadien français doit vivre à l'heure de l'Amérique. Ceci

77. Loc. cit.

78. M.-Ceslas Forest, o.p., "Coordination de notre enseignement", R.D., novembre 1940, tome II, p. 169.

ne signifie pas qu'il doive y puiser son inspiration culturelle, au contraire. Par contre, la préservation de sa culture ne saurait justifier, en retour, son repli sur soi et exiger des Canadiens français qu'ils restent en marge de l'évolution que connaissent les sociétés voisines. Pour la revue, un rapprochement doit s'opérer, et ce, le plus tôt possible. Pour arriver à une telle fin, la revue conclut que l'enseignement, au Canada français, doit tendre à se modeler sur l'enseignement commun de l'Amérique. En d'autres termes, ceci signifie, pour la revue, élargir les programmes d'éducation et les cadres éducationnels en place ainsi que redéfinir leurs rapports avec le marché du travail. C'est d'ailleurs à ce dernier aspect de la question de l'éducation que s'attarde l'enquête de 1939. Elle est consacrée à l'orientation professionnelle.

Au Québec, l'intérêt porté à l'orientation professionnelle survient assez tardivement en comparaison avec les États-Unis et l'Europe où celle-ci se développe dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Au Québec, la première manifestation d'intérêt sérieuse envers l'orientation professionnelle remonte à 1933 alors que le Père Paul-Émile Farley, c.s.v., y consacre une étude complète en deux volumes<sup>79</sup>. Sauf pour le collège André Grasset, qui applique un programme d'orientation professionnelle à partir de 1938, ce n'est qu'au début des années 1940 que les collèges classiques commencent à utiliser les procédés de l'orientation professionnelle<sup>80</sup>. Dans un tel

79. P.-E. Farley, c.s.v., (ouvrage en collaboration sous la direction de), Orientation professionnelle, tome I, Les carrières ecclésiastiques, Ed. c.s.v., Montréal, 1933, 161 p., tome II, Les carrières civiles, Ed. c.s.v., Montréal, 1935, 410 p.

80. Wilfrid Ethier, L'orientation professionnelle, tome I, Institut canadien d'orientation professionnelle, Montréal, 1951, p. 216.

contexte, l'enquête de la Revue Dominicaine fait figure de précurseur à la fois dans la connaissance de l'orientation professionnelle et dans son implantation au Québec.

L'approche dans laquelle s'inscrit l'enquête de 1939 ne diffère pas véritablement des autres enquêtes annuelles de la seconde moitié de la décennie. En fait, tout au cours de ces années, la revue se limite avant tout à suggérer une action, et plus particulièrement à suggérer où cette dernière devrait s'appliquer et vers quoi elle devrait s'orienter. Dans une telle perspective, la Revue Dominicaine ne saurait être considérée, pour la période ici concernée, comme une revue d'action, parce qu'elle-même refuse en réalité d'en être l'organisatrice. La revue veut susciter l'action, elle ne veut pas en être le maître-d'oeuvre. En situant son discours au niveau de la suggestion, la revue renvoie de ce fait la responsabilité de l'action chez le lecteur. C'est à lui qu'il revient de prendre les moyens nécessaires pour provoquer le changement.

En 1939, l'objectif visé par l'enquête est "de fixer les conditions favorables à l'organisation et au développement de l'orientation professionnelle dans notre province"<sup>81</sup>. Comme dans le cas des autres enquêtes, ceci ne dépasse pas le stade de la suggestion:

Notre ambition commune n'a été que d'éclairer et de servir [...] pas un instant la prétention de formuler des directives n'est venue nous effleurer<sup>82</sup>.

81. Noël Mailloux, o.p., "Orientation professionnelle. Quelques jugements critiques", R.D., décembre 1939, tome II, p. 225.

82. Ibid., p. 226.

Les suggestions formulées par la revue dans l'enquête de 1939 sont nombreuses et variées. Parmi les plus importantes, il y a celles de deux collaborateurs laïques qui visent à l'intégration de l'orientation professionnelle au niveau de l'école primaire<sup>83</sup> et secondaire<sup>84</sup>. Dans le premier cas, l'auteur prétend que l'introduction de l'orientation professionnelle au niveau primaire permettrait de faire connaître aux enfants les différentes carrières ou occupations qui existent. Cette connaissance des diverses façons de gagner sa vie aurait pour conséquence, entre autres, qu'

on verrait moins d'enfants possédant des attitudes médiocres, forcés de devenir médecins, avocats, professeurs de troisième, de quatrième ou même de dixième ordre, seulement parce que leurs parents ne voyaient pas d'autre avenir pour eux<sup>85</sup>.

En ce qui concerne le niveau de l'enseignement secondaire, le notaire Marcel Faribault propose deux choses. D'abord, il préconise un examen d'orientation, distribué avant d'entrer au collège, qui viserait à déterminer si un élève est capable de suivre ou non un cours classique "avec profit"<sup>86</sup>. Dans l'éventualité d'un échec, l'élève en cause pourrait ainsi se diriger plutôt vers le collège commercial ou l'école d'agriculture, ou encore, vers l'école technique.

---

83. Louis Chatel, "Ecole primaire et orientation professionnelle", R.D., mai 1939, tome 1, p. 225-240.

84. Marcel Faribault, "L'orientation professionnelle dans l'enseignement secondaire", R.D., juin 1939, tome 1, p. 284-298.

85. Louis Chatel, op. cit., p. 239.

86. M. Faribault, op. cit., p. 287.

Pour ceux qui auraient réussi le test, Faribault suggère en retour une classification des collèves selon qu'ils prépareraient davantage aux carrières religieuses ou aux carrières civiles, et parmi ces dernières, plus spécifiquement aux carrières économiques ou aux professions libérales<sup>87</sup>.

Quant aux autres suggestions d'importance, on retrouve notamment l'appel à la formation d'un laboratoire de psycho-technique et d'orientation professionnelle au Québec. En plus de faire des recherches systématiques sur la valeur physique et psychique de "notre capital humain", ce laboratoire pourrait également s'occuper d'améliorer les conditions de travail de l'ouvrier dans les domaines de l'hygiène, de la sécurité, des heures de travail, des salaires, du transport et des problèmes de rééducation professionnelle<sup>88</sup>.

Enfin, et toujours au chapitre des revendications d'importance, la revue réserve une responsabilité à l'Etat en lui demandant d'intervenir sur la question de l'orientation professionnelle par le moyen d'un projet de législation qui aurait pour objectif la création d'un organisme provincial d'orientation professionnelle et de placement<sup>89</sup>. Ensuite, il lui reviendrait la responsabilité de procéder à des enquêtes minutieuses, basées sur des procédés statistiques perfectionnés, sur le marché du travail des diverses régions de la province, pour les rendre, par la suite, acces-

---

87. *Ibid.*, p. 293.

88. Donat Voghel, "La sélection professionnelle", *R.D.*, juillet-août 1939, tome II, p. 11.

89. A. Montpetit, "Orientation professionnelle: Projet de législation", *R.D.*, novembre 1939, tome II, p. 188.

sibles aux parties intéressées. En d'autres termes, "à lui revient le rôle de centraliser, de coordonner et de mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin les informations appropriées"<sup>90</sup>. Ces derniers sont, par ordre d'importance, les parents et les enfants, puis les professeurs et les instituteurs ainsi que les divers bureaux publics et privés d'orientation professionnelle, et enfin, le public en général<sup>91</sup>.

L'intérêt que porte alors la Revue Dominicaine envers l'orientation professionnelle s'explique en partie par un état d'esprit que nous avons indiqué antérieurement et qui domine chez les collaborateurs de la revue. Pour ces derniers, l'orientation professionnelle apparaît comme un moyen par lequel l'adaptation du Québec à la réalité contemporaine devient possible, et ce de deux façons. D'abord, en guidant les jeunes vers une profession qui, tout en respectant leurs aptitudes et leur personnalité, verra à

fournir au commerce, à l'industrie, à l'agriculture comme aux administrations publiques et privées des hommes qualifiés, des hommes qui, grâce à leurs aptitudes physiques, morales, intellectuelles, sociales, psychologiques, artistiques occuperont l'emploi qui convient à leurs goûts, à leurs tendances, aux nécessités économiques présentes et futures<sup>92</sup>.

Ainsi, l'orientation professionnelle devient un moyen par lequel il est possible de diriger la jeunesse canadienne-française vers des nouveaux domaines d'activités professionnelles. Ceci a également pour effet non

90. Noël Mailloux, o.p., "Orientation professionnelle: Quelques jugements pratiques", op. cit., p. 229.

91. F.A. Angers, "L'organisation de l'orientation professionnelle et les sciences économiques", R.D., février 1939, tome I, p. 70.

92. R.M. Voyer, o. p., "Le rôle du prêtre dans l'orientation professionnelle", R.D., octobre 1939, tome II, p. 116.

seulement de permettre de répondre aux besoins de la société moderne mais aussi de permettre aux Canadiens français d'exercer les professions dont ils s'étaient exclus jusqu'alors.

Ensuite, la revue voit, dans l'implantation de l'orientation professionnelle, une solution à une des conséquences de la crise économique, soit le chômage, et plus particulièrement le chômage chez les jeunes:

Entreprise d'une façon méthodique et à partir de principes économiques sains, une orientation professionnelle raisonnée contribuera à régulariser le cours de la conjoncture économique. En détournant la jeunesse des métiers et professions suffisamment pourvus, elle atténuera les menaces de surproduction qui, si locales qu'elles soient, se communiquent rapidement à l'ensemble de l'économie<sup>93</sup>.

Mais, à côté des avantages socio-économiques qui découlent de l'orientation professionnelle, la Revue Dominicaine voit dans l'implantation de cette dernière une conséquence d'ordre culturel de première importance pour le Québec. En effet, en prônant l'orientation professionnelle, la revue cherche plus qu'une solution au chômage, elle tient du même coup à s'attaquer au prestige qui entoure encore les professions libérales à ce moment. Pour provoquer la diversification professionnelle souhaitée, il est essentiel, selon la revue, que les Canadiens français se départissent du prestige social qu'ils accolent trop exclusivement aux professions libérales.

Les premiers signes de préoccupation de la revue à cet égard remontent à 1937. A ce moment, le directeur déplore, en ces termes, le prestige

---

93. F.A. Angers, op. cit., p. 69.

accordé aux professions libérales:

En est-il de mieux enracinés que celui et celle qui consistent à jeter toute notre estime, et notre absolue confiance dans la Profession! Encore s'il ne s'agissait que d'une idéale hiérarchie entre les modes d'existence sociale ou les façons de gagner le pain mais pratique-  
ment, chez nous, la profession est au-dessus de tout. L'on préfère (voyez les listes d'invités aux thés d'honneur comme aux réceptions intimes), un avocat sans causes et un notaire sans contrats, ou leur femme, aux personnages marquants de l'industrie, du commerce, de l'agronomie et du génie, ou à leur femme<sup>94</sup>.

Au cours de l'enquête de 1939, plusieurs collaborateurs reprennent sensiblement ce thème. Ainsi, on trouve un Louis Chatel, alors membre de l'Institut Psychologique de Montréal, qui se demande pourquoi on montre aux élèves que le succès n'appartient qu'à l'homme au "collet blanc" et qui dénonce le sentiment d'infériorité qui apparaît, en retour, chez celui qui aime la mécanique ou tout autre métier manuel<sup>95</sup>. Mais contrairement à 1937, cette question débouche cette fois sur le national, et plus particulièrement sur un problème de retard national. D'ailleurs, François-Albert Angers, professeur à l'École des Hautes Etudes Commerciales, tient à cet effet des propos qui sont assez vigoureux:

Pour avoir été, faussement, plus idéalistes, pour s'être laissés guider par le panache plutôt que par les réalités terrestres, pour avoir cru que l'homme cultivé ne peut pratiquer, sans se déclasser, autre chose qu'une profession libérale, nos jeunes d'hier, et un peu encore aujourd'hui, ont engorgé des occupations pour lesquelles ils n'étaient souvent pas faits. Pendant ce temps, les étrangers se sont emparés des positions économiques, stratégiques, mettant en danger notre vie nationale dans sa religion et dans sa culture<sup>96</sup>.

94. M.A. Lamarche, o.p., "Erreur et préjugé", R.D., mai 1937, tome I, p. 225.

95. Louis Chatel, op. cit., p. 240.

96. F.A. Angers, op. cit., p. 59.

Angers indique que la situation d'infériorité économique des Canadiens français trouve d'abord son origine à l'intérieur même de la société canadienne-française, et plus spécifiquement, dans une certaine mentalité. Tout redressement de la situation ne peut donc s'opérer que si les Canadiens français entreprennent eux-mêmes une action qui pose comme condition préalable l'abandon, tout au moins partiel, de l'ancien état d'esprit.

La Revue Dominicaine voit donc dans l'orientation professionnelle un moyen par lequel le double objectif d'amener les Canadiens français à diversifier leurs activités professionnelles tout en provoquant un redressement économique national peut se réaliser. Cependant, l'appui de la revue à l'orientation professionnelle ne fut pas sans lui poser le délicat problème des vocations religieuses.

La position de la revue sur cette question est claire. Elle comprend deux volets. D'abord, elle exige qu'un prêtre soit présent dans tous les bureaux laïques d'orientation professionnelle<sup>97</sup>. Ensuite, qu'il ait la responsabilité exclusive dans l'orientation vers une carrière sacerdotale ou religieuse<sup>98</sup>, car lui seul possède l'autorité pour juger de l'appel à la vocation.

D'une certaine façon, la revue appelle à un nouveau rôle du prêtre dans la société car, consciente des réticences qui peuvent surgir de la part de certains membres du clergé, elle spécifie que ce dernier a

---

97. R.M. Voyer, o.p., op. cit., p. 121.

98. Noël Mailloux, o.p., op. cit., p. 228.

intérêt à suivre l'évolution de la société; c'est une question de survie sociale tant au niveau des effectifs qu'à celui de l'influence sur la population:

Et disons-nous bien, nous prêtres, qu'il est plus facile et plus profitable d'accepter franchement de répondre aux besoins nouveaux et de prendre avec détermination et clairvoyance la place qui nous revient parmi les travailleurs déjà enrégimentés, que de réclamer plus tard et peut-être trop tard une place déjà occupée ou de reprendre en sous-main le travail accompli. C'est donc dès maintenant qu'il faudrait penser à jouer notre rôle en ce domaine de l'orientation professionnelle<sup>99</sup>.

Ainsi, pour la revue, il est opportun au clergé de s'immiscer dans cette nouvelle entreprise, sinon:

Qui faudra-t-il blâmer si, un jour, il faut reconnaître que des orientations qui relèveraient de la compétence du prêtre y sont données par d'autres que lui et d'une façon qu'il ne peut approuver?<sup>100</sup>

L'avertissement aux éléments plus conservateurs du clergé ne peut pas être plus évident; faute d'avoir réagi à temps à une situation particulière, l'Eglise se sera rendue coupable de sa propre marginalisation dans la société canadienne-française.

Lors de l'enquête de 1940, les préoccupations de la revue ne diffèrent pas véritablement de celles de l'enquête de 1939 car elle demeure toujours

---

99. R.M. Voyer, o.p., op. cit., p. 125.

100. Loc. cit.

soucieuse de favoriser l'intégration de la société canadienne-française au contexte nord-américain. Cependant, son analyse portera cette fois sur les programmes et les cadres éducationnels déjà en place et les améliorations à y être apportées.

C'est au père M.-Ceslas Forest, o.p., qu'il revient d'exposer les changements souhaitables au niveau des cadres éducationnels<sup>101</sup>. Bien qu'il ne compte que 7 pages, l'importance des transformations qui y sont proposées en fait un des articles les plus importants de l'enquête. Les principaux changements suggérés se situent essentiellement au niveau de l'enseignement secondaire. Le Père Forest ne touche pas à la philosophie générale de l'enseignement et s'en prend uniquement à la distribution des cours dans les collèges classiques. Ainsi, au lieu d'un cycle de 5 ou 6 ans se terminant par un examen portant exclusivement sur les lettres, puis un autre cycle de 2 ans suivi d'un second examen portant non moins exclusivement sur la philosophie et les sciences, l'auteur propose qu'on adopte le système en vigueur au Canada anglais où il existe deux cycles de 4 ans. Le premier conduit à l'immatriculation, le second au B.A.,

---

101. M.-Ceslas Forest, o.p., "Coordination de notre éducation", P.D., novembre 1940, tome II, n. 169-175. Ce qui est formulé ici, est l'essentiel des suggestions qui furent compilées dans un rapport confidentiel 10 ans auparavant et qui fut demandé par Mgr Gauthier. Celui-ci en obtint une copie ainsi que le Cardinal Rouleau, et quelques autres "personnages officiels". A ce sujet, le Père Forest écrit en bas de page: "Une de ces dernières [copies] tomba entre des mains plus malveillantes que scrupuleuses. Elle fut reproduite et envoyée aux Supérieurs de nos collèges sans mention de l'auteur et sans indication de l'expéditeur. Un peu plus tard, la Commission des études de l'Université de Montréal nomma une commission pour étudier quelques points de ce projet. Devant certaines oppositions, on pensa qu'il était inutile de la réunir.", p. 171. Malheureusement, nous n'avons pu trouver à quoi le Père Forest fait référence.

et dans les deux cas, l'examen final porte à la fois sur les lettres et les sciences.

Selon l'auteur, l'adoption des deux cycles de 4 ans aurait comme premier avantage de "conformer la distribution de notre enseignement secondaire à celle qui existe partout ailleurs au Canada et de faciliter les équivalences"<sup>102</sup>. Ensuite, grâce à l'examen d'immatriculation, elle offrirait une alternative pratique à ceux qui, par manque de ressources financières ou autres, seraient dans l'incapacité de terminer leur cours classique. Ces derniers, de suggérer l'auteur, pourraient se diriger vers les Hautes Etudes Commerciales, la Polytechnique ou l'Institut agricole. Enfin, l'adoption des deux cycles de 4 ans aurait comme dernier avantage "d'orienter un plus grand nombre des nôtres vers les carrières scientifiques, industrielles ou commerciales"<sup>103</sup>, et amener ainsi les Canadiens français à oeuvrer dans des activités professionnelles autres que celles occupées traditionnellement. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le Père Forest revendique, en plus, un baccalauréat qui, tout en restant de culture générale, cesserait d'être unique et identique pour tous<sup>104</sup>.

Quant aux programmes d'études, c'est Léon Lortie, alors professeur agrégé de chimie à l'Université de Montréal, qui, de tous les collaborateurs à l'enquête formule les propositions les plus intéressantes<sup>105</sup>.

102. Ibid., p. 172-173.

103. Ibid., p. 173.

104. Ibid., p. 175.

105. L'article de Léon Lortie, s'échelonne sur 2 mois, "Considérations sur l'enseignement des sciences physiques", R.D., juillet-août 1940, tome I, p. 3-16, et septembre 1940, tome I, p. 69-79.

A la fois long et dense, l'article de Lortie comprend plusieurs volets. D'abord, l'auteur s'attache à relever certaines lacunes dans l'enseignement des sciences. Se défendant de vouloir appliquer un jugement trop "sévère", Lortie dénonce malgré tout sur un ton assez dur le manque de méthode et de discipline chez les étudiants lorsqu'ils arrivent en sciences à l'université, et en impute la responsabilité, en retour, aux programmes existants:

on fait fausse route en imposant à des éphèbes un programme dont le contenu, pour une bonne part, ne dépasse pas le niveau intellectuel d'un enfant de douze ans<sup>106</sup>.

En retour, Lortie expose en quelques paragraphes les principes qui devraient dominer la mise en oeuvre d'un programme rationnel d'enseignement des sciences physiques réparti sur plusieurs années. Cependant, son projet n'est pas très audacieux, car comme le précise l'auteur lui-même, l'enseignement des sciences ne saurait supplanter celui des humanités:

Afin de remettre les choses en leur vraie place, affirmons que l'enseignement des sciences ne saurait suppléer à celui de la philosophie et des humanités. Il ne peut que s'y ajouter, s'y joindre pour mieux dire<sup>107</sup>.

Parmi les autres points saillants de son article Lortie expose, premièrement, en faisant référence à Maritain et Saint Thomas, que la science et la philosophie ne sont pas contradictoires, et qu'à cet effet, un "changement radical" de l'enseignement des sciences dans les classes

106. Ibid., septembre 1940, p. 75.

107. Ibid., juillet-août 1940, p. 5.

de philosophie est urgent<sup>108</sup>. Ensuite, indiquant que l'éducation doit assurer l'adaptation de l'enfant au milieu dans lequel il vivra, Lortie tient à rappeler qu'il est désormais impossible de nier l'importance des sciences dans le monde actuel. Ainsi, et afin que le système éducationnel puisse remplir adéquatement un tel objectif, Lortie demande l'instauration d'une "section scientifique" à l'intérieur des collèges classiques<sup>109</sup>. Une telle revendication place donc la Revue Dominicaine au nombre de ceux qui favorisaient ce qu'on a appelé à cette époque la "bifurcation".

Enfin, Lortie fait de l'enseignement des sciences dans les collèges classiques une question nationale. Pour Lortie, le développement rationnel des sciences est synonyme de modernisation de la société québécoise et de son intégration au continent nord-américain. Cependant, d'indiquer Lortie: "Faute de s'y intéresser dès maintenant on risque d'être une fois de plus en retard sur ce qui se fait ailleurs"<sup>110</sup>. Si cette courte citation constitue avant tout un avertissement dirigé à ceux qui s'opposent à un plus large enseignement des sciences dans les programmes du cours classique, elle révèle également la nécessité pour laquelle il est important, chez Lortie, de procéder à une réforme des programmes d'études dans les collèges classiques.

---

108. Ibid., septembre 1940, p. 70-72.

109. Ibid., p. 77.

110. Ibid., juillet-août 1940, p. 6.

## B. L'organisation des forces chrétiennes

Le dernier aspect de la survivance nationale qui préoccupe la revue est la "survivance religieuse". La survivance nationale ne saurait d'ailleurs faire fi de la religion car, aux yeux de la revue,

la religion, en effet, a marqué si profondément notre âme, elle a été mêlée si intimement à notre destin que tout ce qui tend à la modifier concourt à modifier notre physionomie propre<sup>111</sup>.

De tous les thèmes à caractère social traités par la revue, la survivance religieuse est un de ceux qui illustre le plus l'attachement de la revue à la tradition. Dans quelle mesure le Canada français, en transformation, peut-il rester en continuité avec la tradition catholique, tel est le point de départ de toute la réflexion de la revue sur cette question:

Garderons-nous intact ce trésor de foi, d'espérances, de vie surnaturelle qu'ils /nos pères/ nous ont transmis? Voilà la question de beaucoup la plus inquiétante à l'heure présente<sup>112</sup>.

La revue trouve, dans la formule de l'Action catholique, la formule géniale qui assure le renouvellement de la ferveur religieuse à la fois individuelle et collective.

L'attachement de la revue à l'Action catholique n'apparaît pas soudainement au milieu de la décennie. Dès 1931, la revue adhère à cette formule reconnue et recommandée par Quadragesimo Anno. Elle accepte de devenir un agent de promotion de cette force d'action qui se présente comme l'appel

<sup>111</sup>. A. Lamarché, o.p., "Notre avenir religieux", R.D., octobre 1936, tome II, p. 150.

<sup>112</sup>. Ibid., novembre 1936, p. 210.

de la participation des laïques à l'apostolat hiérarchique. Cependant, en 1936, le discours de la revue, sur cette question, donne lieu à une innovation d'importance. Se rattachant à la volonté de construire une nouvelle chrétienté, la revue ne lance plus uniquement, à ce moment, un appel en faveur de l'organisation des forces laïques, elle en suggère les formes concrètes d'organisation.

Le premier aspect qu'elle aborde est la nature des relations entre les membres du clergé et les laïques. Pour la revue, les deux parties en cause ne sauraient jouir d'un statut d'égalité. L'emprise sur l'orientation de l'Action catholique doit demeurer dans les mains de la hiérarchie ecclésiastique si on veut qu'elle conduise à une véritable reconstruction sociale:

Aux grands maux les grands remèdes, et par les hommes les mieux postés. Ce sont les évêques qui ont fait la France, comme les abeilles construisent une ruche... Ah! combien cette parole est vraie pour la France d'Amérique. Ce sont les évêques avec le concours de leurs prêtres mettant leurs directives en pratique, qui sauveront notre peuple des dangers qui le menacent<sup>113</sup>.

Ensuite, l'Action catholique doit rester au-dessus des passions politiques:

L'Action catholique doit garder un caractère d'infailibilité qui l'impose à tous; elle doit rester au-dessus des passions politiques ou autres; en un mot, elle ne doit rien exiger de ceux à qui elle s'adresse que l'amour sincère de leur religion<sup>114</sup>.

113. M.V. Masson, o.p., "Notre clergé et la presse catholique", R.D., juillet-août 1936, tome II, p. 37.

114. A. Lamarche; "Notre avenir religieux (suite)", R.D., novembre 1936, tome II, p. 211.

Ce à quoi fait référence la revue, c'est au débat qui entoure, à ce moment, le lien entre la conservation de la foi catholique et celle de la nationalité canadienne-française. A ce chapitre, la position de la revue est claire: action catholique et action nationale ne sauraient, en aucune mesure, se confondre, et ce, pour la raison qu'elles ne poursuivent pas les mêmes buts. Ainsi, celle-là vise à la "rechristianisation des individus et de la société", tandis que celle-ci "est spécifiquement ordonnée à faire vivre dans notre milieu, dans notre vie et dans nos moeurs l'idéal canadien-français"<sup>115</sup>. Toutefois, de préciser le Père Lévesque, ces deux actions ne s'opposent pas nécessairement; mais elle sont distinctes parce que leur finalité respective l'est également. Toute association d'Action catholique ne peut donc pas se donner une action nationale comme fin secondaire.

En ce sujet, un épisode impliquant le Père Lévesque jette une lumière particulière sur les relations entre la Revue Dominicaine et la hiérarchie cléricale québécoise. Au début de novembre 1936, ce dernier prépare un article pour la Revue Dominicaine dans lequel il établit une distinction majeure entre l'Action catholique et l'action nationale<sup>116</sup>. Affirmant du même coup son opposition aux positions endossées par la Ligue d'Action Nationale, le Père Lévesque est amené à rencontrer, le 17 novembre 1936, l'Abbé Groulx et le Père Archambault, s.j., de l'Ecole sociale populaire pour expliquer sa position. Or, quelques jours après cette rencontre, le

115. Georges-Henri Lévesque, o.p., "Action catholique et action nationale", R.D., décembre 1941, tome II, p. 231.

116. Ibid., p. 230-237.

directeur de la Revue Dominicaine, le Père M.A. Lamarche, reçoit un appel de l'Archevêque de Montréal "le priant de suspendre la publication", déjà en cours, de l'article du Père Lévesque<sup>117</sup>. Ce dernier nous précisa en entrevue que cette censure fut imposée par Mgr Chaumont suite à "l'intervention des Jésuites, de l'Ecole sociale populaire et peut-être de l'Abbé Groulx"<sup>118</sup>.

Cet épisode est révélateur de deux choses. D'abord, que la revue était soucieuse de respecter les décisions prises par la hiérarchie ecclésiastique, et qu'elle préférait s'y plier au lieu de faire ressortir au grand jour les divisions internes du clergé. Mais, en même temps, cet épisode montre bien que, dès le milieu des années 1930, il existe déjà un fossé important entre la Revue Dominicaine et une autre section du clergé québécois sur la question nationale. Or, à ce chapitre, il est désormais vain de parler d'homogénéité idéologique à l'intérieur du clergé québécois d'avant la deuxième guerre mondiale.

Enfin, le dernier aspect qui touche à l'organisation concrète de l'Action catholique s'établit au niveau de la nature même de son message. Ainsi, l'Action catholique "ne doit pas se borner à assurer une morale publique plus ou moins conventionnelle"<sup>119</sup>. Elle doit plutôt agir au

---

117. Georges-Henri Lévesque, o.p., "Notes nouvelles sur un ancien thème", conférence prononcée devant la Société Historique du Canada, le 13 juin 1976, à l'occasion du 5<sup>e</sup> congrès annuel tenu à l'Université Laval, p. 17.

118. Entrevue avec le Père G.-H. Lévesque, o.p., le 23 mars 1982.

119. A. Lamarche, o.p.; "Notre avenir religieux (suite)", op. cit., p. 211.

niveau de la foi et ainsi tendre à rendre plus intense la vie religieuse et changer, du même coup, l'homme de l'intérieur.

En définitive, la revue fait appel à la collaboration des laïques pour mener à terme la reconstruction de la société canadienne-française. Du même coup, elle consent à laisser jouer aux laïques un nouveau rôle dans la société. Mais, en même temps, en raison de son respect pour la pensée pontificale de Quadragesimo Anno, la revue rappelle la place dirigeante de la hiérarchie, qui peut seule garantir l'authenticité de l'action.

Comme on sait, la formule de l'Action catholique s'adresse à l'ensemble des diverses catégories de la population. Du côté de la revue, l'appel à une action concertée avec les laïques se dirige essentiellement vers deux groupes: l'élite, surtout intellectuelle, et la jeunesse.

L'appel à la participation apostolique de l'élite est constant tout au cours de la décennie. Déjà, en 1931, la revue appelle les membres de l'élite des "auxiliaires sociaux" ou "apôtres" ayant pour "mission sociale" d'éduquer et de diriger la masse<sup>120</sup>. Dans le même esprit, Pierre Journet signale, en 1939, que c'est l'élite qui, selon les époques, a perdu la France chrétienne et qui l'a ramenée à Dieu. C'est donc l'élite qui, ici au Québec, par son engagement dans l'Action catholique, réussira à conserver "notre peuple dans son intégrité religieuse"<sup>121</sup>.

120. A. Lamarche, o.p., "Un examen à l'Ecole de service social de Bruxelles", R.D., janvier 1931, p. 38-39.

121. Pierre Journet, "Un cycle dont il faut profiter", R.D., avril 1939, tome 1, p. 172.

Enfin, la revue tente d'inciter l'élite intellectuelle à participer à l'apostolat de la plume<sup>122</sup>. Elle même contribuera à cette entreprise en ouvrant davantage ses pages à la participation laïque au cours de la seconde moitié de la décennie.

Au cours de la même période la revue porte un intérêt tout particulier à la jeunesse: il ne se passe pratiquement pas de mois sans que la revue y consacre un article ou en parle de façon générale. D'ailleurs, l'ensemble des enquêtes consacrées à l'éducation sont toujours assez liées au thème de la jeunesse. En 1938, la revue y porte, dans le cadre de l'Action catholique, une attention toute spéciale puisqu'elle consacre son enquête annuelle au scoutisme.

La première manifestation d'appui au scoutisme par la Revue Dominicaine remonte à 1933. A ce moment, elle juge le scoutisme comme un mouvement d'abord religieux, qui s'intègre merveilleusement à l'apostolat hiérarchique qu'est l'Action catholique. Le Père Labonté, qui est le principal porte-parole du scoutisme à l'intérieur de la Revue Dominicaine pour la décennie 1930-1940, va même jusqu'à présenter le mouvement scout comme "une école de rédemption pour les jeunes et par les jeunes"<sup>123</sup>. Mais, également, le scoutisme est perçu à cette date comme un mouvement d'éducation sociale parce qu'il fait appel à "l'actif" de l'enfant, et ensuite, parce que "le service des autres", c'est-à-dire le souci du bien commun, en constitue la "fin ultime"<sup>124</sup>.

122. M.A. Lamarche, o.p., "Confrères laïques, vous êtes de la partie", R.D., décembre 1938, p. 225-226.

123. M. Labonté, o.p., "Rédemption des jeunes par les jeunes", R.D., février 1933, p. 111.

124. Ibid., p. 110.

Comme il est normal de s'y attendre, la revue se porte à quelques reprises à la défense du mouvement scout au Québec. En 1933, c'est aux accusations de laïcisme formulées à ce moment envers le scoutisme que la revue réagit. Pour le Père Labonté, de telles accusations sont irrecevables parce que le scoutisme tel que pratiqué ici est avant tout un mouvement d'Action catholique et qu'il a, de ce fait, l'assentiment du Pape<sup>125</sup>.

Elle se porte de nouveau à la défense du mouvement scout dès l'année suivante. A ce moment, le jeune mouvement scout traverse une période de forte tension interne. Le malaise, d'ordre national, surgit lorsque le cardinal Villeneuve, vers la fin de 1934, décide de fonder la Fédération des Scouts catholiques de la Province de Québec, et d'affilier celle-ci à la Boy Scouts du Canada<sup>126</sup>. A ce moment, plusieurs nationalistes, dont la Fédération catholique des éclaireurs canadiens-français de Montréal, réagissent vivement aux intentions du cardinal Villeneuve, en brandissant les menaces de l'esprit protestant et celles de la perte du sens national chez la jeunesse. Malgré les contestations du moment, un accord est quand même signé à Ottawa le 10 avril 1935 entre le Président de la Boy Scouts, E.M. Beattie, et le cardinal Villeneuve pour la Fédération, marquant de ce fait l'adhésion définitive du scoutisme canadien-français à la fois au scoutisme officiel de Baden Powell et au mouvement scout international.

La Revue Dominicaine, de son côté, ne reste pas insensible à l'agitation autour de cette question. Elle intervient dans ce débat par

125. Ibid., p. 112.

126. Pour une analyse détaillée du débat idéologique entourant la naissance de la Fédération des Scouts catholiques de la Province de Québec, voir P. Savard, "Affrontement de nationalismes aux origines du scoutisme canadien-français", dans Mémoire de la Société Royale du Canada, Quatrième série, tome XVII, 1979, p. 41-56.

l'entremise d'un article du Père Labonté qui est alors Président des Scouts catholiques de Montréal. Bien que l'auteur s'attarde d'abord à expliquer les motivations et les facteurs qui ont conduit à l'accord d'Ottawa, en avril 1935, il ne pourra toutefois pas cacher sa sympathie envers le geste osé par le cardinal Villeneuve et son appui à la création de la Fédération scout. Ainsi écrit-il:

Frères scouts, remercions ensemble nos Evêques de nous avoir donné cette organisation forte et bien charpentée. Groupons-nous avec confiance et enthousiasme autour de nos chefs religieux et laïques pour travailler à notre amélioration personnelle et préparer la fécondité de tant de jeunes vies<sup>127</sup>.

En donnant un tel appui à la hiérarchie religieuse, c'était du même coup, pour la revue, manifester son opposition à une approche plus nationaliste qui, elle, aspirait à la création d'un mouvement scout canadien-français fondé sur les lignes ethniques et religieuses.

Après un répit de 3 ans, la revue revient au thème du scoutisme par le biais d'une enquête annuelle. Cette dernière compte en tout 11 textes dont 5 sont écrits par des laïques. Quant à la substance du discours, la revue réaffirme sensiblement les mêmes positions qu'elle avait exprimées au cours des années antérieures. On peut se demander, alors, pourquoi la revue consacre une enquête à cette question. Selon nous, l'explication se trouve dans le contexte idéologique de l'époque. Rappelons d'abord qu'à ce moment la revue est toujours préoccupée par son projet de nouvelle chrétienté et que, dans cette perspective, le scoutisme lui apparaît une

---

127. M. Labonté, o.p., "La Fédération des Scouts catholiques de la Province de Québec", R.D., octobre 1935, p. 202.

formule d'action tout à fait propice à la réalisation de son objectif.

Un des collaborateurs à l'enquête écrit, à cet effet, que le but du scoutisme est "la formation du caractère de l'individu en vue du renouvellement de la cité"<sup>128</sup>. Ensuite, la revue a toujours associé étroitement le scoutisme à la survivance religieuse du Canada français:

travailler à l'extension et au perfectionnement du scoutisme au pays, c'est travailler à la rédemption de la jeunesse canadienne et par voie de conséquence, à l'avenir du catholicisme chez nous<sup>129</sup>.

Mais à côté de cela, il apparaît clairement que cette enquête s'inscrit en réaction au milieu nationaliste du moment. Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'adhésion au scoutisme international, donne lieu, au milieu des années 1930, à des affronts entre diverses parties opposées tout en accentuant la confusion au sein de la population. Or, c'est justement à ce niveau que la revue désire agir en 1938, car l'objectif qu'elle poursuit est d'éclairer et d'informer le lecteur sur le scoutisme en général, sur sa nature, son origine et ses finalités. En d'autres termes, l'enquête de 1938, est avant tout le moyen privilégié par la revue pour lancer à ce moment une campagne de propagande en faveur du "scoutisme officiel" au Québec. C'est donc toute la dimension du scoutisme dans sa relation avec la question nationale qui domine, en arrière-plan, le discours de l'enquête de 1938.

Or, sur ce point, les positions de la revue sont claires. Au départ, le Père Forest établit comme principe de base, que "le scoutisme n'est pas

---

128. Georges Brosseau, "Un livre de maître: Scouting for Boys", R.D., février 1938, tome 1, p. 64.

129. M. Labonté, "Rédemption des jeunes par les jeunes", op. cit., p. 115.

une société patriotique, ni un mouvement national"<sup>130</sup>. Le scoutisme, plutôt, vise à former des hommes tant au point de vue physique que moral, et à améliorer les relations entre les individus d'une même société. Il est une méthode de formation et plus spécifiquement de formation individuelle, mais qui est inspirée par la religion et ordonnée au service du prochain, et ensuite, au service de la patrie<sup>131</sup>. Or, pour l'auteur, la patrie qui doit être enseignée c'est à la fois le Canada et le Québec. Mais au-delà de cela, le scoutisme doit viser à créer un "esprit de fraternité" entre les "deux races" du Canada<sup>132</sup>. Même plus, il doit tendre à promouvoir cet esprit de fraternité "entre tous les peuples et toutes les races qui se partagent le monde"<sup>133</sup>. En ce sens, la revue adhère donc au scoutisme intégral tel que défini par Baden Powell. En définitive, et contrairement à la tendance nationaliste du moment, la revue croit que c'est une formule qui peut s'adapter chez nous sans remettre en cause l'intégrité de la nationalité canadienne-française.

Cet intérêt pour le scoutisme est aussi le reflet d'un des aspects particuliers du discours dominant de la revue pour la seconde moitié de la décennie 1930-1940, soit l'attrait de la revue pour la jeunesse. Comme nous l'avons indiqué plus haut, la revue y consacre beaucoup d'importance à partir de 1936. De plus, nous avons démontré que la revue traite toujours de l'éducation en relation avec la jeunesse. Or, compte tenu du public

---

130. M.-Ceslas Forest, o.p., "Les dimensions du scoutisme", op. cit., p. 174.

131. Ibid., p. 177.

132. Ibid., n. 182.

133. Ibid., p. 183.

visé, comment peut-on expliquer l'immense intérêt de la revue envers la jeunesse? A notre avis, une première explication vient du contexte social particulier des années 1930. L'insécurité socio-économique née de la crise rend particulièrement difficile l'intégration des jeunes au monde du travail de même qu'à la société en général, et à cet égard, la revue n'est pas sans manifester une certaine inquiétude.

• Mais, en même temps, et ceci constitue pour nous la raison principale, la revue fonde sur la jeunesse l'espoir d'un monde meilleur. Elle en fait, en réalité, l'acteur privilégié de la réfection sociale, et ce dès le début de sa formulation en 1936:

Il va sans dire que c'est surtout aux jeunes qu'il appartient maintenant de trouver la voie véritable, de dégager les idées saines, de réparer les ruines et d'assurer les réalisations concrètes<sup>134</sup>.

Tout au cours de la seconde moitié de la décennie, la revue entretient une image autour de la jeunesse: soit celle d'un groupe qui sauvera tout, qui réalisera un monde meilleur pour peu qu'on le prépare adéquatement à cette fin. C'est d'ailleurs dans cette perspective que se comprend l'intime rapprochement entre la jeunesse et l'éducation dans les pages de la revue.

Animé par l'élaboration d'un projet de réfection sociale, le discours de la Revue Dominicaine de la seconde moitié de la décennie 1930-1940, apparaît donc profondément engagé dans les réalités temporelles de son époque. En réaction au marxisme et à l'américanisme qui envahissent, à ce moment, tant le Québec que le Canada, la revue formule un programme

---

134. Criticus, "La philosophie au Barreau", R.D., avril 1936, tome 1, p. 241.

de rénovation sociale dont les intentions premières sont très claires: soit réaffirmer la nécessité de sauvegarder, au sein de la société canadienne-française, la prédominance des valeurs spirituelles, et par voie de conséquence, la place et le prestige de l'Eglise dans cette même société.

Toutefois, si le discours de la revue représente la manifestation d'un groupe de religieux et de laïques intéressés à défendre les intérêts de l'Eglise, il laisse transparaitre néanmoins une autre préoccupation d'importance: soit l'avenir national du Canada français.

D'ailleurs, à ce chapitre, la Revue Dominicaine se distingue d'avec son milieu idéologique, et ce de plusieurs façons. D'abord, le discours de la revue est essentiellement tourné vers l'avenir. Le fait de parler de nouvelle chrétienté et de réserver à la jeunesse un rôle privilégié dans la construction de cette dernière est assez révélateur.

Ensuite, et par voie de conséquence, la revue refuse d'axer son discours sur la nécessité de maintenir intact un type de société traditionnelle. Certes, le besoin de rester en continuité avec certaines valeurs traditionnelles est constamment rappelé dans les pages de la revue. Mais, en même temps, ceci ne l'empêche pas d'espérer un éclatement d'une ambiance culturelle dominante au Canada français. Jugant ce dernier trop replié sur lui-même et xénophobe, à l'occasion, la revue revendique une plus grande ouverture de la société canadienne-française au monde extérieur. Elle désire sa modernisation par le biais d'une plus grande/intégration au continent nord-américain. Dans cette perspective, la revue tend à discuter de l'avenir du Québec par rapport au Canada, et également, par rapport à la totalité du continent américain. Ensuite, elle tend à situer son

discours au niveau des mentalités. D'ailleurs, il est clair que la revue souhaite, de 1935 à 1940, l'adaptation de l'univers culturel canadien-français aux modifications structurelles de l'économie et de la société canadienne en générale.

Toutefois, en procédant de la sorte, la revue rejette du même coup, dans sa forme intégrale, la définition traditionnelle du Canadien français.

Si la revue consent toujours à le définir comme catholique et français, elle refuse néanmoins de le faire évoluer dans une société à vocation agricole. D'ailleurs, tel que formulé dans la revue, le projet de nouvelle chrétienté est, de toute évidence, défini en fonction d'un ordre social à la fois urbain et industriel. La revue refuse d'associer survivance nationale avec le maintien d'un ordre économique traditionnel. Au contraire, pour assurer sa survivance nationale, le Canadien français, doit être en mesure de répondre aux nouvelles réalités contemporaines par une formation adéquate qui elle, dans l'esprit de la revue, ne peut venir que d'une éducation adaptée.

Ainsi, c'est en incitant le Canadien français à oeuvrer dans de nouvelles activités professionnelles que la revue s'est inscrite, du même coup, en désaccord avec une certaine tendance nationaliste de l'époque, plus conservatrice et traditionnelle.

Fondamentalement, ce sont deux conceptions nationalistes qui se sont affrontées à cette époque. D'ailleurs, est-il nécessaire de rappeler que les principaux débats dans lesquels s'engage la revue, au cours de la seconde moitié de la décennie, se rapportent toujours à la question nationale. Si les discours des deux parties en cause se sont toujours

rejoint quant à la finalité à poursuivre, c'est-à-dire la survivance nationale, c'est au niveau des moyens cependant qu'ils ont différés. Rejetant la formule d'un retour à un passé sécurisant, la revue opte pour la réconciliation de la société canadienne-française avec le monde moderne. En procédant de la sorte, c'était donc s'attacher à définir un nouveau type de Canadien français et, par le fait même, vouloir sortir le Canada français du XIX<sup>e</sup> siècle.

## CONCLUSION

Au terme de cette étude sur la Revue Dominicaine nous croyons avoir démontré qu'il s'est formulé à l'intérieur du catholicisme social québécois des années 1930-1940, un discours original aux allures progressistes, qui correspond à un groupe d'intellectuels majoritairement composé de religieux.

L'oeuvre de la Revue Dominicaine fut religieuse avant d'être sociale, tout au moins dans les intentions du directeur et de ses collaborateurs. Ceux-ci étaient mus, en premier lieu, par un esprit d'apostolat dirigé essentiellement vers l'élite intellectuelle canadienne-française religieuse et laïque. Tant dans son style littéraire que par son niveau de réflexion, la revue restera inaccessible à la masse. En fait, elle n'aspirera jamais à la rejoindre. Le centre de ses préoccupations en a fait une revue religieuse tournée principalement vers l'auditoire instruit des milieux urbains. Sensible aux goûts et aux inquiétudes de son public, la revue connaît, sous l'impulsion de son directeur et principal animateur le Père M.A. Lamarche, o.p., de multiples changements qui modifièrent passablement son apparence et son discours entre 1930 et 1940. Par contre, les prises de positions de la revue sur les questions sociales demeurèrent d'abord motivées par des considérations religieuses. Témoins, une grille d'analyse inspirée des encycliques papales, plus particulièrement Quadragesimo Anno, et par la morale tout court, ou une position modérée sur la guerre civile espagnole et sur la question juive qui indique bien la volonté de la revue à ne pas lier l'Eglise à une pensée trop conservatrice, voire intransigeante.

L'insécurité du début des années 1930 avait amené la Revue Dominicaine, au même titre que l'ensemble de la communauté intellectuelle catholique, à se poser des questions fondamentales sur l'avenir du monde et plus particulièrement sur celui du Québec. C'est d'ailleurs dans cet esprit que la revue tente de mesurer la gravité de la crise des années 1930 pour le Québec. Faisant siens les arguments de Quadragesimo Anno, la Revue Dominicaine procède dès le début de la décennie à une dénonciation des abus du capitalisme comme cause première de la crise et à une condamnation du communisme comme solution de rechange. Toutefois, et préoccupée par l'identification et la conservation d'une identité culturelle catholique et française en Amérique, la Revue Dominicaine délaisse rapidement le domaine économique pour s'occuper des éléments relatifs à la survivance nationale. Procédant à une réflexion introspective sur la société canadienne-française, la Revue Dominicaine conclut, dès le milieu de la décennie 1930-1940, à l'existence d'une véritable crise de la culture axée sur une crise religieuse et une américanisation progressive de l'ensemble des couches de la société.

Ainsi, en 1936, pour la Revue Dominicaine, le Canada français est menacé non seulement dans son ordre économique mais également dans la survivance de son esprit catholique et français. Ce qui est plus grave encore, les menaces trouvent leur source non seulement à l'extérieur mais aussi et même plus à l'intérieur de la communauté canadienne-française. Soumise à des pressions à la fois extérieures et intérieures, la société canadienne-française est en transformation.

A une société qu'elle juge globalement en crise, la Revue Dominicaine propose un projet global de restauration qui s'articule autour de l'idéal d'une nouvelle chrétienté. Dégagée de l'obsession de l'unité ou de l'homogénéité, cette nouvelle chrétienté, telle que conçue théoriquement par la revue, aurait une structure organique fondée sur une diversité de groupements impliquant du même coup un certain pluralisme religieux et national mais où ces derniers seraient tous subordonnés à sa finalité unique: le bien commun temporel. Concrètement, ce projet de "réfection sociale" vise à suggérer, dans un premier temps, un remède à la crise économique par l'établissement du corporatisme et, en second lieu, une solution à la crise de la culture par le rétablissement de la civilisation latine de type français en tant que caractère dominant de la société canadienne-française. Enfin, par ses appels discrets mais répétés en faveur d'une réforme de l'éducation, le projet social de la Revue Dominicaine vise à une réconciliation de la société canadienne-française avec le monde moderne.

Tant par son appellation que par ses composantes, le projet de restauration sociale de la Revue Dominicaine témoigne d'un emprunt considérable à la pensée de Jacques Maritain. Egalement il laisse transparaître une influence plus générale des milieux catholiques intellectuels français de la première moitié de la décennie qui se caractérisent par la naissance de divers mouvements de jeunesse, de revues, de groupes d'études, et par la montée de plusieurs personnalités marquantes. Malgré leurs tendances politiques de droite ou de gauche, tous et toutes sont préoccupés par la gravité des problèmes économiques et sociaux et tous et toutes, comme dans un effort commun, sont "tendus vers la cons-

truction d'un monde nouveau destiné à se substituer au monde qui, selon eux, était en train d'agoniser sous leurs yeux"<sup>1</sup>. Ils furent tous animés d'un même esprit; ils furent tous, pour emprunter l'expression de Dominique Auvergne, "tournés vers l'avenir"<sup>2</sup>. C'est ce même esprit qui anime à son tour le discours de la Revue Dominicaine tout au cours de la seconde moitié de la décennie 1930-1940. L'appel à une nouvelle chrétienté, l'appel à une plus grande ouverture des programmes scolaires sur la science, ou les espoirs répétés en la jeunesse en sont les reflets les plus significatifs.

Cependant, tant dans son diagnostic que dans ses remèdes, le discours de la Revue Dominicaine se présente essentiellement comme l'expression d'un refus. D'abord, un refus du diagnostic des autres catholiques sociaux qui limitaient la nature de la crise des années 1930 à une affaire socio-économique et idéologique et qui considérait la montée du communisme comme l'effet le plus alarmant de la crise<sup>3</sup>. Sur le plan national, la Revue Dominicaine refusait leur interprétation qui limitait à des facteurs extérieurs les menaces à la survivance canadienne-française et qui préconisait l'idéalisation d'un passé sécurisant comme solution. Dans le même esprit, le discours de la Revue Dominicaine marque un refus du discours des nationalistes qui voient dans l'édification d'une "Laurentie"

- 
1. Jean-Louis Loubet Del Bayle, Les non-conformistes des années 30, Ed. du Seuil, Paris, 1969, p. 29.
  2. Dominique Auvergne, Regards catholiques sur le monde, Ed. Desclée de Brouwer, Paris, 1938, 146 p.
  3. F.J. Frigon, "Catholicism and Crisis: L'Ecole sociale populaire and the Depression in Québec, 1930-1940", dans Revue de l'Université d'Ottawa, vol. 45, 1975, p. 60.

la solution à la crise économique et à la survivance nationale.

Au même titre que ses contemporains, la Revue Dominicaine fut profondément engagée dans la survivance du Canada français au cours de la Dépression. Toutefois, elle cherchera constamment à modifier la culture traditionnelle pour l'adapter aux nouvelles conditions résultants de l'industrialisation et de l'urbanisation. Plus que n'importe quel autre mensuel de l'époque, c'est la Revue Dominicaine qui exprime avec le plus de cohérence la volonté de réconcilier à la fois l'Eglise et la société canadienne-française avec le monde moderne. Soucieuse de démontrer à ses lecteurs les perspectives d'un catholicisme engagé dans les réalités temporelles de son époque, la Revue Dominicaine entreprend de discuter l'avenir du Canada français par rapport au continent nord-américain. Dans cet esprit, elle cherche à faire cause commune avec les Canadiens anglais sur la base d'un nationalisme respectueux des deux peuples. Toutefois, elle évitera de se mêler directement des questions politiques pouvant compromettre l'Ordre ou l'Eglise avec un parti politique quelconque tant sur la scène provinciale que fédérale.

Le contexte particulier des années 1930 aura amené la Revue Dominicaine à intervenir dans les questions qui relevaient, comme elle l'a dit elle-même, de "l'actualité permanente" et de "l'actualité transitoire". Cependant, l'actualisation de son discours visait bien plus qu'à offrir des points de réflexion à ses lecteurs, elle cherchait ni plus ni moins qu'à orienter leur opinion et à susciter chez eux l'engagement dans une action.

En définitive, le catholicisme québécois est redevable à ce mensuel d'un certain mode original d'expression et d'engagement au sein de l'élite intellectuelle catholique d'alors: là réside d'ailleurs son principal intérêt. Reflet des préoccupations d'une élite intellectuelle bourgeoise et urbaine, la Revue Dominicaine devient, au cours de la Dépression, un espace particulier où certaines intelligences catholiques échangent entre elles, en marge d'un autre groupe resté fidèle à une action de défense religieuse et nationale dans une optique nettement conservatrice, sur certains problèmes de la société canadienne-française sujette à une crise d'orientation.

Toutefois, là ne réside pas uniquement son originalité. Au terme de notre étude, nous sommes d'avis que la Revue Dominicaine, dès le milieu des années 1930, jette les bases du courant intellectuel contestataire qui prend un essor tout particulier chez les élites laïques du lendemain de la Seconde Guerre Mondiale et des années 1950 et qui conduit le Québec à sa Révolution tranquille. Communément appelé "idéologie de rattrapage", et surtout véhiculé par certains membres des professions libérales, syndicalistes, intellectuels, artistes et étudiants<sup>4</sup>, cette idéologie contestataire, dans ses grandes lignes, "ne remet pas en cause le fait que le Québec possède une culture différente de celle du reste des habitants du Canada et qu'il faut en conserver les éléments principaux mais il faut, selon elle, mettre à jour cette culture"<sup>5</sup>. En d'autres termes, c'est une idéologie qui, critique de l'ancien discours traditionnel de conservation, est résolument tourné vers le présent et qui aspire, comme la Revue Dominicaine quelques années plus tôt, à combler l'écart entre la culture québécoise et la société québécoise,

4. Marcel Rioux, "Sur l'évolution des idéologies au Québec" dans, Revue de l'Institut de sociologie, Bruxelles, vol. 41, n° 9, 1968, p. 112.

5. Loc. cit.

et de là, entre le Québec et ses autres voisins nord-américains<sup>6</sup>.

Ajoutons en terminant que l'univers intellectuel et idéologique du Québec du XX<sup>e</sup> siècle demeure encore trop mal connu, de même que la place et le rôle qu'y joue le clergé régulier. En conséquence, une des tâches primordiales des historiens du catholicisme contemporain consiste dès lors à mettre à jour les divers réseaux de communication et d'oeuvres communautaires des quelques 196 congrégations religieuses<sup>7</sup> du Québec d'avant la Révolution tranquille afin de saisir leur réelle contribution et ses nuances particulières au développement de la société québécoise.

6. Ibid., p. 116-118.

7. Bernard Denault, Benoit Lévesque, éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1975, p. 34.



COMPILATION DES THEMES A CARACTERE SOCIAL  
 TRAITES DANS LA REVUE DOMINICAINE, 1941-1944

THEMES	1941	1942	1943	1944
ACTION CATHOLIQUE	2	2	1	2
AMERICANISATION	-	-	-	-
CAPITALISME	1	-	-	-
COMMUNISME	-	-	1	1
CRISE ECONOMIQUE	-	-	-	-
EDUCATION	3	2	2	3
ELITE	6	2	3	1
ETAT	3	2	1	-
JEUNESSE	2	3	2	-
FAMILLE	2	-	-	2
FEMME	1	-	-	1
MATERIALISME	-	-	-	-
NATIONALISME	1	1	-	2
MONDE URBAIN/RURAL	-	-	-	-
CRISE RELIGIEUSE	10	5	1	-
POLITIQUE	3	2	2	2
SCOUTISME	-	-	-	-
SCIENCES	-	-	-	-
ACHAT CHEZ NOUS	-	-	-	-
FRANCE	-	3	1	3
CHOMEURS	-	-	-	-
CRISE LINGUISTIQUE	-	-	-	-
QUESTION JUIVE	-	1	-	-
PRESSE	1	-	-	-
ECONOMIQUE	2	1	-	2
SURVIVANCE	-	-	2	3
CORPORATISME	-	-	-	-
GREVE	-	-	-	-
MASSES	-	-	-	-
SYNDICALISME	-	-	-	-
2e GUERRE MONDIALE	10	7	3	3
RETARD/INFERIORITE DES C.-F.	4	-	-	-
SANTE	-	-	-	-
ORIENTATION PROFES- SIONNELLE	1	-	-	-
SOCIETES NEUTRES/CLUBS	4	-	-	-

## BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

### Sources orales

Fr. Paul-M. Dupré, o.p., Montréal, 19 août 1981.

Père Georges-Henri Lévesque, o.p., Montréal, 23 mars 1982.

### Sources imprimées

Revue Dominicaine, Nous avons analysé tous les numéros de la revue, de janvier 1931 à décembre 1940.

COHON, Samuel S., Saint Thomas et les juifs; réponse au T.R.P. Benoît Mailloux, Le congrès juif canadien, no 4, janvier 1937, Montréal 1937, 37 p.

LAMARCHE, M.A., o.p., (sous la direction de), Notre américanisation, Enquête de la Revue Dominicaine (1936), L'Oeuvre de presse dominicaine, Montréal, 1937, 266 p.

MAILLOUX, Benoît, o.p., Saint Thomas et les juifs / Conférence prononcée à la clôture des premières journées thomistes d'Ottawa, le 9 juin 1935/, L'Oeuvre de presse dominicaine, Montréal, 1935, 31 p.

### Instruments de travail

BAUBEROT, J. et al., L'Histoire religieuse de la France, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle, problèmes et méthodes, Ed. Beauchesne, Paris, 1975, 290 p.

BEAULIEU, André, HAMELIN, Jean, La presse québécoise des origines à nos jours, tome III, 1880-1895, PUL, Québec, 1977, 421 p.

-----, "Aperçu du journalisme québécois d'expression française", dans Recherches Sociographiques, VII, no 3, 1966, p. 305-348.

Bibliothèque nationale du Québec, Notices en langue française du Canadian catalogue of books 1921-1949 avec index établi par Henri Bernard, Boivin, Montréal, la Bibliothèque, 1975, 199 p.

BOILY, Robert, Québec 1940-1969 (Bibliographie), Montréal, 1971, 202 p.

- Le Canada ecclésiastique, Librairie Beauchemin, Montréal, 1930-1940.
- Canadian Almanach and Directory, Toronto, annuel.
- Canadian Advertising Rates & Data, Toronto, 1928-1966.
- The Canadian Newspaper Directory, (La même chose que Desbarats Newspaper Directory). Publ. by A. McKim Ltd, Montreal, Toronto, Winnipeg, London, période 1909-1946.
- DUROCHER, René, LINTEAU, Paul-André, Histoire du Québec; bibliographie sélective (1867-1970), Toronto, 1973, 112 p.
- Gazette du travail, 1932, vol. XXXII, no 2; Ottawa.
- GOGGIO, Emilio, CORRIGAN, Beatrice, PARKER, Jack H., A bibliography of canadian cultural periodicals, University of Toronto Press, 1955, 45 p.
- HAMEL, Réginald, HARE, John, WYCZYNSKI, Paul, Dictionnaire pratique des auteurs québécois, Ed. Fides, Montréal, 1976, 723 p.
- HAMELIN, Louis-Edmond, HAMELIN, Colette-L., Quelques matériaux de sociologie religieuse canadienne, Montréal, Ed. du Lévrier, 1956, 156 p.
- HARE, John, "Sur les imprimés et la diffusion des idées", dans Annales historiques de la révolution française, no 213, juillet-sept. 1973, p. 407-421.
- HENRY, Ginette, Répertoire des périodiques québécois, 1<sup>re</sup> partie, Bibliothèque Nationale du Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1974, 249 p.
- HOUDE, Roland, "Maritain au Québec", dans Notes et documents, section Répertoire bibliographique, Institut International J. Maritain, no 26, janvier-mars 1982, p. 32-44.
- LA CLARE, Léo, GAGNON, Denis, "Méthodes et techniques d'histoire orale pour les chercheurs", dans Archives, 75, 1, p. 56-68.
- LEVESQUE, Albert, Entrez-donc! Analyse du comportement familial de la population de langue française, au Canada. Première étape Sentiments et intérêts de l'élite, Les informations Albert Lévesque Inc., Montréal, 1944, 160 p.
- MONIERE, Denis, Les idéologies au Québec: une bibliographie, Montréal, 1976, 155 p.
- MONTMINY, Jean-Paul, CRYSDALE, Stewart, La Religion au Canada, bibliographie annotée (1945-1970)/Religion in Canada annotated inventory (1945-1972), Histoire et sociologie de la culture, # 8, Les Presses de l'Université Laval, 1974, 189 p.

SAVARD, Pierre, compte rendu de, Gérard Boismenu, Laurent Mailhot, Jacques Robillard, Le Québec en texte, 1940-1980, Montréal, Boréal Express, 1980, 574 p., dans Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 35, no 2, septembre 1981, p. 273-274.

-----, "Un quart de siècle d'historiographie", dans Recherches Sociographiques, vol. 15, 1974, p. 77-96.

Thomas Aquinas Dictionary, Ed. by Morris Stockhammer, Vision Press Ltd, New York, 1965, 219 p.

Ulrich's International Periodicals Directory, R.R. Bowker Co., New York, Twenty-First Edition 1982.

VOISINE, Nive, "La production des vingt dernières années en histoire de l'église du Québec", dans Recherches Sociographiques, janvier-avril 1974, vol. XV, no 7, p. 99-112.

#### Etudes manuscrites

#### Thèses non publiées

CARON-HOULE, Françoise, La presse française du Québec et les crises européennes, (thèse de maîtrise), Ottawa, Université d'Ottawa, 1972, 202 p.

MARC-HENRI, Joseph Sarrazin, Projets de restauration par le corporatisme, 1933-1950, (thèse), Montréal, Université de Montréal, 1960.

OLIVER, Michael, Kelway, The Social and Political Ideas of French-Canadian Nationalists, 1920-1945, (thèse), Montréal, McGill University, 1956.

ST-AMANT, Jean-Claude, L'Ecole sociale populaire et le syndicalisme catholique 1911-1949, (thèse de maîtrise), Université Laval, Québec, 1976, 99 p.

SAVARD, Louis, "Cité Libre" et l'idéologie monolithique du vingtième siècle au Canada français, (thèse de maîtrise), Québec, Université Laval, 1962.

#### Etudes générales

AUDET, Louis-Philippe, "L'enseignement dans le Québec, 1910-1935", dans Aux sources du présent. Etudes présentées à la Section I de la Société Royale du Canada, University of Toronto Press, 1960, p. 34-50.

-----, Le Système Scolaire de la Province de Québec, tome 1, Aperçu général, Ed. de l'Erable, Québec, 1950, 345 p.

- BLAIS, Jacques, De l'ordre à l'aventure, Presses de l'Université Laval, Québec, 1975, 410 p.
- BOURQUE, Gilles, LEGARE, Anne, Le Québec. La Question nationale, PCM/Petite Collection Maspero, no 223, Paris, 1979, 232 p.
- BRUNET, Berthelot, Histoire de la littérature canadienne-française, Ed. de l'Arbre, Montréal, 1946, 186 p.
- CLEMENT, Gabriel, Histoire de l'Action catholique au Canada français, Fides, Montréal, 1972, 331 p.
- COMEAU, Robert, "Lionel Groulx, les indépendantistes de la nation et le séparatisme (1936-1938)", dans Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 26, no 7, juin 1972, p. 83-102.
- COPP, Terry, Classe ouvrière et pauvreté, Boréal Express, Montréal, 1978, 213 p.
- DESMARAIS, Marcel-Marie, o.p., Au crépuscule de ma vie, Ed. Stanké, Montréal, 1977, 201 p.
- ETHIER, Wilfrid, L'Orientation professionnelle, tome 1, L'Institut canadien d'orientation professionnelle, Montréal, 1943, 446 p.
- FALARDEAU, J.-C., "La Génération de la Relève", dans J.-C. Falardeau, Notre Société et son roman, Montréal, Ed. HMH, 1967 ou Recherches Sociographiques, vol. 6, no 2, mai-août 1965, p. 123-135.
- FARLEY, P.E., c.s.v., (ouvrage en collaboration, sous la direction de), Orientation professionnelle, tome 1, les carrières ecclésiastiques, Ed. c.s.v., Montréal, 1933, 161 p. Orientation professionnelle, tome II, les carrières civiles, Ed. c.s.v., Montréal, 1935, 410 p.
- FORTIN, Gérald, An Analysis of the Ideology of a French Canadian Nationalist Magazine, 1917-1954; A Contribution to the Sociology of Knowledge, (thèse), Ithaca, Cornell University, 1956.
- FRENETTE, Yves, "Les éditoriaux de la Presse, 1934-1936: une défense de la démocratie libérale", dans Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 33, no 3, décembre 1979, p. 451-462.
- GAGNON, Marcel-Aimé, Jean-Charles Harvey, précurseur de la révolution tranquille, Ed. Beauchemin, Ottawa, 1970, 378 p.
- GALARNEAU, Claude, Les collèges classiques au Canada français (1620-1970), Ed. Fides, Montréal, 1978, 287 p.
- HAMELIN, Jean, sous la direction de, Histoire du Québec, Ed. Edisem Inc., Saint-Hyacinthe, 1977, 536 p.
- JONES, Richard, L'idéologie de "l'Action catholique", 1917-1939, Québec, Presses de l'Université Laval, 1975, 364 p.

- LACROIX, Benoît, o.p., Notice Nécrologique, Bulletin d'information et de communication de la Province dominicaine canadienne, no 35, mars 1971, 6 p.
- LAMARCHE, Antonin, o.p., M.A. Lamarche, o.p., Collections Classiques Canadiens, no 22, Fides, Ottawa, 1962, 93 p.
- LAMONDE, Yvan, HEBERT, Pierre-François, Le cinéma au Québec essai de statistique historique (1896 à nos jours), Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1981, coll. instruments de travail no 2, 478 p.
- LEVESQUE, George-Henri, "Prélude à la révolution tranquille au Québec: notes nouvelles sur d'anciens instruments", dans Histoire sociale/Social History, vol. X, no 19, mai 1977, p. 134-145.
- LOUBET DEL BAYLE, Jean-Louis, Les non-conformistes des années 30, Ed. du Seuil, Paris, 1969, 495 p.
- MARION, Séraphin, En feuilletant nos écrivains: étude de littérature canadienne, Librairie d'Action canadienne-française, Montréal, 1931, 216 p.
- MILNER, Sheilagh Hodgins, MILNER, Henry, The decolonization of Quebec, McClelland and Stewart Ltd, Toronto, 1973, 257 p.
- MONTPETIT, Edouard, Reflets d'Amérique, Ed. Bernard Valiquette, Montréal, 1941, 253 p.
- NEATBY, Blair, La grande dépression des années 1930, la décennie des naufragés, traduit par Lucien Parizeau, Ed. de La Presse, Montréal, 1975, 202 p.
- Ouvrage collectif, Religion in Canadian Society, Edited by Stewart Crysdale, Les Wheatcraft, MacMillan of Canada, Maclean-Hunter Press, Toronto, 1976, 498 p.
- PARE, Gérard, o.p., Biographie du Père Lamarche, Ed. du Lévrier, Montréal, 1950, 16 p.
- PELLETIER, Albert, Egrappages, Montréal, Lévesque, 1933, 234 p.
- PELLETIER, Jacques, "La Relève": une idéologie des années 1930", dans Cahiers de l'Université du Québec, 1972, no 30; p. 69-139. (thèse) Université Laval, 1969.
- ROME, David, Clouds in the Thirties On Antisemitism In Canada 1929-1939, Section 3, Montréal, 1977, 129 p.
- ROUSSEAU, Guildo, L'image des Etats-Unis dans la littérature québécoise (1775-1930), Ed. Naaman, Sherbrooke, 1981, 356 p.

- ROY, Camille, Mgr, Nos problèmes d'enseignement, Ed. Albert Lévesque, Montréal, 1935, 221 p.
- , Manuel d'histoire de la littérature canadienne-française, Québec "Action Nationale", 1918, 120 p.
- RUMILLY, Robert, Histoire de la province de Québec, Fides, Montréal, 1940.
- SAVARD, Pierre, "Affrontement de nationalismes aux origines du scoutisme canadien français", dans Mémoire de la Société Royale du Canada, Quatrième Série, tome XVII, 1979, p. 41-56.
- SYLVESTRE, Guy, Structures sociales du Canada français, Québec, Presses de l'Université Laval, Toronto, University of Toronto Press, 1966, 120 p.
- TOUGAS, Gérard, Histoire de la littérature canadienne-française, Paris, PUF, 1960, 286 p.
- VATTIER, Georges, Essai sur la mentalité canadienne-française, Paris, 1928, 384 p.
- VIGOD, B.L., "The Quebec Government and Social Legislation during the 1930s: A Study in Political Self-destruction", dans Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes, printemps 1979, vol. 14, no 1, p. 59-69.
- WADE, Mason, La Dualité canadienne: Essais sur les relations entre Canadiens français et Canadiens anglais, Presses universitaires Laval, University of Toronto Press, Canada, 1960, 427 p.
- , Les Canadiens français de 1760 à nos jours, tome II, Le Cercle du livre de France, Ottawa, 1963, 584 p.

#### Etudes spécialisées

##### 1. Histoire religieuse

- CARRIER, Hervé, Evolution de l'Eglise au Canada français. Etudes de sociologie pastorale, Cahiers de l'Institut Social Populaire, # 9, Montréal, Ed. Bellarmin, 1968, 78 p.
- CERTEAU, Michel de, et al., Histoire spirituelle de la France, Ed. Beauchesne, Paris, 1964, 398 p.
- CONNOLLY, James M., Le renouveau théologique dans la France contemporaine, Ed. St-Paul, Paris, 1966, 239 p.
- DANIEL-ROPS, Henry, Histoire de l'Eglise du Christ, vol. 9-10, L'Eglise des révolutions, vol. 11-12, Un combat pour Dieu, Ed. B. Grasset, Paris, 1965.

- DENAULT, Bernard, LEVESQUE, Benoît, Éléments pour une sociologie des communautés religieuses du Québec, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1975, 220 p.
- DOMINICAINS (Communauté des), Frères Prêcheurs en terre canadienne, Ed. du Lévrier, Ottawa, 1939, 201 p.
- HARVEY, Vincent, et al., L'Eglise et le Québec, Ed. du Jour, Montréal, 1961, 157 p.
- HURTUBISE, Pierre, et al., Le Laïc dans l'église canadienne-française de 1830 à nos jours, Fides, Montréal, 1972, 223 p.
- LAMARCHE, M.-A., o.p., Les laïcs dans l'Eglise, L'Oeuvre de Presse Dominicaine, Montréal, 1933, p. 135.
- LANGLAIS, E.-A., o.p., Les Dominicains ou Frères-Prêcheurs, Couvent des Dominicains, St-Hyacinthe, P.Q., 1942, 253 p.
- LATREILLE, A., DELARUELLE, E., PALANQUE, J.-R., REMOND, R., Histoire du catholicisme en France, tome 3, La période contemporaine, Paris, Spes., 1962, 693 p.
- LELIEVRE, Lucien, L'enseignement du thomisme dans les collèges classiques, Fides, Ottawa, 1965, 237 p.
- PAGE, Jean-Guy, Réflexions sur l'Eglise du Québec, Ed. Bellarmin, Montréal, 1976, 106 p.
- REMOND, René, Les catholiques, les Communistes et les crises, 1929-1939, Armand Collin, 1960, 287 p.
- , Les catholiques dans la France des années 30, Ed. Cane, Paris, 1979, 273 p.
- THIBAUT, Pierre, Savoir et Pouvoir. Philosophie thomiste et politique cléricale au XIX<sup>e</sup> siècle, Histoire et Sociologie de la Culture, # 2, 1972, Presse de l'Université Laval, 252 p.
- VOISINE, Nive, L'Histoire de l'église catholique au Québec 1608-1970, Fides, Montréal, 1971, 112 p.

## 2. Idéologies

- BELANGER, André-J., L'apolitisme des idéologies québécoises: le grand tournant de 1934-1936, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, 392 p.
- , Ruptures et constantes, coll. Sciences de l'homme et humanisme, no 8, Ed. Hurtubise HMH, Montréal, 1977, 219 p.

- BRUNET, Michel, "Trois dominantes de la pensée canadienne-française", dans Ecrits du Canada français, no 3, 1957, p. 33-117.
- DION, Léon, "La polarité des idéologies: conservatisme et progressisme", dans Recherches Sociographiques, janvier-août, vol. VII, 1966, p. 23-35.
- DUMONT, Fernand, "Structure d'une idéologie religieuse", dans Recherches Sociographiques, vol. 1, 1960, p. 166-187.
- , "Notes sur l'analyse des idéologies", dans Recherches Sociographiques, vol. 4, 1963, p. 155-165.
- DUMONT, Fernand, HAMELIN, Jean, MONTMINY, Jean-Paul, Idéologie au Canada français 1930-1939, Histoire et Sociologie de la culture, no 11, PUL, Québec, 1978, 361 p.
- FALARDEAU, J.C., "Propos sur les idéologies au Québec", dans Recherches Sociographiques, vol. 17, 1976, p. 393-402.
- GAGNON, Serge, "L'histoire des idéologies québécoises: quinze ans de réalisations", dans Histoire Sociale/Social History, vol. IX, no 17, mai 1976, p. 17-20.
- GRAND'MAISON, Jacques, "L'Eglise et les idéologies au Québec", Relations, vol. 29, no 343, novembre 1969, p. 293-297.
- JUGNET, Louis, Pour connaître la pensée de Saint Thomas d'Aquin, Ed. Ulysse, Bordeaux, 1979, 240 p.
- MONIERE, Denis, Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours, Ed. Québec/Amérique, Montréal, 1977, 381 p.
- RIOUX, Marcel, "Sur l'évolution des idéologies au Québec", dans Revue de l'Institut de sociologie, Bruxelles, 1968, vol. 41, no 9, p. 95-124.

### 3. Catholicisme social

- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin, s.j., La Restauration de l'ordre social, Ed. de l'École Sociale Populaire, Montréal, 1932, 106 p.
- ARES, Richard, s.j., "Le Père Joseph-Papin Archambault, s.j., et l'École sociale populaire - témoignage", dans Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 35, no 4, mars 1982, p. 563-587.
- AUVERGNE, Dominique, Regards catholiques sur le monde, Ed. Desclée de Brouwer, Paris, 1938, 146 p.

- BAUM, Gregory, Catholics and Canadian Socialism. Political Thought in the Thirties and Forties, James Lorimer and Co., Toronto, 1980, 240 p.
- BARS, Henry, La politique selon Jacques Maritain, Ed. Ouvrières, Paris, 1961, 247 p.
- CALVEZ, J.Y., PERRIN, J., Eglise et société économique, L'Enseignement social des papes de Léon XIII à Pie XII, Aubier, 1958, 578 p.
- COUTROT, Aline, Un courant de la pensée catholique l'hebdomadaire "Sept" (mars 1934-août 1937), Ed. du Cerf, Paris, 1961, 334 p.
- DAUJAT, Jean, Maritain un maître pour notre temps, Téqui, Paris, 1978, 238 p.
- DUCOIN, Georges, Pour une économie du bien commun, selon la doctrine sociale de l'Eglise, coll. Théologie, Sacerdoce et Spiritualités, Ed. Lethielleux, 144 p.
- DUNAWAY, John, Jacques Maritain, Twayne Publishers, Boston, 1978, 174 p.
- FRIGON, F.-J., "Catholicism and Crisis: L'Ecole sociale populaire and the Depression, 1930-1940", dans Revue de l'Université d'Ottawa, 1975, p. 54-70.
- GARANT, Charles-Omer, L'Eglise au secours de la Société, Causeries données à la radio sous les Auspices de L'Action Sociale Catholique, Québec, 1937, 128 p.
- GAUDREAU, Marie Agnes de Rome, "La Pensée sociale du Canada français telle que réflétée dans 'Les Semaines Sociales'", Ecole Sociale Populaire, no 391, août 1946, 30 p.
- HULLINGER, Jean, L'Enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950, Fides, Montréal, 1957, 373 p.
- KOTHEN, Robert, La pensée et l'action sociales des catholiques 1789-1944, Louvain, 1945, 600 p.
- LACHANCE, Louis, o.p., L'Humanisme politique de Saint Thomas, 2 tomes, E. du Lévrier, Ottawa, 1939, 398 p.
- , Nationalisme et Religion, Collège Dominicain, Ottawa, 1936, 195 p.
- LALIBERTE, Raymond, "Dix-huit ans de corporatisme militant, l'Ecole sociale populaire de Montréal, 1933-1950", dans Recherches Sociographiques, vol. XXI, no 1-2, 1980, p. 55-96.
- LAUBIER, Patrick de, La pensée sociale de l'église catholique. Un idéal historique de Léon XIII à Jean-Paul II, Ed. Albatros, Paris, 1980, 183 p.
- LEVESQUE, Georges-Henri, o.p., "La Mission des Intellectuels Canadiens-français (Qu'ils soient un...)" dans Le Document, collection publié par le Devoir, # 19, mai 1935, Montréal, Imprimerie Populaire Ltée, 1935, 16 p.

- MARITAIN, Jacques, L'humanisme intégral, Ed. Montaigne, Paris, 1936, 334 p.
- MAYEUR, Jean-Marie, "Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne", dans Annales ESC, 27, mars-avril 1972, p. 483-499.
- ROUTHIER, Gilles, "L'ordre du monde. Capitalisme et communisme de la doctrine de l'Ecole sociale populaire, 1930-1936", dans Recherches Sociographiques, PUL, vol. XXII, no 1, janvier-avril 1981, p. 7-47.
- RUDA, Jorge, "Thomas d'Aquin et la problématique contemporaine", dans Revue de l'Université d'Ottawa, 1974, p. 487-496.
- SAINT-AMANT, Jean-Claude, "La propagande de l'Ecole sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique, 1911-1949", dans Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 32, no 4, septembre 1978, p. 202-228.
- RYAN, Claude, "Evolution sociale et vie de l'esprit au Canada français", dans Les chrétiens et la culture, Ed. Ouvrières, Action Catholique Canadienne, Montréal, p. 55-80.
- TRANVOUEZ, Yvon, "La fondation et les débuts de La Vie Intellectuelle (1928-1929), contribution à l'histoire du catholicisme intransigeant", dans Archives de Sciences Sociales des Religions, vol. 42, 21<sup>e</sup> année, juillet-décembre 1976, Ed. du CNRS, Paris, 1976, p. 57-96.